



UNIVERSITE MOULOUUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES DE
GESTION

DEPARTEMENT DES SCIENCES FINANCIERES ET COMPTABILITE

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et Comptabilité

Option : *Finance et Banque*

Thème

*L'analyse de la structure financière d'une jeune PME : cas
de la Sarl MEIA PLUS (Tizi-Ouzou).*

Réalisé par :

OUTCHERNENE Baya

RABIA Asma

Dirigé par :

Mr GUERCHOUH Mouloud

Soutenu publiquement devant le jury composé de:

Le président : Mr BERKANI Chabane, Maître Assistant « A », FSECSG/UMMTO.

Le rapporteur : Mr GUERCHOUH Mouloud, Maître de Conférences « A », FSECSG/UMMTO.

L'examineur : Mr FIRLAS Mohammed, Maître Assistant « A », FSECSG/UMMTO.

Date de soutenance: 22/04/2020

Remerciements

*Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements pour notre promoteur **Mr GUERCHOUH Mouloud**, qui a veillé sur le bon déroulement de ce travail avec ses conseils et ses remarques constitutives.*

*Nous remercions également tout le personnel de l'entreprise **MEIA plus** du village Talbent Zekri Tizi-Ouzou, en particulier la directrice commerciale et administrative **Mlle TERZI Yamina** pour toutes les informations et documents qu'elle nous a apportés mais également son soutien et sa grande disponibilité durant le déroulement du stage pratique.*

*Nos remerciements vont à tous les enseignants de la Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et des sciences commerciales de l'Université **Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou** qui ont contribué à notre formation durant notre cursus, pour le riche savoir qu'ils nous ont transmis avec rigueur et dévouement.*

Nos respects aux membres de jury, qui ont accepté d'évaluer et d'examiner ce modeste travail, et d'apporter leurs réflexions et leurs critiques scientifiques.

Enfin, nous exprimons toute notre gratitude à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin afin de mener ce projet à terme.

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Exemple d'un bilan financier	08
Tableau n°2 : Le bilan financier après retraitement.....	09
Tableau n°3 : Le tableau d'amortissement	45
Tableau n°4 : Les ateliers de la SARL MEIA PLUS.....	69
Tableau n°5 : Tableau des produits de l'entreprise MEIA PLUS	69
Tableau n°6 : Tableau résumant les principaux projets de MEIA PLUS.....	73
Tableau n°7 : Actifs du bilan comptable	74
Tableau n°8 : Passifs du bilan comptable.....	75
Tableau n°9 : Présentation du bilan financier (Emplois)	75
Tableau n°10 : Présentation du bilan financier (Ressources)	76
Tableau n°11 : Bilan financier en grande masse de l'année 2017	76
Tableau n°12 : Bilan financier en grande masse de l'année 2018	77
Tableau n°13 : Bilan financier en grande masse de l'année 2019	77
Tableau n°14 : Bilan financier en grande masse de l'année 2020	78
Tableau n°15 : Présentation du tableau de compte de résultat pour les quatre années d'exercice	81
Tableau n°16 : Calcul du FRN par le haut du bilan	83
Tableau n°17 : Calcul du FRN par le bas du bilan	83
Tableau n°18 : Calcul du BFR	84
Tableau n°19 : Calcul de la TN par la première méthode	84
Tableau n°20 : Calcul de la TN par la deuxième méthode	84
Tableau n°21 : Soldes intermédiaire de gestion (SIG)	86
Tableau n°22 : Calcul de la CAF par la méthode du Résultat Net de l'exercice.....	87
Tableau n°23 : Calcul de la CAF par la méthode de l'Excédent Brut de l'Exploitation ...	88
Tableau n°24 : Présentation des Ratios de structure	89
Tableau n°25 : Structure des capitaux de l'entreprise MEIA PLUS	91
Tableau n°26 : Ratio d'indépendance financière (IF).....	92
Tableau n°27 : Les dettes à court terme contractées par l'entreprise MEIA PLUS.....	93

Tableau n°28 : L'autofinancement de MEIA PLUS entre 2017 et 2020	94
Tableau n°29 : L'affectation du résultat net d'exercice de 2017 à 2020.....	95
Tableau n°30 : Ratio de rendement des capitaux propres.....	98
Tableau n°31 : Ratio de solvabilité	98
Tableau n°32 : Ratio de liquidité générale	99

Liste des figures

Figure n°1 : Les besoins de financement de « base »	06
Figure n°2 : Cycle d'investissement simplifié	19
Figure n°3 : Le cycle d'exploitation simplifié	20
Figure n°4 : Le déroulement du cycle d'exploitation	21
Figure n° 5: Besoins de financement de l'exploitation	23
Figure n°6 : L'emploi de la capacité d'autofinancement.....	35
Figure n°7 : Représentation d'une opération de crédit-bail.....	48
Figure n°8 : Organigramme de l'entreprise MEIA PLUS	68
Figure n°9 : Evolution des principales rubriques de l'actif.....	80
Figure n°10 : Evolution des principales rubriques du passif	81
Figure n°11 : Présentation de l'évolution des différents équilibres financiers durant quatre années d'exercice	85

Liste des abréviations

Amorti & prov : Amortissement et Provision.

BFR : Besoin en Fonds de Roulement.

BMTN : BON à Moyen Terme Négociable.

BT : Billet de Trésorerie.

B.T.P.H : Bâtiment, Travaux Public et Hydraulique.

CA : Chiffre d’Affaire.

CACOBATPH : Caisse Nationale des Congés Payés et du Chômage-Intempérie des secteurs du Bâtiments, des Travaux Publics et de L’hydraulique.

CAF : Capacité d’Autofinancement.

CMCC : Crédit de Mobilisation des Créances Commerciales.

CNAS : Caisse Nationale d’Assurance Sociale.

CREDOC : Crédit Documentaire.

EBE : Excédent Brut d’Exploitation.

FMN : Firme Multinational.

FRN : Fonds de Roulement Nette.

GNL : Gaz Naturel Liquéfié.

GPL : Gaz de Pétrole Liquéfié.

IBS : Impôt sur Bénéfice des Société.

IRG : Impôt sur Revenu Global.

MC : Marge Commerciale.

OCB : Organismes de Crédit-Bail.

PME : Petite et Moyenne Entreprise.

PHD : Polyéthylène à Haute Densité.

PNB : Produit Nationale Brut.

PVC : Conduite en Polychlorure de vinyle.

Q : Quantité.

QHSE : Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement.

RE : Résultat d’Exploitation.

REMDOC : Remise Documentaire.

R& D : Recherches et Développement.

SA : Société Anonyme.

SARL : Société à Responsabilité Limitée.

SCF : Système Comptable et Financier.

SCS : Société en Commandite Simple.

SIG : Solde Intermédiaire de Gestion.

SNC : Société en Nom Collectif.

TAP : Taxe sur Activité Professionnelle.

TCN : Titre de Créance Négociable.

TCR : Tableau de Compte de Résultat.

TN : Trésorerie Nette.

TVA : Taxe sur Valeur Ajoutée.

VA : Valeur Ajoutée.

X°E : Production de l'Exercice.

Sommaire

Introduction générale.....	01
-----------------------------------	-----------

Chapitre 01 : Besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Introduction	05
Section 1 : Origine et identification des besoins de financement	05
Section 2 : Les besoins de financement de l'entreprise.	16
Section 3 : Les déterminants dans le choix de financement.....	24
Conclusion.....	32

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises

Introduction	33
Section 01 : Les moyens de financement interne.	33
Section 02 : les moyens de financement externe.	43
Section 03 : Critères de choix d'une structure financière.....	59
Conclusion.....	64

Chapitre 03 : Cas empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise

Introduction	65
Section 01 : Présentation et organisation de l'entreprise MEIA PLUS.....	66
Section 02 : Analyse de la situation financière de MEIA PLUS.....	73
Section 3 : Sources de financement de l'entreprise MEIA PLUS critères d'aide à la décision financière	90
Conclusion.....	100
Conclusion générale	101

Introduction générale

L'entreprise, en tant qu'entité créative de richesse, constitue une roue motrice de croissance et source importante de développement économique de chaque pays. Elle est formée d'un ensemble de ressources humaines, techniques, matérielles et financières, dans le but de créer des biens et des services destinés à être vendus dans un marché solvable. Cela, dans le cadre de la réalisation de ses objectifs stratégiques, conformément à son environnement en perpétuelle mutation. Ces objectifs se résument en la réalisation du profit et l'assurance de sa pérennité tout en améliorant sa performance et son efficacité.

Lors de sa création, puis au cours de son développement, l'entreprise doit détenir des ressources financières nécessaires pour faire face à ses échéances, et utiliser au mieux les moyens dont elle dispose.

En effet, pour exercer son activité, l'entreprise doit d'abord engager des dépenses avant de percevoir des recettes: réalisation des investissements matériels (terrains, installations, constructions), achats des matières premières et fournitures, prévoir la rémunération de la main d'œuvre. Ce n'est qu'ultérieurement, à l'issue de la production et de la commercialisation, que des recettes seront encaissées après la réalisation des ventes. Il y a donc un décalage dans le temps entre les paiements et les encaissements concernant aussi bien les investissements que l'exploitation.

Ce décalage crée des besoins de financement que l'entreprise devra couvrir en se procurant des ressources financières adéquates. Ces dernières sont diverses et dépendent de plusieurs critères, chaque modalité peut être adoptée à une taille et a des objectifs stratégiques bien déterminés et peut entraîner également des coûts pour l'entreprise et influence ainsi sa rentabilité.

C'est là qu'on comprend que l'efficacité et la performance de l'entreprise n'est pas uniquement en relation avec son capital humain ou la qualité des services et produits qu'elle offre sur le marché, mais dépend également des moyens de financement accessibles. C'est pour cela que l'essor et le succès des entreprises dépendent de leur financement et de leur évolution dans le cadre de leurs moyens et capacités de production, d'un enrichissement de trésorerie et d'une amélioration de sa rentabilité. Sans ressources financières, il est difficile de créer une entreprise, de démarrer une activité, de promouvoir la recherche et développement, de vendre des produits et services, et de conquérir des parts de marché.

En Algérie, où l'économie d'endettement est dominante et le marché financier est quasi-absent; les entreprises qu'elles soient privée ou publiques se trouvent dans l'obligation de se financer par ses propres moyens (fonds propres) ou via le canal bancaire en octroyant des crédits (crédits d'investissements, crédits d'exploitations) ou en ayant recours au secteur informel.

Choix et intérêt du thème

La vie de l'entreprise est liée étroitement à la question de son financement et à la mise en place de ses stratégies, dont le principal objectif est d'améliorer la capacité compétitive de l'entreprise, ce qui nécessite *a priori* la mobilisation des ressources financières. La disponibilité de fonds permet à l'entreprise d'investir, d'honorer ses engagements et de payer

Introduction générale

ses fournisseurs et ses employés elle garantit ainsi sa solvabilité et assure sa fiabilité auprès de ses différents partenaires et surtout auprès de ses créanciers.

D'où l'importance et l'intérêt de ce travail dans lequel nous allons essayer d'analyser les principaux modes de financement dont bénéficient les entreprises et qui nous permettent ensuite de déterminer la source de ces fonds, et de mettre en place une stratégie financière adéquate à cette dernière.

Motif du choix du sujet

Le motif qui nous a poussé à choisir ce sujet de recherche est : l'envie d'élargir nos connaissances dans des domaines que nous avons déjà traité au cours notre cursus universitaire, tel que : la comptabilité générale, l'analyse financière, marché financier et analyse des crédits bancaire, etc. Mais également, les différents canaux de financement qu'une entreprise peut accéder notamment celui des établissements bancaires ; éléments que nous avons déjà traité dans notre spécialité **Finance et Banque**.

Enfin, la nouveauté de la SARL MEIA PLUS dans le domaine industriel et de travaux et ses chiffres positifs obtenus durant les quatre premières années d'exercices ont fait de cette dernière une cible attractive pour effectuer notre étude.

Problématique

A travers ce présent travail, nous allons détailler les différentes ressources financières dont disposent une entreprise et l'impact de chacune sur sa rentabilité; et à travers cette recherche, nous allons répondre à la question suivante :

Est-ce-que le choix des sources de financement de la SARL MEIA PLUS lui permet de réaliser l'équilibre entre les besoins de financement et les ressources financières dont-elle dispose?

A cette préoccupation nous posons quatre (04) sous questions suivantes :

- **Quels sont les besoins de financement de l'entreprise ?**
- **De quelles façons l'entreprise constitue-t-elle ses ressources financières permanentes ?**
- **En fonction de quel critère l'entreprise choisit-elle son mode de financement ?**
- **Quels sont les critères d'aide aux différentes décisions financières de l'entreprise**

Objectifs du travail

Dans ce présent travail ; nous pouvons distinguer deux types d'objectifs ; à savoir :

- **Objectifs générales :** Analyse de la situation (ressources) financières d'une entreprise privée algérienne afin de comprendre comment les besoins

Introduction générale

financiers liées à l'exploitation ou à l'investissement sont financé au sein d'une entreprise privée.

➤ **Objectifs spécifiques :**

- Analyser l'équilibre financier de la MEIA PLUS.
- Faire ressortir les ratios de structure et de rentabilité de MEIA PLUS.
- Comprendre la situation financière ainsi que les choix de financement de la MEIA PLUS.

Méthodologie de recherche

Pour réaliser ce travail de recherche et répondre aux questions posées, nous avons adopté la démarche suivante basée sur la recherche documentaire qui se résume en :

La consultation des ouvrages, recherches, revues et textes réglementaires relatifs à ce sujet qui nous a permis de passer de généralités (règles et concepts) aux activités (application et validation), ainsi que la collecte des données adéquates qui nous a permis de répondre aux objectifs précédemment fixés.

Afin de réaliser ce travail, nous avons procédé à l'étude des documents comptable suivants :

- ✓ Le bilan ;
- ✓ Le tableau de compte de résultat (TCR) ;
- ✓ Les soldes intermédiaires de gestion ;
- ✓ Les ratios.

Pour parvenir à notre objectif, nous avons essayé de bien purifier les réponses apportées aux questions précédentes et bien sûr d'étudier de façon exhaustive l'analyse financière de la Sarl MEIA PLUS à travers des diverses méthodes :

❖ **La méthode descriptive**

Cette méthode est très utile dans la définition des concepts de notre sujet et dans l'analyse du cas d'étude. Tout travail scientifique demande au moins un minimum de connaissances sur le thème à traiter. Cette méthode nous a permis d'exploiter des différents documents de nos prédécesseurs en vue de faciliter notre recherche.

❖ **La méthode statistique**

Elle nous a permis de quantifier et de faciliter la compréhension des résultats de la recherche en les présentant sous forme des tableaux et graphiques.

❖ **La méthode analytique**

Cette méthode été utilisée dans l'analyse des données des états financiers et de divers documents de l'entreprise MEIA plus. Elle nous a permis de traiter systématiquement toutes les informations et les données collectées en insistant beaucoup sur chaque cas.

Introduction générale

❖ La méthode qualitative

Grâce à nos contacts avec la Directrice commerciale et administrative chargée du contrôle administratif et financier de la SARL MEIA PLUS, cette méthode qualitative nous a permis d'effectuer un questionnaire ouvert et des entretiens avec cette dernière, afin de pouvoir présenter les notions de besoins et sources de financement de cette entreprise et arriver enfin à répondre à notre problématique.

Pour éviter de traiter un sujet de recherche vague, nous avons délimité notre sujet dans le domaine, dans le temps et dans l'espace.

- Dans le domaine, le sujet se limite à l'analyse financière plus spécifiquement à l'analyse de la structure financière, l'analyse par la méthode des ratios, ainsi l'analyse de la rentabilité et de l'activité.
- Dans le temps, notre recherche porte sur une période de quatre ans allant de 2017 à 2020;
- Dans l'espace, notre étude porte sur l'entreprise MEIA plus.

La structure du travail

Notre travail s'articule autour de trois chapitres, dont les deux premiers traitent essentiellement du volet théorique. Le plan de notre mémoire se décline alors de la façon suivante :

- Le premier chapitre, constitué de trois sections consacrées à l'étude des différents besoins de financement d'une part ainsi que des principaux facteurs qui déterminent le choix de financement d'autre part.
- Le second chapitre, composé de trois sections, présente les différentes modalités des ressources d'entreprise à long et à court terme.
- Le dernier chapitre, représente le cas pratique que nous avons réalisé auprès de la SARL MEIA PLUS.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Introduction

La création puis le fonctionnement de l'entreprise engendrent des besoins de financement. En effet, avant de pouvoir vendre des marchandises, des produits ou des services, l'entreprise doit acquérir des machines, acheter des matières premières, rémunérer sa main-d'œuvre... Donc si elle est mal gérée, cette dernière risque à tout moment de se retrouver en situation d'insolvabilité ce qui se traduirait par une cessation de son activité et une mise en liquidation. On entend par insolvabilité, l'incapacité qu'aurait une entreprise à s'acquitter à un moment donné d'une dette par manque de liquidité.

Pour éviter de se trouver dans l'incapacité d'honorer une dette, l'entreprise doit être consciente de ses besoins. Il existe plusieurs besoins de financement que peut exprimer une entreprise. Nous distinguons les besoins liés au cycle d'investissement et les besoins liés au cycle d'exploitation.

Ainsi, ce premier chapitre portera, d'une part, sur l'origine et l'identification des besoins de financement que l'entreprise doit entreprendre dans le but d'élaborer sa stratégie financière, ces besoins liés, soit à la partie haute du bilan (l'investissement), soit à celle du bas du bilan (l'exploitation) ; et d'autre part, nous allons aborder les déterminants dans le choix de financement qu'une entreprise peut exprimer, d'où la présentation de ce chapitre en trois sections :

- Origine et identification des besoins de financement ;
- Besoins de financement de l'entreprise ;
- Les déterminants dans le choix de financement.

Section 1 : Origine et identification des besoins de financement

Cette première section est consacrée aux origines des besoins de financement que l'entreprise peut affronter durant son exercice, ainsi que les documents qui permettent leurs détections.

1.1 Les origines du besoin de financement

Le besoin de financement d'une entreprise correspond à la situation qui peut apparaître à court terme en cas de déficit de trésorerie ou à long terme lorsque les dépenses d'investissement sont supérieures à l'épargne. Afin d'assurer la gestion de celle-ci, il faut une bonne connaissance de son patrimoine, c'est-à-dire des actifs qu'elle possède et des dettes qu'elle a contractées. La mise en œuvre d'une stratégie de financement est fondamentale pour l'entreprise dans l'objectif de :

- Financer les investissements en cas d'accroissement des capacités de production, amélioration de la productivité ou lancer une innovation;
- Financer l'exploitation de l'activité de l'entreprise par la mesure du besoin en fonds de roulement;
- Financer un besoin ponctuel de trésorerie.

Nous pouvons distinguer deux types de besoins d'entreprise qui se présentent comme suit :

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

1.1.1 Besoins permanents

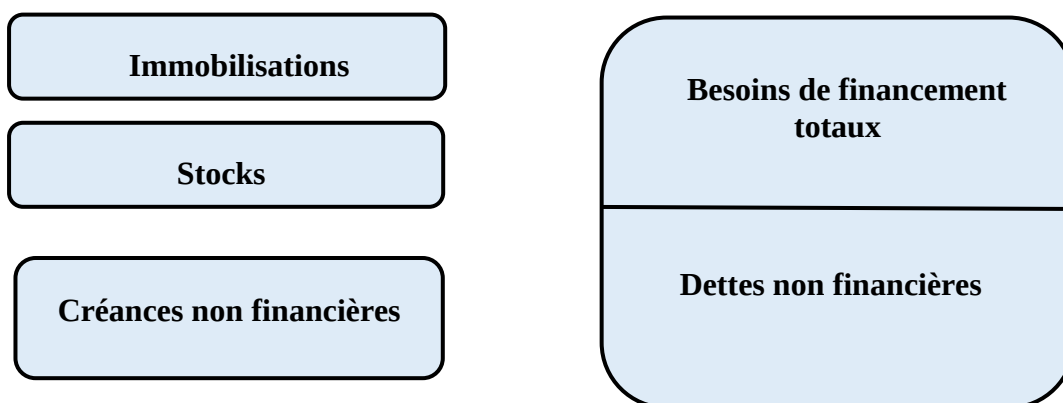
Un besoin financier permanent résulte du décalage entre la date à laquelle apparaît le besoin initial et la date à partir de laquelle une recette permet de couvrir ce besoin. Il présente un caractère permanent dès lors que le processus se renouvelle à l'identique à chaque période, le besoin se reproduit sans cesse, tant que dure l'activité.

1.1.2 Besoins temporaires

Un besoin financier temporaire résulte d'un décalage entre la date réelle à laquelle une opération est réglée et la date à laquelle cette opération aurait normalement dû être réglée. Il s'agit d'un besoin qui ne dure qu'un temps limité.

Le besoin de financement de l'entreprise est schématisé comme suit :

Figure n°1 : Les besoins de financement de « base ».



Source : PIERRAT C., « Gestion financière de l'entreprise », édition La Découverte, Paris, 2006, p. 10.

Il est par ailleurs important de noter que :

- Les besoins de financement d'une entreprise ne peuvent être appréhendés qu'en fonction des modalités d'exercice de son activité ;
- Les modalités d'exercice normales correspondent aux besoins de financement permanents au moins sur une certaine durée ;
- Les besoins de financement temporaire résultent de fluctuations autour de l'exercice normal et ne sont pas récurrents.

Besoins de financement totaux = Immobilisations + Stocks + Créances non financières - Dettes non financières

1.2 Identification du besoin de financement

Les décalages financiers majeurs qui donnent lieu à un besoin financier permanent émanent de différents postes du bilan. Pour effectuer une analyse financière et identifier les besoins auxquels l'entreprise peut s'affronter, il convient de mettre en lumière le sens

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

économique de ses comptes afin de faciliter l'élaboration d'un **diagnostic financier**¹. La méthode à suivre pour le regroupement et le retraitement des comptes est la suivante :

- Disposer des bilans et des comptes de résultats qui ont été établis les 3 à 5 dernières années;
- Regrouper certains comptes afin de faciliter la tâche ;
- Procéder à quelques retraitements des comptes afin de mieux cerner la réalité.

Le regroupement des comptes consiste à effectuer quelques calculs simples facilitant la compréhension des états comptables. Cette simplification se fera par le biais des éléments suivants :

1.2.1 Le bilan financier

Pour effectuer une lecture financière globale du bilan de l'entreprise, il faut d'abord s'interroger sur le contenu économique des postes de l'actif et de ceux du passif. Certains éléments sont à retraiter ou à ignorer car ils portent la marque d'une logique purement comptable et formelle. L'objectif du retraitement est d'aboutir à un bilan financier synthétique, parlant pour l'analyste financier.

➤ Les grandes masses du bilan

Le bilan financier s'obtient en regroupant les rubriques du bilan normalisé en grandes masses et en effectuant des reclassements des postes du bilan, en fonction d'indications des notes du bas du bilan et de l'annexe.

- L'actif du bilan

Du point de vue financier, on divise les emplois selon leur liquidité croissante, entre emplois dont le séjour dans l'entreprise est supérieur à un an (**actifs immobilisés**)² et ceux dont le séjour est inférieur à un an (**actifs circulants**)³. L'actif du bilan est le répertoire de l'ensemble des biens possédés par l'entreprise.

- Le passif du bilan

Il est le répertoire de l'ensemble des dettes de l'entreprise ; par solde (ou équilibre) entre le total de l'actif et le total des dettes. Le passif du bilan indique la richesse des actionnaires que nous appelons généralement situation nette ou capitaux propres.

Au passif trois (03) types de ressources apparaissent :

- Le capital social ;
- Les réserves ;
- Les dettes.

¹ Pour Elie COHEN, le diagnostic financier constitue « un ensemble de concepts, des méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière d'une entreprise, aux risques qui l'affectent, au niveau et à la qualité ses performances ». 1997.

² Il s'agit de toute nature de biens possédés par l'entreprise, non pour être vendus ou transformés, mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail (terrains, constructions, matériels et outillages, matériels de transport) ainsi que les immobilisations incorporelles (fonds de commerce, brevets).

³ Est formé par l'ensemble des biens et créances qui s'ajoutent pendant une brève période, inférieure à un an.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

- Le capital social et les réserves forment **les capitaux propres**.
 - Le capital social est fournis par les propriétaires ou les associés ;
 - Les réserves sont accumulées par l'entreprise grâce aux bénéfices non distribués.
- **Les dettes** sont apportées par les prêteurs, les banques et les fournisseurs.

Tableau n°1 : Exemple d'un bilan financier.

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Valeurs Immobilisés : Frais D'établissement Immobilisations incorporelles Immobilisation Corporelles Immobilisation Financières		Capitaux Propres : Capital émis Réserve légal Réserve facultatifs Résultat net PRC	
Valeurs d'exploitation : Stocks Matières premières et Fournitures Stocks de produits semi-finis Stocks de produits finis		Dettes à moyen et long terme : Emprunts bancaire Dettes d'investissement	
Valeurs réalisable : Créances clients Titres de placement Effets à recevoir Autres créances		Dettes à court terme : Fournisseurs de stocks Dettes d'exploitation Effets à payer Dettes fournisseurs(IFS)	
Valeurs Disponible : Banque Caisse			
Total emplois		Total ressources	

Source: Etablie par nous-même en nous inspirant des cours d'analyse financière.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Tableau n°2 : Le bilan financier après retraitement.

Actif (par ordre de liquidité croissante)	Passif (par ordre d'exigibilité croissante)
Actif de plus d'un an	Passif de plus d'un an
<u>Actif Immobilisé net :</u> + Plus-values latentes + Part de l'actif circulant net à plus d'un an (stock outil, créances...) + Charges constatés d'avance à plus d'un an -Moins-values latentes -Part de l'actif immobilisé net à moins d'un an -Capital souscrit non appelé	<u>Capitaux propres :</u> +Plus-values latentes +Comptes courants bloqués +Ecart de conversion passif -Part d'écart de conversion actif non couverte par une provision -Impôts latent sur subventions d'investissement et provisions réglementées -Actif fictif net -Moins-values latentes
<u>Postes constituant l'actif net à éliminer :</u> Frais d'établissement Fonds commercial Primes de remboursement des obligations Charges à répartir	<u>Dettes à plus d'un an :</u> + Provisions à plus d'un an + Impôts latent à plus d'un an sur subventions d'investissement et provisions réglementées + Produits constatés d'avance à plus d'un an
Actifs de moins d'un an	Passifs de moins d'un an
<u>Actifs circulants net :</u> -Part de l'actif circulant net à plus d'un an +Charges constatées d'avance à moins d'un an +Part de l'actif immobilisé à moins d'un an +Effets escomptés non échus +Capital souscrit non appelé +Part d'écart de conversion actif couvert par une provision	<u>Dettes fournisseurs, sociales, fiscales, diverses :</u> + Dettes financières à moins d'un an + Provisions à moins d'un an + Impôts latent à moins d'un an sur subventions d'investissement et provisions réglementées + Effets escomptés non échus + Produits constatés d'avance à moins d'un an

Source : HURBERT B., « Analyse financière », édition Dunod, 4^{ème} édition, Paris, 2010, p. 25.

1.2.2 Le bilan fonctionnel

Pour compléter l'analyse de la situation financière, il est nécessaire de se référer au bilan fonctionnel qui constitue l'instrument essentiel de l'analyse financière contemporaine du cycle financier de l'entreprise.

➤ Les rubriques du bilan fonctionnel

Le bilan fonctionnel peut être subdivisés en deux grandes rubriques :

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

- L'actif

Trois types d'actifs doivent être distingués :

- Le cycle d'investissement correspond à l'immobilisation brute ;
- Le cycle d'exploitation correspond aux stocks et aux crédits accordés aux clients ; qui se renouvellent continuellement : ils constituent donc, du point de vue financier, des emplois durables de capitaux en actifs d'exploitation ;
- Des emplois temporaires irréguliers et instables qui ne sont liés ni à l'investissement, ni à l'exploitation. Ils peuvent être cédés en cas de besoin ; ils correspondent aux actifs de trésorerie : liquidités, valeurs mobilières de placement.

- Le passif

Du point de vue des ressources de l'entreprise, trois types de passifs doivent être distingués :

- Les ressources stables, un financement stable (ex : capital social, réserves, emprunts) ;
- Les dettes d'exploitation, des ressources renouvelables notamment : crédits fournisseurs et autres dettes d'exploitation ;
- Les dettes de trésorerie, un financement temporaire qui risque de disparaître sans possibilité de renouvellement (ex : découverts bancaires, escompte, billet de trésorerie).

1.2.3 Le tableau de compte de résultat (TCR)

Le compte de résultat représente un état financier qui reprend les produits et les charges de l'entreprise ce qui concourent à la génération du bénéfice ou de la perte nette de l'exercice.

A. Définition

Le compte de résultat (ou CR) est un document comptable présentant l'ensemble des produits et des charges d'une société durant un exercice comptable. Comme le bilan et les annexes, il fait partie des états financiers des entreprises.

Le compte de résultat a pour vocation d'informer sur les performances réalisées par une entreprise. En se focalisant sur ses variations de patrimoine (gains et pertes), il permet de dégager son résultat net (bénéfice ou déficit).

Le compte de résultat revêt un caractère important pour deux types de public. D'une part, il permet à l'administration fiscale de prendre connaissance du bénéfice réalisé par une entreprise. D'autre part, il permet à des financeurs potentiels d'en connaître les performances et la rentabilité.⁴

C'est un « *État récapitulatif des charges et produits réalisé par l'entité ou cours de l'exercice. Il ne tient pas compte d'encaissement ou du décaissement. Il fait apparaître, par différence, le résultat net de l'exercice : bénéfice/profit ou perte* »⁵.

⁴ GRANDGUILLLOT B ; F., « *Analyse financière* », édition Gualino, 12^{ème} édition, Paris, 2008, p. 65.

⁵ Journal Officiel de la République Algérienne, N° 19, 25 Mars 2009, Page : 21,75.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

B. Présentation du TCR

Le document de synthèse du compte de résultat peut être présenté sous forme d'un tableau (**voir annexe n°01 et 02**), de liste, mais quel que soit la présentation retenue, le compte de résultat est subdivisé en trois rubriques : opération d'exploitation, opérations financières et opérations exceptionnelles. Ces rubriques sont organisées en distinguant les produits et les charges.

a. Produits

Ils représentent les ressources produites par l'activité de l'entreprise. Ainsi à travers le compte de résultat, on distingue⁶:

➤ **Les produits d'exploitation** : incluent directement les produits liés à l'activité de l'entreprise, il correspond à l'ensemble des revenus générés par les ventes d'une entreprise sur un exercice. Les produits d'exploitation comprennent :

- Les ventes des produits fabriqués ;
- Les prestations de service ;
- Les ventes de marchandises ;
- La production stockée ;
- La production immobilisée ;
- Les subventions d'exploitation ;
- Les reprises sur amortissement, dépréciations et provisions d'exploitation ;
- Les autres produits de gestion courante.

➤ **Les produits financiers** : ils regroupent toutes les rentrées d'argent générées par le placement de la trésorerie. Les produits financiers se composent des éléments suivant⁷ :

- Les produits financiers de participation ;
- Les produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ;
- Les escomptes de règlement obtenus des fournisseurs ;
- Les reprises sur amortissement, dépréciations et provisions et transfert de
- Charges financières.

➤ **Les produits exceptionnels** : ils relèvent d'opérations de nature inhabituelle. Ils comprennent :

- Les produits exceptionnels sur opérations de gestion (pénalités perçues, les subventions de gestion, les dégrèvements d'impôts et taxes) ;

⁶ ACH Y. A; CATHRINE D., « Finance d'entreprise : du diagnostic à la création de valeur », édition Hachette supérieur, Paris, 2004, p. 8-11.

⁷ BRUSLERIE H., « Analyse financière », édition Dunod, 4^{ème} édition, Paris, 2010, p. 130.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

- Les produits exceptionnels sur opérations en capital, composés principalement des produits des cessions d'éléments d'actif et des quotités part des subventions virés au résultat de l'exercice.

b. Les charges

Les charges représentent les emplois définitifs d'un bien ou d'un service, elles sont assimilées à un appauvrissement et sont indispensables au bon fonctionnement de l'entreprise. Ainsi on distingue⁸:

➤ **Les charges d'exploitations** : qui sont les dépenses inhérentes à l'exploitation même d'une entreprise, elles correspondent aux dépenses indispensables à la création de richesses produites par l'entreprise. Elles regroupent typiquement :

- Des achats stockés de matières, marchandises et fournitures ;
- Les autres charges externes (regroupent : la sous-traitance, les consommations et fournitures non stockables...) ;
- Les salaires et traitements ;
- Les charges sociales (charges patronales et les charges de sécurité sociale) ;
- Les dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux créances irrécouvrables).

➤ **Les charges financières** : sont générées par les intérêts dus aux emprunts, les comptes courants ou toutes opérations de financement accompagnées d'une rémunération financière à verser. Les charges financières regroupent :

- Les charges d'intérêt ;
- Les escomptes de règlement accordés aux clients ;
- La perte de changes supportés par l'entreprise ;
- Les charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement ;
- Les dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions liées aux éléments financiers.

➤ **Les charges exceptionnelles** : ces charges regroupent l'ensemble des charges qui ne se rapportent pas à la gestion courante de l'entreprise. Ce sont des charges qui ne rentrent pas dans l'activité normale de l'entité. Il s'agit notamment :

- Des charges exceptionnelles sur opérations de gestion (pénalité, amendes, les rappels d'impôt, les pertes sur créances irrécouvrables à caractère exceptionnels...) ;
- Les charges exceptionnelles sur opérations en capital (les valeurs comptables des éléments d'actif immobilisés et d'autres charges... ;
- Les dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions liées aux éléments exceptionnels.

⁸ BRUSLERIE H., Op. Cit, p. 130.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

En calculant la différence entre les produits et les charges on obtient alors :

- **Résultat d'exploitation** : C'est le résultat dégagé par les seules opérations d'exploitation.⁹
- **Résultat courant avant impôt** : Il mesure la profitabilité des opérations courantes. Il s'oppose au résultat exceptionnel (notamment des cessions d'immobilisations). Il tient compte de l'incidence du mode de financement de l'entreprise (intérêts des emprunts en particulier).¹⁰
- **Résultat exceptionnel** : C'est le résultat des opérations non courantes de l'entreprise, en particulier les cessions d'immobilisations. Les opérations concernées ne sont en principe pas renouvelables.¹¹
- **Résultat net de l'exercice** : Résultat de l'ensemble des activités de l'entreprise après imposition.¹²

1.2.4 Soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Le compte de résultat présente une synthèse de l'activité en classant les produits et les charges de l'entreprise dans trois catégories distinctes : les opérations d'exploitation, les opérations financières et les opérations exceptionnelles. Cette présentation est intéressante mais se révèle insuffisante pour analyser la formation du résultat de l'exercice. Le Plan comptable général propose, comme élément de l'annexe aux comptes annuels, un document intitulé « Tableau des soldes intermédiaires de gestion ». Ce tableau inclut plusieurs indicateurs qui permettent d'apprécier les résultats et la performance de l'entreprise.¹³

A. Définition

Les soldes intermédiaires de gestion sont des indicateurs de gestion définis par le plan comptable généralement et déterminer par le compte de résultat de l'entreprise au cours d'un exercice.¹⁴

B. Éléments constitutifs

Le solde intermédiaire de gestion (SIG) est constitué des éléments suivants :

- La marge commerciale (MC)

Elle mesure la marge sur les activités de négoce (ventes de marchandises). C'est un indicateur très important pour mesurer la performance économique des entreprises

⁹DORIATH B; LOZATO M; MENDES P; NICOLLE P., « *Comptabilité et gestion des organisations* », édition Dunod, 6^{ème} édition, Paris, 2008, p. 141.

¹⁰ Idem.

¹¹ Idem.

¹² Idem.

¹³DORIATH B; LOZATO M; MENDES P; NICOLLE P., « *Comptabilité et gestion des organisations* », édition Dunod, 7^{ème} édition, Paris, 2010, p. 152.

¹⁴ RAMAGE ; PIERRE., « *Analyse et diagnostic financier* », édition d'Organisation, Paris, 2001, p. 102.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

commerciales. Il est possible de calculer un taux de marge par secteur, par famille de produits voire par produit.¹⁵

Marge commerciale = ventes des marchandises – coûts d'achat des marchandises vendues

- La production de l'exercice (X°E)

Elle mesure l'effort de production des entreprises ayant une activité industrielle de transformation ou de prestation de services. La production est un indicateur de l'activité réelle de l'entreprise.¹⁶

Production de l'exercice = Production vendues ± Production stockée + Production immobilisé

- La valeur ajoutée produite (VA)

Elle mesure la richesse créée par l'entreprise, c'est-à-dire l'accroissement de valeur donnée par l'entreprise aux biens et services en provenance de tiers à l'aide de ses facteurs de production. La valeur ajoutée est un indicateur de performance qui rend compte du poids économique de l'entreprise.¹⁷

Valeur Ajoutée = Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommations de l'exercice en provenance des tiers

- L'excédent brut d'exploitation (EBE)

Il mesure la performance économique de l'entreprise. C'est la part de valeur ajoutée qui revient à l'entreprise et aux apporteurs de capitaux. La performance économique mesurée par l'excédent brut d'exploitation est indépendante des choix de l'entreprise en matière d'amortissement, de la manière dont l'entreprise est financée et des opérations exceptionnelles réalisées durant l'exercice. En cela, ce solde est reconnu comme un excellent indicateur de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise.¹⁸

Excédent Brut d'Exploitation = Valeur Ajoutée + Subventions d'exploitation – Impôts et taxes – Frais de personnel

¹⁵ DORIATH B; LOZATO M; MENDES P; NICOLLE P. Op. Cit, p. 141.

¹⁶ Idem. p. 141.

¹⁷ Idem. p. 141.

¹⁸ Idem. p. 141.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

- Le résultat d'exploitation (RE)

C'est le résultat dégagé seulement par les opérations d'exploitation.¹⁹

Résultat d'Exploitation = EBE + Autres Produits d'exploitation + Reprises sur dépréciations et provisions d'exploitation + Transferts de charges d'exploitation – Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation – Autres charges

- Le résultat courant avant impôts

Il mesure la profitabilité des opérations courantes. Il s'oppose au résultat exceptionnel (notamment des cessions d'immobilisations). Il tient compte de l'incidence du mode de financement de l'entreprise (intérêts des emprunts en particulier).²⁰

Résultat avant impôts = Résultat d'exploitation + Quote-part de résultat sur opérations faites en commun + Produits financiers – Quote-part de résultat sur opérations faites en commun – Charges financières

- Le résultat exceptionnel

C'est le résultat des opérations non courantes de l'entreprise, en particulier les cessions d'immobilisations. Les opérations concernées ne sont en principe pas renouvelables.²¹

Résultat exceptionnel = Produits exceptionnels – Charges exceptionnelles

- Résultat net de l'exercice

C'est le résultat de l'ensemble des activités de l'entreprise après imposition.²²

Résultat d'Exercice = Résultat courant avant impôt + Résultat exceptionnel – Participation des salariés – Impôt sur les bénéfices

¹⁹ DORIATH B; LOZATO M; MENDES P; NICOLLE P., Op. Cit, p. 141.

²⁰ Idem. p. 141.

²¹ Idem. p. 141.

²² Idem. p. 141.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

1.2.5 Les grands équilibres du bilan

A partir du bilan fonctionnel, l'analyse du fonds de roulement permet d'étudier l'équilibre financier de l'entreprise et apprécier sa situation de trésorerie.

- **L'équilibre financier à long terme « FRN »**

La notion de fonds de roulement a donné lieu à de multiples formulations. Cependant, deux de ces formulations présentent un intérêt particulier et méritent d'apparaître comme des concepts fondamentaux de l'analyse financière.²³

Le FRN par le haut du bilan :

$$\text{FRN} = \text{Ressources Stables} - \text{Immobilisations Brutes*}$$


Dont : **Capitaux permanents**= fonds propres+ dettes à moyen et long termes.

Le FRN par le bas du bilan :

$$\text{FRN} = \text{Capitaux permanents} - \text{Actifs Immobilisés}$$

Section 2 : les besoins de financement de l'entreprise.

Cette deuxième section est consacrée aux principaux besoins que rencontre toute entreprise lors de sa création ou en cours de son activité, elle est sans cesse à la recherche à satisfaire ses besoins qui se présentent sous deux niveaux : ceux qui sont inhérent du haut du bilan et ceux du bas du bilan.

2.1 Le besoin de financement à long terme

Pour pouvoir exercer son activité, une entreprise doit tout d'abord se doter d'un certain nombre d'actifs qui vont être utilisés sur une long période, il s'agit d'achats des différents actifs immobilisés ; représenter par les différents investissements.²⁴

²³ COHEN Elie., « *Gestion financière de l'entreprise et développement financier* », édition Edicef, 1991, p.117.

* DUPLAT C. A., « *Analyse de la situation financière de l'entreprise* », Librairie Vuibert, Paris, 2004, p. 80.

²⁴ KHEMMAR K; LOUIFI Z., « *Le Financement D'une Entreprise En Phase de Création Cas de La BADR De Tizi-Ouzou* ». Mémoire de master; Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, FSEGC, 2018, p. 23.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

2.1.1 Définition de l'investissement

L'investissement est l'acquisition de biens durables permettant à l'entreprise de se procurer un avantage économique futur. Chaque investissement est une suite d'opérations dans un ordre bien précis, c'est pour cela que l'expression « cycle d'investissement » est utilisée, car ce dernier est un cycle long : les opérations se déroulent sur un certain nombre d'années.²⁵

2.1.2 La typologie des investissements

Il existe plusieurs types d'investissements qui peuvent être classés en fonction de différents critères :

A. Selon leur nature

Nous distinguant trois natures d'investissement qui sont classés comme suite:

✓ Investissements incorporels

Investissements incorporels ou immatériels ce sont des tous les actifs intangibles (qu'on ne peut pas toucher) consacré à l'achat de brevets et licences de recherche et à la formation du personnel, logiciels informatiques, fonds de commerce, aussi certaines dépenses de marketing ou de publicité.

✓ Investissements corporels

Appelés aussi immobilisation matériels ce sont des dépenses consacrées à l'acquisition des biens physiques (tangibles) ex : terrains, bâtiments, matériels de transport... qui permettent d'augmenter le patrimoine de l'entreprise et donc accroître les capacités de production.

✓ Investissements financiers

Titres de participation détenus par l'entreprise dans le capital d'autres sociétés (achat d'actions).²⁶

B. Selon leur objectif

L'investissement peut avoir plusieurs classifications selon des différents objectifs :

✓ Investissement obligatoire

Ce type d'investissement est non lucratif mais plutôt il vise à servir l'intérêt général. L'aspect d'obligation apparaît dans le fait d'imposer aux entreprises par la législation à mettre en place des investissements ou infrastructures de sécurité, hygiène ou de préventions de l'environnement ex: normes antipollution comme l'épuration des eaux usées avant de les rejeter dans la rivière ou des normes antibruit...

L'Article 4 de l'ordonnance N° 06-08 du 15 juillet 2006 relative au développement de l'investissement stipule: « Les investissements sont réalisés librement sous réserve de la

²⁵ Ordonnance n° 01-03 correspondant au 20 août 2001 relative au développement de l'investissement journal officiel n° 47, p. 04.

²⁶ BALAHOUANE K ; BEKTACHE F., « *Evaluation d'un projet d'investissement* ». Mémoire de master en science de gestion, Bejaia : Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, p. 06.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

législation et des réglementations relatives aux activités réglementées et au respect de l'environnement. Ils bénéficient de plein droit de la protection et des garanties prévues par les lois et règlements en vigueur ».²⁷

✓ L'investissement de remplacements

Appelés également investissement de maintien ou de renouvellement : les machines et des équipements utilisés dans l'activité de l'entreprise peuvent s'usées et donc perdre de leurs valeurs autrement dit leurs valeurs va se déprécier au fil du temps. Dans ce type d'investissement il s'agit de remplacer des équipements usés par d'autres neufs afin de maintenir le potentiel de l'entreprise.

✓ L'investissement de productivité ou de modernisation

Il s'agit de remplacer un équipement démodé du fait du progrès technique par un investissement plus performant et moderne (nouveaux équipements, nouveaux procédés de fabrication ou nouvelle organisation de production) .afin d'augmenter la productivité ou de diminuer les coûts.²⁸

✓ L'investissement de rentabilité

Il s'agit de procéder à un investissement pour faire face au problème de l'archivage, d'organisation du travail, en suivant l'évolution technologique.

✓ L'investissement de capacité

C'est un investissement destiné à augmenter la capacité De production de l'entreprise afin à répondre à une augmentation de la demande de biens et services et voir l'expansion de ses activités.

✓ Investissement d'innovation ou de diversification

Ce sont les investissements qui ont pour objectif d'introduire dans l'entreprise de nouvelles techniques, de nouveaux produits...auxquels on rajoute les investissements commerciaux destinés à permettre l'accès à de nouveaux marchés.²⁹

C. Selon leur durée

Nous distinguons deux types d'investissement :

✓ Les investissements à moyen terme

Ce sont les investissements dont la durée de vie varie entre 1 et 7 ans, elle concerne les équipements légers (moyens de transport...).

²⁷ Ordonnance N° 06-08 du 15 juillet 2006 modifiant et complétant l'ordonnance n° 01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement (JOURNAL N° 47-2006).

²⁸ BALAHOUANE K ; BEKTACHE F. Op. Cit ; p. 07.

²⁹ ACHOUR N ; HAMMOUDI S., « *Le financement des investissements* ». Mémoire de master en science et gestion, Bejaia : Université Abderrahmane MIRA, Bejaia, 2017, p. 07.

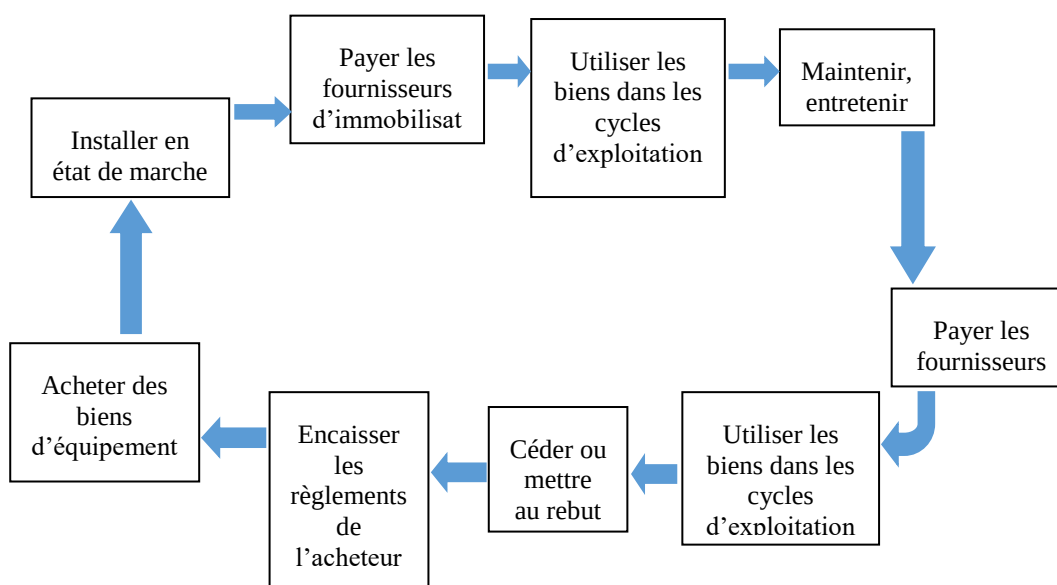
Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

✓ Les investissements à long terme

Ce sont les projets dont la durée est plus longue de 7 à 20 ans, la détermination de la durée de vie de ce type d'investissement est très difficile, car plus on s'éloigne dans le temps plus la prévision devient incertaine. Cette durée de vie concerne les investissements lourds.

Le cycle d'investissement est schématisé comme suit :

Figure n°2 : Cycle d'investissement simplifié.



Source: DEGOS J. G; GRIFFITHS S., « *Gestion Financière de l'analyse à la stratégie* », édition Erolles, 7^{ème} édition, 2011, p. 18.

2.2 Le besoin de financement à court terme

L'importance des besoins issus de l'exploitation dépend essentiellement de la durée du cycle de fabrication, de la gestion des stocks, de la politique de crédit consenti aux clients et des délais de paiement obtenus des fournisseurs.

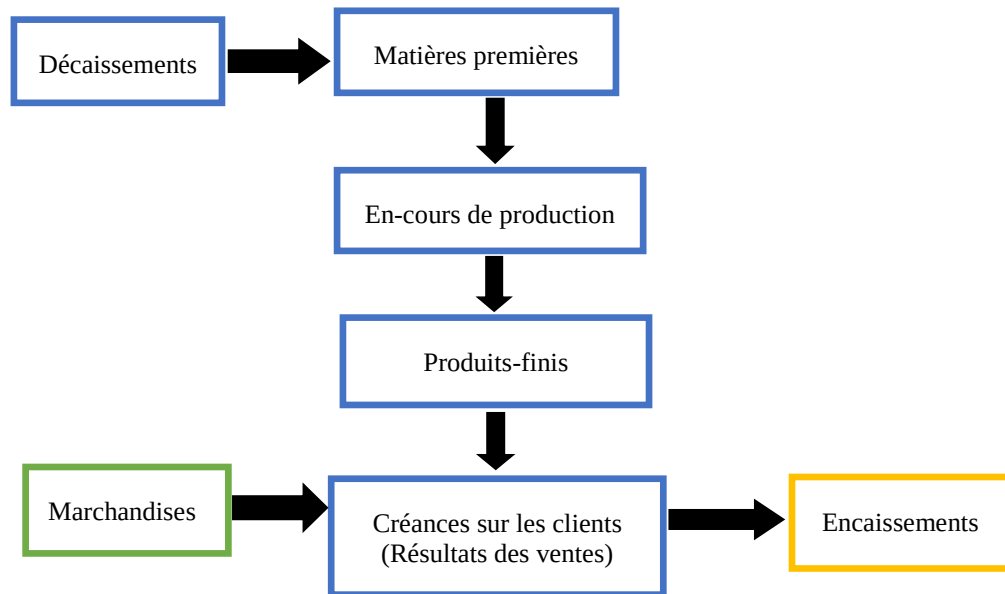
➤ Cycle d'exploitation

Selon BRUNO S, « le cycle d'exploitation correspond à l'état producteur de l'entreprise, c'est-à-dire la transformation des matières achetées en produits-finis vendus aux clients. Cette exploitation nécessite la mise en œuvre des outils de production de l'entreprise (investissements immobilisés) et de ses ressources humaines. Le cycle d'exploitation correspond donc à la consommation de matières, de travail, de capital de production et de fournisseurs afin d'assurer les ventes de produits »³⁰

³⁰ BRUNO S., Op. Cit ; p. 59.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Figure n°3 : Le cycle d'exploitation simplifié.



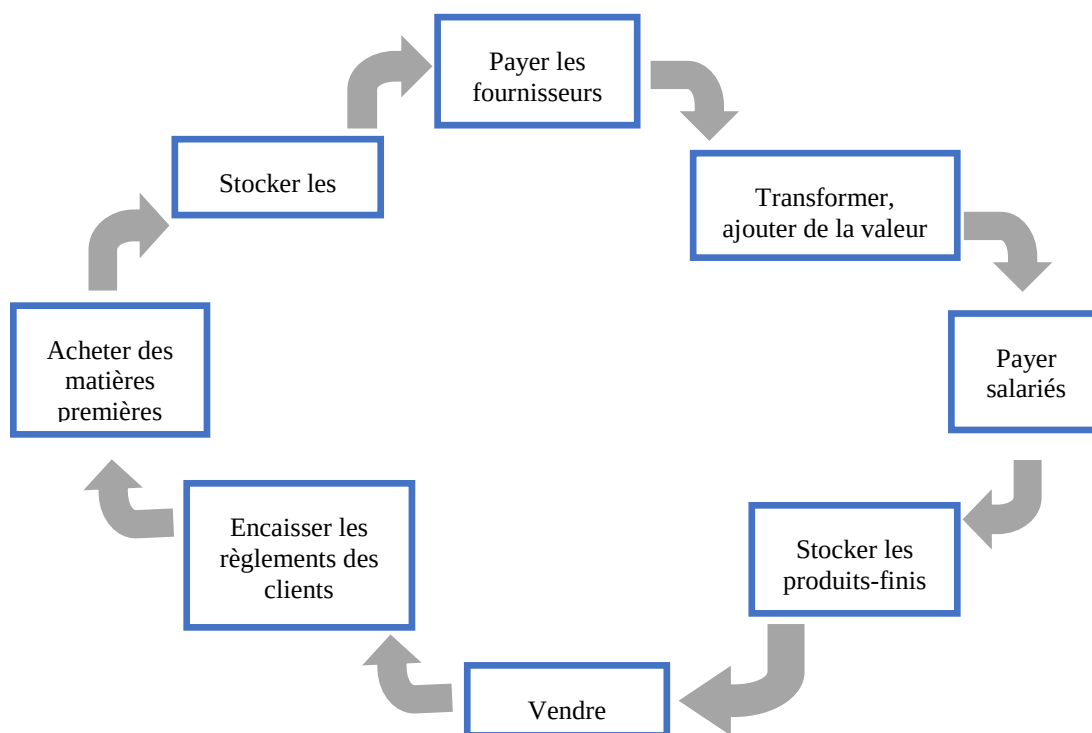
Source : DARBELET M; IZAR L ; SACARAMUZA M., Op. Cit; p. 173.

La liquidité des différents postes de l'actif circulant varie selon leur place dans le cycle d'exploitation qui conduit de l'achat des matières premières à l'encaissement du chiffre d'affaires. Le cycle d'exploitation a pour objet, d'écouler sur le marché des biens et services. De fait, il engendre un surplus monétaire qui est la différence entre les encaissements des ventes et les dépenses engagées pour la production et la commercialisation.

L'activité courante d'exploitation, qui est l'ensemble des opérations engagées pour réaliser l'activité, peut être représentée par le schéma suivant :

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Figure n°4 : Le déroulement du cycle d'exploitation.



Source : DEGOS J. G ; GRIFFITHS S., Op. Cit ; p. 17.

2.2.1 Le Besoin en Fonds de Roulement

Le Besoin en Fonds de Roulement désigne les fonds dont l'entreprise a besoin pour financer son exploitation. Autrement dit, il correspond aux sommes nécessaires au financement de son l'activité de production. Il démontre la santé financière de l'entreprise à court terme, sur un cycle d'activité ou un exercice comptable. Plus précisément, il mesure la capacité de l'entreprise à financer par elle-même, en interne, son cycle d'exploitation, sans avoir besoin de recourir à des sources de financement externes.³¹

L'entreprise est amenée à assurer une marge de sécurité dans le financement de son exploitation appelé besoin en fonds de roulement ou « BFR » l'existence de ce dernier résulte des décalages entre les décaissements et les encaissements de flux liés à l'activité de production de l'entreprise.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) se calcule à partir du **bilan** comptable. Il représente de façon générale la différence entre l'**actif circulant** et le **passif circulant** :

$$\text{BFR} = \text{Actifs circulants} - \text{Passifs circulants}$$

*Dont :

³¹ MANCHON E., « Analyse bancaire de l'entreprise », édition Economica, 5^{ème} édition, Paris, 2001, p.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Passifs circulants = dettes à court terme

Remarque :

*En cas de concours bancaires de trésorerie la formule devient comme suite :

$$\text{Besoin en fonds de roulement} = (\text{Actifs circulants} + \text{Concours bancaires de trésorerie}) - \text{Passifs circulants}$$

Interprétation des résultats :

BFR < 0 : Lorsque le BFR est inférieur à 0, les emplois sont inférieurs aux ressources. Aucun besoin financier n'est généré par l'activité et l'excédent de ressources dégagé va permettre d'alimenter la trésorerie nette de l'entreprise.

BFR = 0 : Lorsque le BFR est égal à 0, les ressources d'exploitation permettent de couvrir les emplois en intégralité. L'entreprise n'a aucun besoin à financier mais elle ne dispose d'aucun excédent financier.

BFR > 0 : Lorsque le BFR est supérieur à 0, les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources de la même nature. L'entreprise doit alors financer ses besoins à court terme soit par son fonds de roulement soit par des dettes financières à court terme (concours bancaires courants c'est-à-dire des découverts bancaires).³²

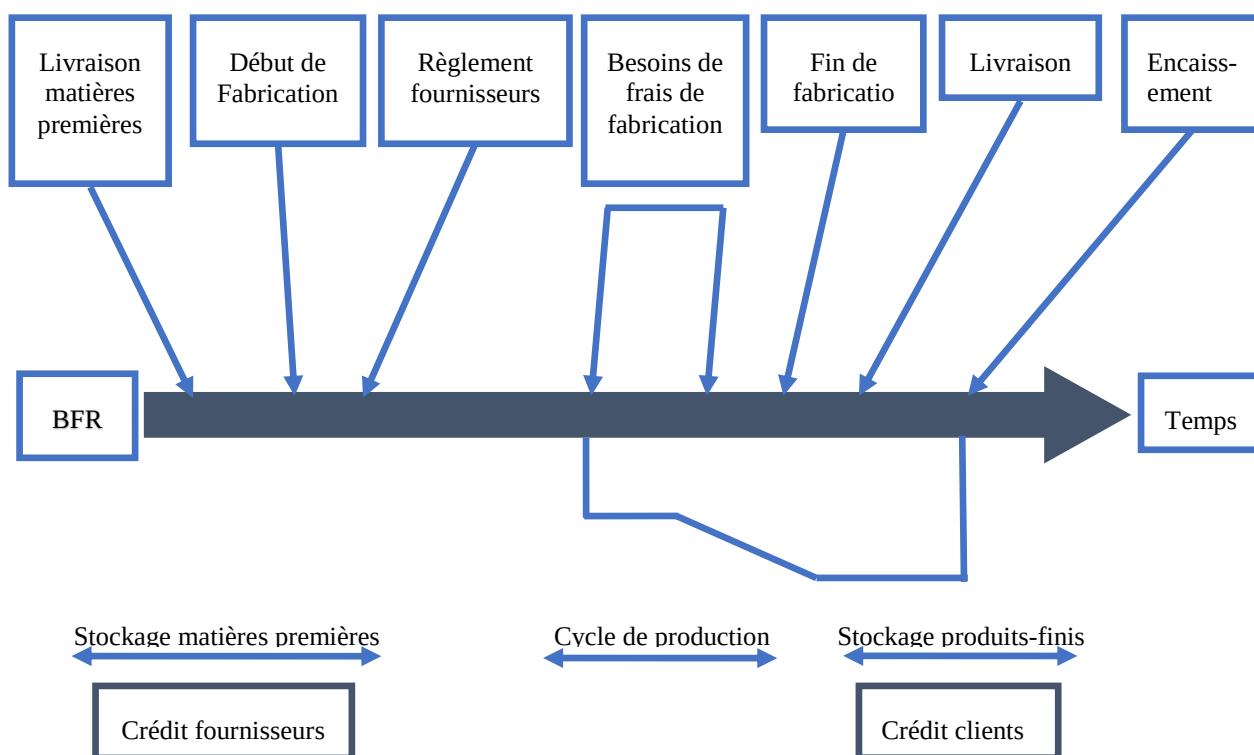
Notant que le BFR soit négatif ou positif, ce dernier peut être amélioré par la rotation des stocks, par la négociation des délais de règlement courts des clients et des débiteurs divers, ainsi que par la négociation des délais de paiement long avec les fournisseurs et les autres créanciers. Ainsi, la diminution des valeurs des stocks et créances et/ou les augmentations des dettes à court terme hors trésorerie passive³³ influence positivement le BFR.

³² BERNET-ROLLANDE L., « *De l'analyse financière* », édition Dunod, 2^{ème} édition, Paris, 2015, p. 108.

³³ **Trésorerie passive :** est égale aux soldes créditeurs de banque et aux concours bancaires, il s'agit en réalité des dettes à court terme des entreprises vis-à-vis de leurs banques. Il regroupe l'ensemble des ressources d'une entreprise (dettes d'exploitation+ capitaux propres).

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Figure n° 5: Besoins de financement de l'exploitation.



Source : www.tifawt.com/ Analyse-financière/besoin en fonds de roulement. Consulté le 10/01/2021.

2.2.2 La trésorerie

Elle est définie comme étant « l'ensemble des moyens de financement liquides ou à court terme dont dispose un agent économique pour faire face à ses dépenses de toute nature : encaisse, crédits bancaires à court terme obtenus par mobilisation des créances ou par découvert, avances (facilité de caisse) »³⁴.

D'une façon générale, la trésorerie est constituée par l'ensemble des fonds dont dispose l'entreprise pour assurer les paiements que génère son activité.

De ce fait, la trésorerie satisfait aux trois (03) exigences suivantes :

- **La liquidité :** est l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses dépenses par une circulation optimale de ses flux du cycle d'exploitation.
- **L'exigibilité :** exprime la capacité de l'entreprise à respecter les dates d'échéance de règlement de ses dettes.

³⁴ MARTINET A. C; SILEM A., « *Lexique de gestion et de management* », édition Dalloz, Paris, 2005, p. 529.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

- **La solvabilité** : Elle est une aptitude de l'entreprise à rembourser à terme l'ensemble de ses dettes.³⁵

L'entreprise doit faire face à des dépenses importantes tels que : les salaires, entretien de matériels, impôts et taxes, frais divers de gestion...etc. Le paiement de ces charges peut troubler le fonctionnement normal de l'activité de l'entreprise. Faire face aux échéances des règlements exige des liquidités qui ne sont pas toujours disponibles. Ce qui entraîne la naissance des besoins de trésorerie qui dépendent des délais de paiement de décaissement des charges et d'encaissement des recettes³⁶.

Le besoin de trésorerie peut se calculer par deux formules qui sont les suivantes :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Trésorerie Active} - \text{Trésorerie Passive}$$

Ou:

$$TN = FRN - BFR$$

Remarque : Une bonne trésorerie ne doit pas dépasser 5% de la liquidité en caisse.

Enfin, sans ses ressources financières, l'entreprise ne produit pas, ne vend pas et donc ne peut survivre que si elle a réussi à mobiliser les ressources nécessaires au maintien de son cycle d'exploitation et au financement de ses investissements, elle doit donc faire des ajustements de court terme sont nécessaires.

Section 3 : les déterminants dans le choix de financement

Dans cette troisième section nous allons citer les déterminants dans le choix d'un tel ou tel moyen de financement, qui peuvent être résumé en premier lieu dans une revue littéraire ensuite dans d'autres déterminants.

3.1 Choix de financement : une revue de littérature

Le débat sur le choix d'une structure financière optimale dans la théorie financière est posé dans le but de chercher la meilleure combinaison entre ressources internes et ressources externes de financement, qui permettra de maximiser la valeur de l'entreprise. Et si cette

³⁵ BOUMESSEHEL R., « La gestion de trésorerie dans une entreprise ». Mémoire de master en finance d'entreprise, Bejaia: Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2016-2017, p. 04.

³⁶ BANCEL F., « les choix d'investissement, méthodes traditionnelles », édition Economica, Paris, 1995, p. 47.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

combinaison existe, alors qu'elles sont les facteurs cruciaux permettant de définir le ratio de levier financier de cette entreprise ?

Dans ce qui suit nous allons évoquer un certain nombre de théorie (pas toutes les théories) qui ont contribué à l'explication de la question posée.³⁷

3.1.1 L'approche de Modigliani et Miller (1958)

Les travaux de Modigliani et Miller constituent le point de départ d'une réflexion abondante sur la question. Ces auteurs ont montré dans leurs travaux qu'en présence des marchés parfaits et sous certaines hypothèses, toutes les formes de financements sont équivalentes. La valeur de la firme dépend seulement des flux de trésorerie qu'elle génère et non de la manière selon laquelle ces flux sont distribués en dettes ou en capitaux propres. La structure du capital est ainsi sans importance. Cette approche est connue sous le nom de « thèse de neutralité ». Cette approche a été vivement critiquée, car dans la pratique, on ne peut appliquer les principes de neutralité de la structure financière.

En réponse à ces critiques, Modigliani et Miller (1963) ont levé l'hypothèse d'absence d'une taxation sur les bénéfices, ce qui a permis de mettre en évidence l'influence de plusieurs facteurs déterminants sur la structure financière des entreprises. En effet, la prise en compte de la fiscalité, et notamment de la déductibilité des frais financiers du résultat imposable, a poussé ces auteurs à reconnaître que la valeur de la firme endettée est toujours supérieure à celle de la firme non endettée. Les firmes ont alors tout intérêt à maximiser leur endettement de manière à pouvoir pleinement profiter de l'avantage fiscal lié à la déductibilité des charges des dettes. Les recherches de Modigliani et Miller ont inspiré par la suite de très nombreux scientifiques, qui ont essayé de lever une à une les autres hypothèses de cette approche afin de pouvoir expliquer au mieux la structure financière des entreprises.³⁸

3.1.2 La théorie du signal

Cette théorie soutient que le choix entre la dette et le capital propre n'est pas neutre. En effet, dans un environnement caractérisé par une asymétrie informationnelle, qui fait que les différents acteurs ayant des relations avec l'entreprise ne disposent pas de la même information, le choix de tel ou tel moyen de financement peut être utilisé comme « Mécanisme de signalisation » de la qualité de l'entreprise.

Ainsi, la participation des dirigeants dans le capital de l'entreprise constitue un excellent signal pour les investisseurs et les créanciers. Tout changement dans la politique financière de l'entreprise induit automatiquement des modifications dans la perception de la firme par le marché et les créanciers. En effet, le lancement d'un nouvel emprunt exige de l'entreprise de signaler au marché ses véritables perspectives, c'est-à-dire de montrer qu'elle est capable de générer suffisamment de cash-flow pour faire face aussi bien à ses charges d'intérêt qu'à ses engagements, autrement, elle risque de perdre le soutien de ses créanciers et des actionnaires même si son projet est rentable.³⁹

³⁷ LESLOUDJI L ; MEROUANE F. Z., « La création et le financement des entreprises : cas des petites et moyennes entreprises de la commune de Draa Ben Khedda ». Mémoire de fin d'étude en Finance. Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou.2015, p. 61.

³⁸ Idem. p. 62.

³⁹ Idem. p. 63.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

3.1.3 La théorie de l'ordre hiérarchique de financement

Cette théorie prend aussi en compte l'existence d'asymétrie informationnelle entre les différentes parties prenantes de l'entreprise, selon cette théorie la priorité de financement des dirigeants va aux moyens de financement reconnus moins sensibles à la présence d'asymétrie informationnelle. Grâce aux travaux de Myers et Majluf que sera structurée cette théorie. Ainsi, d'après ces auteurs, les dirigeants d'entreprise ne doivent pas essayer de maintenir un niveau d'endettement particulier, ils prétendent que les entreprises préfèrent se financer tout d'abord de manière interne, et si financement externe est nécessaire, celles-ci émettent alors en premier lieu les titres les plus sûrs. Elles commencent par l'endettement, puis passent aux titres tels que les obligations, et enfin, en dernier ressort les actions⁴⁰. L'hypothèse d'une structure de capital optimale est donc rejetée par le model de la hiérarchie des sources de financement.

En raison de l'existence des asymétries d'information aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, celle-ci suit une hiérarchie précise dictée par le nécessité des fonds externes, et non par une tentative de trouver le ratio de dette sur fonds propres optimal. Ainsi, cette théorie prévoit que les entreprises ayant de grands profits ou des modestes besoins de financement ont plutôt des ratios de dettes faibles, essentiellement parce qu'elles n'ont pas besoin de fonds externe.⁴¹

3.1.4 La théorie d'agence

Cette théorie a placé la problématique du choix de financement dans la relation qui lie les différentes parties prenantes de l'entreprise (actionnaires, dirigeants et créanciers). Considérant un environnement où l'information est asymétrique, cette théorie montre que le choix entre les différents moyens de financement vise à viabiliser ces relations en réduisant les coûts émanant des conflits d'intérêt entre les acteurs composants l'entreprise. En ce sens, la théorie d'agence identifie deux types de conflits qui posent les dirigeants à l'actionnaire d'une part, et l'actionnaire au créancier d'autre part. Ces deux types de conflits vont induire des coûts d'agence. Il existe ainsi, des coûts d'agence liés aux fonds propres (conflits entre actionnaire et dirigeants), et des coûts d'agence liés à la dette (conflits entre actionnaire et créanciers). Avec l'augmentation du niveau d'endettement, les premiers diminuent et les seconds augmentent. La structure financière optimale, au regard de la théorie de l'agence est celle pour laquelle l'ensemble de ces coûts est minimum. Myers qualifie la question de structure de capital entre les différentes théories de puzzle. La principale limite de la résolution du puzzle a été la difficulté de mettre en place des tests concluants des théories en compétition⁴². Dans les pays en voie de développement la structure du capital est plus compliquée à déterminer. En effet, les marchés dans ces pays ne sont pas souvent efficaces et les contrôles et contraintes institutionnelles sont nombreux. Le système bancaire est souvent le seul moyen existant pour fournir les ressources nécessaires à l'expansion et la diversification du système productif. Des relations particulières sont alors susceptibles d'être développées dans ces cas.⁴³

⁴¹ LESLOUDJI L; MEROUANE F. Z., Op. Cit, p. 63.

⁴² ATRISSI N., « relation d'agence et politique de financement des firmes des pays méditerranéens ». Revue technique de financement et développement, n°85, décembre 2006.

⁴³ LESLOUDJI L ; MEROUANE F.Z. Op. Cit, p. 63.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

3.2 Autres déterminants dans le choix des modes de financement

Il est vrai que les différents modèles théoriques présentés précédemment mettent en lumière beaucoup d'éléments assez intéressants qui permettent de donner au dirigeants des entreprises des éclairages quant aux problèmes de financement qui s'imposent aux différents moments de la vie de l'entreprise, toutefois, il existe toujours des gaps entre la théorie et la pratique.

Le choix d'un tel ou tel moyen de financement est fonction du besoin à financer, qui peut être un besoin immédiat qui répond à une dépense d'exploitation, mais aussi à long terme qui répond à une dépense d'investissement, cela fait l'objet d'une décision stratégique.

Ainsi, l'entreprise doit tenir compte de certains critères ou déterminants pour faire le meilleur choix pour financer ses besoins donc d'autres déterminants plus pratiques peuvent éclaircir d'avantage le choix de financement. Nous pouvons donc les distinguer comme suite:

3.2.1 La taille de l'entreprise

Les grandes entreprises ont plus de facilité pour se procurer des ressources financières assez variées. En effet, le pouvoir de négociation avec les institutions financières et les conditions d'accès aux marchés de capitaux ne sont pas les mêmes pour les entreprises de grandes ou de petite taille. Ces dernières sont soumises à des contraintes de financement plus nombreuses que celles des petites entreprises. Aussi, le faible pouvoir de négociation avec les intermédiaires financiers rend le coût de la dette bancaire plus élevé pour les firmes de petite taille.⁴⁴

3.2.2 Le plan de financement

Le plan de financement l'entreprise détermine les ressources nécessaires aux besoins de financements qu'elle a anticipés. Dans le temps, l'entreprise doit analyser l'impact de ses choix sur l'équilibre de ses ressources avec ses emplois, ce qui lui permettra de prendre en compte les services des financements retenus. Le plan de financement constitue également un outil de négociation puissant.⁴⁵

3.2.3 L'état du marché financier

Dans les pays développés, le marché financier constitue la plus importante source de financement de l'entreprise, mais celle-ci peut ne pas offrir à cette dernière d'avantages financiers. Ainsi, l'entreprise sera contrainte de chercher d'autres alternatives permettant de lui procurer les capitaux nécessaires avec les avantages désirés. Par contre, dans les pays où les marchés financiers sont moins développés, l'entreprise n'a pas d'autre choix que de recourir au crédit bancaire, elle est dans ce cas contrainte d'accepter les conditions des banques.⁴⁶

3.2.4 Le potentiel de croissance

Théoriquement, les entreprises au sein desquelles il existe d'importantes opportunités de croissance auront plus de difficultés à se financer par endettement, car la valeur liquidative

⁴⁴ LESLOUDJI L ; MEROUANE F. Z., Op. Cit. p. 64.

⁴⁵ Idem. p. 65.

⁴⁶ COLOT O; CROQUET M; POZNIAK L., Journal of Small Business and Entrepreneurship 23, no. 1 (p. 95-113). 2010. p. 98.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

des actifs sous-jacents est quasiment nulle. Les entreprises ayant de fortes opportunités de croissance à financer (par du financement externe) se tourneront en priorité vers l'endettement, source de financement externe moins soumise à la présence d'asymétries informationnelles que l'émission d'actions.⁴⁷

3.2.5 La tangibilité de l'actif

La tangibilité de l'actif fait également partie des facteurs explicatifs assez récurrents de la structure financière des entreprises. La présence d'immobilisations corporelles non spécifiques au bilan de l'entreprise a un impact non négligeable sur son niveau de structure financière. En effet, ces immobilisations corporelles constituent des garanties importantes aux yeux des créanciers (leur valeur liquidative étant importante) ce qui facilite son accès aux crédits bancaires. La présence d'actifs tangibles au bilan de ces entreprises va en quelque sorte sécuriser la dette de ces entreprises et diminuer le risque de hasard moral subi par les créanciers.⁴⁸

3.2.6 Le taux de taxation et les avantages non liés à la dette

Dans l'optique du modèle TO, un accroissement du taux d'imposition tend à avoir un impact positif sur le niveau d'endettement des entreprises puisque l'augmentation des charges financières liées à cet endettement supplémentaire est fiscalement déductible. À l'inverse, la présence d'avantages fiscaux non liés à la dette réduit l'attrait de l'endettement sur le plan purement fiscal.⁴⁹

3.2.7 Les coûts de détresse financière

D'après Bradley, Jarrell & Kim ainsi que Friend & Lang, les coûts de détresse financière auraient un impact négatif sur le niveau d'endettement des entreprises, ce qui est conforme aux prescrits théoriques du modèle TO. Cette relation a été validée empiriquement par Kraus & Lintzenberger Scott ainsi que par Kim. Il est logique de penser qu'au plus une entreprise possède une importante probabilité de défaut de paiement, moins celle-ci sera encline à accroître son niveau d'endettement sous peine de faillir. D'un autre côté, les créanciers susceptibles de lui accorder des crédits long terme supplémentaires exigeraient des taux d'intérêt très importants, ce qui augmenterait encore la probabilité de défaillance financière d'une telle entreprise. Il nous paraît judicieux de citer ici l'apport original de De Miguel & Pintado. Ces auteurs prennent en compte, à travers leur variable permettant d'approcher le niveau des coûts de détresse financière des entreprises, la perception des créanciers de l'éventuelle prochaine défaillance financière de ces entreprises. Ainsi, De Miguel & Pintado ont construit une mesure des coûts de détresse financière prenant en compte deux composantes ; d'une part, l'écart entre l'écart-type de l'EBIT et sa valeur espérée au temps t et, d'autre part, la valeur des actifs intangibles. Ainsi, les créanciers de l'entreprise donneront une valeur élevée à la mesure de ses coûts de détresse financière si, non seulement, la différence entre l'écart-type de l'EBIT et sa valeur espérée se creuse, mais encore, si cette valeur espérée est négative. Finalement, ils intègrent, dans leur mesure des coûts de détresse financière, la valeur des actifs intangibles de l'entreprise ; actifs intangibles

⁴⁷ COLOT O; CROQUET M; POZNIAK L., Op. Cit. p. 99.

⁴⁸ Idem. p. 99.

⁴⁹ Idem. p. 99.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

dont la valeur est nulle en cas de défaillance financière effective de l'entreprise. Ils montrent que cette variable ainsi constituée dispose d'un impact négatif sur le niveau d'endettement des entreprises.⁵⁰

3.2.8 Le risque d'exploitation

Plus les firmes disposent d'une forte volatilité de leurs revenus d'exploitation, plus les créanciers potentiels exigent des taux d'intérêt importants en raison des risques supportés. Par conséquent, le risque d'exploitation est supposé disposer d'un impact négatif sur la structure financière des entreprises. Une autre interprétation de la relation négative entre le risque opérationnel et l'endettement peut être trouvée grâce aux conclusions de la théorie de compromis. En effet, une forte volatilité du résultat d'exploitation implique une forte volatilité du résultat avant impôt et donc, indirectement, un accroissement de la probabilité au sein des entreprises de ne pas pleinement bénéficier de l'avantage fiscal lié à la déductibilité des charges financières.⁵¹

3.2.9 Le coût du financement par fonds de tiers

Kremp & Stöss s'étonnent du manque d'études empiriques prenant en compte le coût du financement comme déterminant de la structure financière des entreprises. Or, selon ces auteurs, ce déterminant serait pourtant important et devrait avoir un impact négatif sur le niveau d'endettement des entreprises.⁵²

3.2.10 La structure de propriété

Selon Colot & Croquet, « trois critères sont couramment utilisés pour identifier les entreprises familiales, d'une part le fait que le contrôle du capital soit en majeure partie entre les mains d'une même famille, d'autre part, le fait qu'il y ait une forte ingérence de la famille dans la gestion de l'entreprise et, finalement, le fait que les actionnaires familiaux possèdent une volonté manifeste de transmettre l'entreprise à la génération suivante ». Par conséquent, en résumé de ces trois critères d'identification, une entreprise pourrait être qualifiée de familiale si et seulement si les membres d'une même famille exercent un contrôle actionnarial et managérial presque exclusif sur l'entreprise de manière à assurer sa sauvegarde à long terme dans le « patrimoine » familial. Cette définition est également défendue par Anderson & Reeb dans le sens où ils constatent que les actionnaires d'entreprises familiales se sentent fortement concernés par la survie de l'entreprise qu'ils contrôlent. Les notions de contrôle familial et de pérennité familiale sont ainsi au cœur même de la problématique de l'entreprise familiale.

C'est dans cette optique de pérennisation de l'entreprise que Hirigoyen met en évidence une stratégie financière prudente de la part des dirigeants d'entreprises familiales. Ward renforce ce constat en appuyant sur le fait que les entreprises familiales adoptent des stratégies de défense, et ce, en raison de la crainte de perdre le contrôle familial. Hasbrouk ont

⁵⁰ COLOT O; CROQUET M; POZNIAK L., Op. Cit. p. 100.

⁵¹ Idem. p. 100.

⁵² Idem. p. 100.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

montré une relation négative entre la concentration de la propriété et le niveau d'endettement bancaire et obligataire des entreprises, et ce, par crainte d'une dépossession du contrôle familial. Cette constatation va dans le sens des conclusions de Gallo & Vilaseca qui ont montré la présence d'un faible ratio dettes/fonds propres au sein des entreprises familiales.

Pour affiner les profils d'entreprises en matière de structure de financement que nous espérons obtenir à l'étape suivante, nous proposons également d'ajouter comme variable potentiellement déterminante du choix de financement de ce type d'entreprises, une variable binaire permettant de savoir si oui ou non il existe une volonté de transmission du patrimoine familial à la génération suivante.⁵³

3.2.11 Dirigeant propriétaire ou non et nombre de dirigeants

Le fait que le dirigeant de l'entreprise soit en même temps un de ses propriétaires peut également influencer la manière dont l'entreprise va se financer. Ainsi, comme nous l'avons mentionné précédemment, s'il existe une séparation effective entre la propriété de l'entreprise et sa gestion, l'endettement apparaît, d'après la théorie de l'Agence, comme un moyen de canaliser le comportement potentiellement déviant du dirigeant. De ce point de vue, les entreprises dans lesquelles le dirigeant est également actionnaire seraient moins endettées que les entreprises dans lesquelles il existe bel et bien une séparation effective des pouvoirs. Un nombre plus important de dirigeants peut également être bénéfique dans les relations entre l'entreprise et la banque. En effet, un nombre de dirigeants plus important peut signifier une hausse des capacités managériales au sein de l'entreprise, ce qui peut rassurer les apporteurs de fonds externes.⁵⁴

3.2.12 La structure de l'actif

Kremp, Stöss & Gerdesmeier notent, « une comparaison des structures de financement demeurerait particulièrement rudimentaire si l'on omettait de prendre en compte les différences dans les structures de l'actif ». Or, dans la revue de la littérature concernant les déterminants de la structure de financement, il est plutôt rare de rencontrer la structure de l'actif comme variable potentiellement explicative de la structure financière des entreprises. La seule variable qui peut nous renseigner sur la structure de l'actif est la variable appréciant la tangibilité de l'actif des entreprises. Cependant, celle-ci est souvent associée aux garanties offertes par les entreprises en contrepartie d'un financement par dettes. Elle est souvent opposée à la non-spécificité de l'actif. Nous intégrerons deux variables complémentaires appréhendant la structure de l'actif du bilan des PME de l'échantillon à savoir la proportion d'actifs immobilisés élargis dans le total du bilan ainsi que la proportion d'actifs circulants restreints dans le total du bilan. Ces variables peuvent nous donner une information globale concernant la nature de l'activité de l'entreprise. Ces variables ont été également choisies, car elles interviennent directement dans le calcul des grands équilibres du bilan que sont le fonds de roulement net, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie. Notons qu'à ce sujet, Achy

⁵³ COLOT O; CROQUET M; POZNIAK L., Op. Cit. p. 101.

⁵⁴ Idem. p. 101.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

& Rigar mentionnent que « la structure financière d'une entreprise ne peut être réellement appréciée que par rapport au degré de liquidité de ses actifs et à la longueur de son cycle d'exploitation ». À notre sens l'introduction de la part des actifs circulants restreints dans le total du bilan des entreprises comme variable illustrative va pouvoir nous éclairer quant à l'importance de leur financement de court terme.⁵⁵

3.2.13 La solvabilité et la liquidité des entreprises

Pour pouvoir obtenir des profils d'entreprises complets en matière de financement, nous constatons dans la littérature empirique sur les déterminants de la structure financière le manque de variables permettant d'appréhender la liquidité des entreprises ainsi que le niveau de leur solvabilité. Or, l'étude de ces deux éléments se rencontre très souvent dans les milieux bancaires lors d'analyse de demandes de crédits par les entreprises. Nous décidons dès lors d'intégrer une variable permettant d'apprécier la liquidité générale des PME concernées par cette étude (à savoir le current ratio) ainsi que la rotation des stocks et les délais de paiement accordés par ces entreprises à leurs clients ainsi que ceux que leur accordent leurs fournisseurs. Ces trois indicateurs sont ainsi souvent rencontrés en analyse financière pour appréhender la liquidité des entreprises. Nous intégrerons également un ratio de solvabilité permettant d'appréhender les éventuelles difficultés financières des PME. Ce ratio est le degré d'autofinancement défini par la somme des réserves et du résultat reporté rapportée au total du bilan. D'après Ooghe & Van Wymeersch, « ce ratio est un indicateur cumulé de la rentabilité passée de l'entreprise et de sa politique de dividende ». D'après le modèle PO, cette variable influencerait négativement le recours à la dette tandis que selon le modèle TO, elle disposerait d'une influence positive tout comme la variable de rentabilité.⁵⁶

⁵⁵ COLOT O; CROQUET M; POZNIAK L., Op. Cit. p. 102.

⁵⁶ Idem. p. 102.

Chapitre 01: besoins et déterminants du choix de financement de l'entreprise

Conclusion

Le bon fonctionnement de l'entreprise nécessite la satisfaction de ses besoins ce qui pousse le dirigeant de l'entreprise à choisir soigneusement la politique de financement à adopter et prendre en considération sa structure d'endettement et la répartition des coûts entre charges fixes et variables.

Par ailleurs le dirigeant d'entreprise doit impérativement bien maîtriser la situation financière de celle-ci. La structure de l'entreprise identifie les besoins à financer en fonction de leur activité, de leur stratégie future et de leur projet et ceci à travers l'analyse des documents comptables de cette dernière (bilan fonctionnel, bilan financier, bilan financier en grande masse, le tableau de compte de résultat et les soldes intermédiaires de gestion).

Cependant, tous ces besoins influent directement sur la trésorerie de l'entreprise et sa stratégie financière. Les besoins en fonds de roulement sont des besoins permanents dans l'entreprise, La trésorerie est une variable qui occupe une place essentielle dans la gestion d'une entreprise, il convient de veiller à ce qu'elle soit positive, tout en poursuivant les efforts d'investissements afin de maintenir ou de faire progresser le niveau de l'activité.

Enfin, le problème de financement comporte des enjeux vitaux puisque leurs résolutions conditionnent la survie de l'entreprise, ses perspectives de développement, ses performances présentes et futures, l'autonomie de ses propriétaires et de ses dirigeants.

Les entreprises traitent de manière différente le financement de l'exploitation et le financement des investissements ; car le choix des moyens de financement ne se fait pas dans l'absolu, mais toujours par rapport au besoin à financer, qui peut être un besoin immédiat qui répond à une dépense d'exploitation, comme il peut concerner une longue période qui répond à une dépense d'investissement. C'est ce que nous allons présenter dans le prochain chapitre.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Introduction

Le choix de source de financement le mieux approprié représente un aspect déterminant de la stratégie financière de l'entreprise. Cependant, afin de choisir le financement adéquat en fonction des besoins exprimés, l'entreprise doit connaître, au préalable, les différentes sources de financement qui lui sont accessibles.

A ce titre, la décision de recourir à un mode de financement sans un autre est prise sur la base d'un ensemble de critères prédéfinis qui aident le dirigeant à choisir le moyen le plus adéquat pour financer l'activité de son entreprise.

Ainsi dans ce deuxième chapitre, nous nous sommes basés sur les modes de financement disponibles qui sont en rapport avec les besoins de financement liés à l'investissement et à l'exploitation tout en donnant une vision globale sur la démarche à suivre, d'où la présentation de ce dernier en trois sections qui se trouve comme suite :

- Les moyens de financement interne ;
- Les moyens de financement externe ;
- Les critères de choix du mode de financement.

Section 01 : les moyens de financement interne.

Dans cette présente section nous allons nous concentrer sur les ressources financières internes dont l'entreprise dispose sans recourir aux capitaux étrangers. Le financement d'un investissement avec les ressources internes de l'entreprise est fait essentiellement par les trois éléments suivants :

- L'autofinancement ;
- La cession d'éléments d'actifs ;
- L'augmentation du capital.

1.1 L'autofinancement

Parmi les ressources disponibles à l'entreprise, l'autofinancement est considéré comme le moyen privilégié d'augmentation des fonds propres, et le mode de financement le moins risqué, car il confère à l'entreprise une autonomie que les autres ressources ne lui permettent pas. Il s'agit d'un moyen de financement qui est créé par l'entreprise elle-même, du fait de son activité.

Pour mieux comprendre ce mode de financement, il y a lieu de le définir selon plusieurs auteurs, puis donner notre propre définition :

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

1.1.1 Définitions de l'autofinancement

COHEN E donne la définition suivante : « *l'autofinancement est le surplus monétaire dégagé par l'entreprise sur son activité propre et conservé par elle pour financer son développement futur* ». ⁵⁷

Pour Hubert de la Bruslerie : « *l'autofinancement est le flux de fonds correspondant aux ressources internes dégagées par l'entreprise au cours d'un exercice. Le compte des résultats mesure des coûts. L'autofinancement est un flux de fonds qui représente le surplus monétaire potentiel dégagé par l'entreprise* ». ⁵⁸

Quant à Béatrice et Francis Granguillot : « *l'autofinancement correspond à la part de la capacité d'autofinancement qui restera à la disposition de l'entreprise pour être réinvesti* ». ⁵⁹

« *L'autofinancement est égal à la différence entre la capacité d'autofinancement (CAF) et les dividendes prélevés sur le résultat de l'exercice* ». ⁶⁰

**L'autofinancement = Capacité d'Autofinancement – Dividendes distribués
au cours de l'exercice.**

Gillet R, Joberd J-P, Navatte P, et Rambourg P définissent l'autofinancement comme : « *La détention de tout ou une partie des rémunérations annuelles des actionnaires en vue de couvrir les divers besoins de l'entreprise. Il s'agit donc d'un processus d'épargne réalisé au niveau de la société* ». ⁶¹

D'après toutes les définitions qui ont été avancé par ces différents économistes, nous pouvons déduire que l'autofinancement est l'ensemble des ressources dégagées par l'entreprise au cours de l'exercice de son activité, mises de côté pour de futures utilisations telles que l'achat de nouveaux matériaux (investissement).

1.1.2 La capacité d'autofinancement

Nous allons procéder à une présentation de la CAF et du mode de son calcul :

A. Définition de la CAF

La CAF représente l'ensemble des ressources générées par l'entreprise, au cours de l'exercice, du fait de ses opérations courantes⁶², elle est utilisée pour le financement de

⁵⁷ COHEN E. Op. Cit. p. 194.

⁵⁸ DE LA BRUSLERIE H., « *Analyse financière* », édition Dunod, 4^{ème} Edition, Paris, 2010, p. 175.

⁵⁹ GRANGUILLOT B ; F. « *Analyse financière, outils de diagnostic financière* », 6^{ème} édition, Paris, 2002, p. 68.

⁶⁰ ALBOY M., « *Financement et coût du capital des entreprises* », édition Eyrolles, Paris, 1991, p. 95.

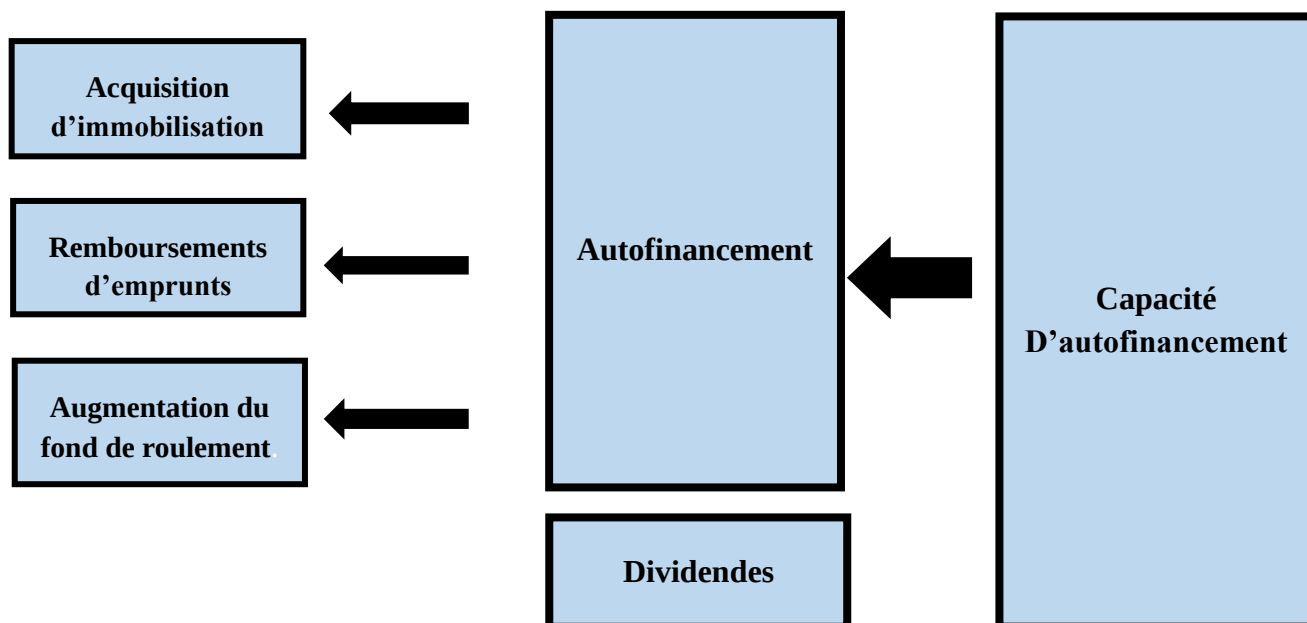
⁶¹ CHEHRIT K., « *Dictionnaires des termes de finance* », édition Grand-Alger livres, Alger, 2006, p. 67.

⁶² RIVET A., « *Gestion financière* », Edition Ellipse, Paris, 2003, p. 185.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

certaines activités de l'entreprise d'une part et du paiement des dividendes aux actionnaires d'une autre part selon le schéma suivant :

Figure n°6 : L'emploi de la capacité d'autofinancement.



Source : LANGLOIS G ; MOLLET M., « Manuel de gestion financière », édition Berti Alger, 2011, p. 77.

B. Calcul de la CAF

Nous pouvons calculer la CAF selon deux méthodes soit à partir de :

a. Le calcul à partir de l'excédent brut d'exploitation

Le nouveau système (SCF) précise le détail des calculs à partir du compte de résultat:

Eléments	N° des comptes
Excédent brut d'exploitation	
(+) Transferts de charges d'exploitation	791
(+) Autres produits d'exploitation	75
(-) Autres charges d'exploitation	65
(+) Produits financiers (sauf reprises sur provisions)	76+796-786
(-) Charges financiers (sauf dotations)	66 -686
(+) Produits exceptionnels (sauf reprises et produits de cession)	77- 687- 675
(-) Charges exceptionnelles (sauf dotations et valeur nette comptable des éléments d'actif cédés)	67- 687- 675
(-) Participations des salariés	691
(-) Impôts sur les bénéfices	695
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Remarques :

Les charges transférées par l'intermédiaire du compte 791 figurent également dans un autre compte de charge par nature. Il convient donc de les ajouter à l'EBE pour ne pas compter ces charges deux fois.

b. Le calcul à partir du résultat

Cette méthode fait ressortir les éléments constitutifs de la CAF. Elle permet de contrôler le résultat obtenu par la première méthode.

Eléments	N° des comptes
Résultat net de l'exercice	
(+) Dotations aux amortissements et provisions	681+686+687
(-) Reprises sur amortissements et provisions	781+786+787
(+) Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	675
(-) Produits de cessions	775
(-) Subvention d'investissement virée au compte de résultat	777
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	

1.1.3 Les éléments constituant l'autofinancement

L'autofinancement présente la partie des capitaux générés par l'activité et conservée au sein de l'entreprise sous forme de trois éléments des composantes de l'autofinancement qui sont :

- Les dotations aux amortissements ;
- Les dotations aux provisions (réserves);
- Les bénéfices nets des exercices non distribués.

A. Les dotations aux amortissements

Au fur et à mesure que l'entreprise utilise ses immobilisations, ces dernières connaissent une détérioration progressive. Cette détérioration fait baisser la valeur comptable de l'immobilisation. L'entreprise enregistre, alors, cette baisse chaque fin d'année sous forme d'amortissement.

L'amortissement est défini comme «la répartition systématique de son montant amortissable en fonction de son utilisation. Il précise également qu'un actif amortissable est un actif dont l'utilisation est déterminable »⁶³. Autrement dit, l'amortissement correspond à la répartition du coût du bien sur sa durée probable d'utilisation selon un plan d'amortissement⁶⁴.

La base de calcul de l'amortissement correspond à la valeur d'origine du bien considéré.

⁶³ GRANDGUILLOT B ; F., « *L'essentiel des opérations de fin d'exercice en comptabilité* », édition Gualino, Paris, 2006, p. 33.

⁶⁴ BOUBKEUR A., « *Comptabilité générale* », édition Berti, Alger, 2009, p. 162.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Donc la base de calcul de l'amortissement correspond au coût d'achat hors taxe récupérable, les charges directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation ainsi que les taxes non récupérables.⁶⁵

$$\begin{aligned}\text{Base amortissable} &= \text{coût d'achat hors taxes récupérables} \\ \text{Coût d'achat hors taxes récupérables} &= \text{prix d'achat} + \text{frais d'achat} \\ &+ \text{TVA non récupérables}\end{aligned}$$

B. Les dotations aux provisions

Ce sont des éléments du passif, réservés par l'entreprise pour faire face à des charges inattendues ou potentielles. Il existe toutes sortes de provisions : des provisions pour risques et charges qui sont mises de côté par prudence pour des raisons obligatoires, contractuelles...comme les provisions pour litiges, pensions et obligations, provisions pour garanties..., d'un autre côté, nous trouvons les provisions réglementées, elles servent à limiter l'inflation, encourager la participation, nous trouvons dans ces réserves les réserves pour investissement pour ce qui concerne les participations des salariés, les provisions pour hausse des prix.⁶⁶

C. Les bénéfices nets des exercices non distribués

Ce sont des fonds accumulés de l'entreprise à partir des bénéfices réalisés, qui sont conservés dans les comptes réserves dans la classe 1 pour des fins d'investissements. Nous distinguons deux principaux comptes à savoir : les réserves légales qui représentent 5 % du résultat annuel et qui ne doivent pas dans tous les cas excéder les 10 % du capital de la société, les réserves statutaires qui sont des réserves facultatives.⁶⁷

1.1.4 Les types d'autofinancement

L'autofinancement de l'entreprise se décompose habituellement en : autofinancement de maintien et autofinancement d'expansion.⁶⁸

A. Autofinancement de maintien

Il permet de conserver le niveau des moyens de production en valeur de remplacement. Il comprend, outre les dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, la hausse de prix de l'inflation.

⁶⁵ BOUBKEUR A., Op. Cit, p. 162.

⁶⁶ LOUIS C., « *les finances des entreprises publiques* », édition Librairie générale des droits et jurisprudence, Paris, 1974, p. 228.

⁶⁷ Idem. p. 228.

⁶⁸ MELYON G., Op. Cit; p. 138.

B. Autofinancement d'expansion

Il va au-delà du maintien car il permet à l'entreprise de financer une part de sa croissance (investissement en moyens plus importants et plus performants). Cet autofinancement résulte de certaines décisions de gestion (non-distribution de bénéfice).

1.1.5 Les avantages et inconvénients de l'autofinancement

L'autofinancement peut avoir plusieurs avantages et inconvénients que nous pouvons citer dans ce qui suit :⁶⁹

➤ Les avantages

D'après les définitions de l'autofinancement précitées, et vu leur effet positif sur le résultat de l'entreprise, nous pouvons présenter les avantages de l'autofinancement dans les points suivants :

- C'est un moyen de financement qui est gratuit et accessible pour toutes les entreprises ;
- L'autofinancement n'exige aucun remboursement à prévoir ;
- Il assure l'indépendance financière de l'entreprise et donc permet à l'entreprise de limiter le recours à l'endettement et d'améliorer donc sa rentabilité, en réduisant le poids des charges financières ;

De plus, l'amélioration de la situation nette (capacité d'autofinancement) de l'entreprise s'accompagne généralement d'une appréciation par le marché de la valeur boursière de l'action pour les sociétés cotées.

➤ Les inconvénients

Une politique systématique orientée vers l'autofinancement peut avoir des inconvénients pour l'entreprise elle-même et pour l'économie en générale. Il s'agit de :

- L'autofinancement peut être insuffisant pour couvrir tous les besoins, notamment pour les entreprises en démarrage ;
 - Trop d'autofinancement amène l'entreprise à négliger l'endettement et la priver ensuite des économies d'impôts ;
 - L'autofinancement constitue un frein à la mobilité du capital dans la mesure où les bénéfices secrétés sont automatiquement réinvestis dans la même activité, il contribue ainsi à une mauvaise allocation des ressources ;
 - Une politique d'autofinancement trop volontariste peut léser à court terme les actionnaires de l'entreprise ;
 - L'autofinancement à outrance coupe l'entreprise des marchés financiers
- L'autofinancement contribue à la croissance des moyens financiers de l'entreprise, mais il ne

⁶⁹ Points retirés à partir d'information collectés par BERNET- ROLLAND L.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

permet pas d'accroître la richesse des actionnaires sauf si la rentabilité des nouveaux investissements est supérieure au coût moyen pondéré du capital⁷⁰.

1.2 La cession d'actifs

Il s'agit d'opération de désinvestissement, la plus-value de la cession après impôt constitue également une ressource de financement interne obtenu suite à la cession des actifs immobilisés de l'entreprise. Cette cession qui peut être résultat d'une réorientation stratégique de certaines activités ou tout simplement de renouvellement d'immobilisation.

1.2.1 Définition de la cession d'actif

« Les cessions d'immobilisations peuvent intervenir dans le cadre du renouvellement normal des immobilisations, être rendues nécessaire par des besoins de capitaux, résulter d'une stratégie de recentrage ou être imposée par l'Etat. »⁷¹

« Il s'agit d'opérations de désinvestissement. En fin de projet, la valeur résiduelle marchande des actifs autorise le financement partiel de nouveaux projets. Cette démarche peut résulter du renouvellement courant ou de réorientations stratégiques ». ⁷²

L'entreprise appelée par fois à céder ses immobilisations. Ces cessions peuvent avoir un caractère normal lorsque les immobilisations internes seront amorties et par conséquent, vendues afin de les renouveler. En effet, ces cessions peuvent aussi résulter de la nécessité d'obtenir des capitaux, l'entreprise amenée à céder certaines immobilisations qui ne sont pas nécessaire. Exemple : terrains, actions, immeubles...

1.2.2 Les cas de cessions d'actifs

Les cessions d'éléments d'actif peuvent résulter de trois volontés différentes :

- Renouveler le parc des immobilisations. En effet, ce renouvellement normal s'accompagne généralement de la vente du matériel remplacé ;
- La recherche de sources de financements. Dans certains cas, l'entreprise est contrainte de vendre des actifs qui ne sont pas nécessaires à son activité pour trouver de nouveaux capitaux;
- Le recentrage des activités. L'entreprise cède des usines, des filiales ou des participations dès lorsqu'elle décide de revenir à son métier dominant. Dans ce cas, les sommes en jeu peuvent être considérables.

1.2.3 Les avantages et les inconvénients de la cession d'actifs

La cession d'élément d'actif présente un ensemble d'avantages et d'inconvénients qui sont comme suite :

⁷⁰ VERNIMMEN P., « Finance d'Entreprise », édition Dalloz, 6^{ème} Edition, Paris, 2005, p. 785.

⁷¹ JOUABERT K. S ; RIGOBERT M. J., « Finance d'entreprise », édition Dunod, Paris, 2007, p. 172.

⁷² LEGROS G., « Le mini manuel de finance d'entreprise : Cours + Exo », édition Dunod, Paris, 2010, p.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

➤ **Les avantages**

- Le recentrage des activités de l'entreprise (cession d'usines par exemple) ;
- Renouvellement des immobilisations de l'entreprise.

➤ **Les inconvénients**

- La vente des biens de l'entreprise reflète une impression de crise au sein de cette dernière ;
- La dépréciation de certains éléments d'actifs engendre ainsi une perte pour l'entreprise.

1.3 Les opérations en capital

Le capital social est considéré comme composante qui caractérise toutes les entreprises, quelles que soient leurs tailles. Cette importance réside dans son pouvoir d'être une ressource qui permet de financer ses investissements en cas de situation de perte, il permet de rétablir la situation financière.

Il existe plusieurs façons de procéder à une augmentation de capital afin de renforcer sa structure financière, mais comme nous allons le voir, les conséquences financières de ces différentes formes d'augmentation sont loin d'être les mêmes.

1.3.1 L'augmentation du capital

L'augmentation des capitaux est une autre source de financement interne après l'autofinancement, elle est très utilisée par les entreprises afin de se financer, sans recourir aux fonds externes, en ayant recours :

- De nouveaux apports des actionnaires existants ou du propriétaire ;
- L'incorporation des réserves ;
- L'augmentation du capital par conversion des dettes ;
- Les comptes courant des associés ;
- La souscription de nouveaux actionnaires (qui représente un moyen de financement externe).

A. Emission d'action au profit des actionnaires existants

Ce mode de financement est identique au financement de départ (lors de la création de l'entreprise), il s'agit d'émettre des actions qui auront comme cible les actionnaires existants de l'entreprise. Ces apports peuvent être :

✓ En numéraire

L'augmentation du capital en numéraire est la forme la plus intéressante puisqu'elle est la seule qui procure à l'entreprise de nouvelles sources financières (des liquidités). Elle

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

permet d'augmenter le fonds de roulement par des apports en trésorerie et d'assurer une certaine autonomie financière.⁷³

Ce type d'opérations présente aussi un autre intérêt, celui d'offrir la possibilité aux anciens actionnaires d'augmenter leurs parts dans la société qui se traduit par une augmentation de leurs pouvoirs au sein de l'entreprise.

Lors d'une augmentation de capital en numéraire, il faut s'assurer préalablement que le capital existant a bien été intégralement libéré. Comme le mentionne le code de commerce algérien dans l'article 567.⁷⁴

✓ En nature : actifs corporels ou incorporels

Ce cas est proche de l'augmentation de capital en numéraire, la seule différence réside dans le fait que la contrepartie de ce type d'opération est un actif en nature (immeuble, titres, stocks, brevets, créances, fonds de commerce) au lieu de liquidités. Ce type d'opération permet aussi bien que le premier de renforcer les fonds propres.

B. L'augmentation de capital par incorporation de réserves

Lorsque l'entreprise se retrouve dans une situation où d'une part, son autofinancement est insuffisant et d'autre part, celle-ci possède des réserves qui ne sont pas justifiées (ces réserves n'ont pas de raison d'être), l'entreprise peut procéder à une incorporation de ces réserves dans le capital social de l'entreprise pour renforcer ses fonds propres.

Cette incorporation des réserves n'apporte en réalité aucun moyen de financement nouveau pour l'entreprise⁷⁵, elle consiste seulement à diminuer les réserves et augmenter les capitaux sociaux du même montant en procédant à une distribution d'actions gratuites aux associés, au prorata de leur participation au capital. De plus, puisque les actions sont destinées uniquement aux actionnaires existants, cette forme de financement ne provoque pas d'asymétrie d'information ni de perte de contrôle.

L'augmentation de capital par incorporation de réserves est dite (blanche) car elle n'entraîne pas l'accroissement des moyens à la disposition d'une entreprise. Il s'agit d'un transfert comptable des postes de réserves au poste de capital, ce qui permet de libérer les réserves pour financer les besoins de l'entreprise.

La décision d'incorporation des réserves est prise par la seule volonté du propriétaire-dirigeant dans le cas des entreprises individuelles. Dans le cas des sociétés, cette décision doit être approuvée par le conseil d'administration au cours d'une assemblée extraordinaire. A

⁷³ ANAIRI F., « Sources De Financement Des Petites Et Moyennes Entreprises (PME) Et Contraintes De Survie ». European Scientific Journal September 2017 édition Vol.13, No.25, p. 322.

⁷⁴ Ordonnance N° 75-59, du 26 Septembre 1975, modifié et complété par l'ordonnance N° 96-27 du 07 Décembre 1997, comprenant le code de commerce.

⁷⁵ TEULIE J; GIVRY P., « Introduction à la finance d'entreprise ». p. 204. « Il s'agit d'un simple virement d'un compte à compte dans les postes de passif ».

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

cette occasion d'incorporation, l'entreprise « procède à une distribution d'actions gratuites aux associés, au prorata de leur participation au capital⁷⁶ ».

« En général, on peut dire qu'une société peut augmenter son capital sans faire appel aux actionnaires, elle le fera par incorporation des réserves, on parle dans ce cas d'augmentation du capital à titre gratuit cette opération n'apporte pas évidemment de capitaux frais à la société. »⁷⁷

C. L'augmentation du capital par conversion des dettes

L'augmentation de capital par conversion de dettes est le cas d'une société ne pouvant faire face au remboursement d'une dette importante, et sera amenée à transformer tout ou partie de la dette à terme en capital social.

Les fournisseurs de l'entreprise peuvent être invités à entrer dans le capital social de l'entreprise, lorsque celle-ci rencontre des problèmes de trésorerie ou un problème de fond de roulement insuffisant. Cette opération de conversion des dettes permet souvent à l'entreprise de reconstituer sa capacité d'endettement ainsi que sa capacité d'autofinancement.

En incorporant les réserves et les dettes dans le capital de l'entreprise, sa structure financière et son équilibre financier s'améliorent, le montant des dettes diminue, et celui de capitaux propres augmente.

D. Les comptes courants d'associés

Les entreprises possèdent dans leurs bilans un compte appelé « les comptes courants d'associés ». Ce compte contient parfois des sommes très importantes et disponibles pendant de nombreuses années. Même s'ils figurent dans le bilan des entreprises dans les parties capitales propres, les comptes courants d'associés sont considérés comme des dettes financières que l'entreprise peut intégrer dans ses fonds propres pour financer ses activités. Une fois intégrés dans les fonds propres, ces comptes courants seront considérés comme un prêt que les associés accordent à leurs propres entreprises.

Ce type de financement est très répandu dans les SARL et société anonyme et il a l'avantage d'assurer une certaine indépendance financière tout en gardant le contrôle de l'entreprise. Néanmoins, il reste très limité dans le cas des très petites entreprises et les moyennes entreprises individuelles où ces comptes sont restreints.

1.3.2 Les avantages et limites de l'augmentation de capital

L'ouverture du capital présente pour l'entreprise les avantages et inconvénients suivants :⁷⁸

⁷⁶ COHEN E., Op. Cit; p. 203.

⁷⁷ BERNET-ROLLAND L., Op. Cit; p. 254.

⁷⁸ BEN ALI L ; BENALI MOHAMED, L., « *La problématique de choix des sources de financement des investissements dans l'entreprises : cas de ENIEM* ». Mémoire de master en Sciences commerciales, Option : Finance. Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2017, p. 27.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

➤ Les avantages de l'augmentation du capital

- L'entreprise ne supporte aucune charge financière ;
- Accroissement des ressources financières de l'entreprise ;
- Il soustraire les sommes concernées à une éventuelle distribution entre les actionnaires et de conforter fréquemment les créanciers de la société ;
- La rémunération des actions dépend de la politique de dividendes ;
- L'augmentation des fonds propres de l'entreprise, sans remboursement et sans endettement.

➤ Les inconvénients de l'augmentation de capital

- Dépendance au dynamisme de la bourse ;
- N'améliore pas la structure financière de l'entreprise ;
- Diminution du pouvoir sur les décisions de l'entreprise par les actionnaires (augmentation du nombre d'actionnaires) ;
- Risque de modifier les rapports du pouvoir dans la société ;
- Risque de rachat de l'entreprise par une entreprise ennemie.

Après avoir présenté les modes de financement interne à l'entreprise, nous allons présenter par la suite les différents modes de financement externe que cette dernière peut y avoir recours.

Section 02 : les moyens de financement externe.

Dans cette section nous allons présenter les différentes techniques de financement direct (marché de capitaux) et indirect (les établissements de crédits)

2.1 Le financement indirect des entreprises (via les banques)

La banque est considérée comme la première alternative pour le financement extérieur des entreprises, grâce aux rôles qu'elle joue dans l'économie moderne et à la diversité des services qu'elle offre aux entreprises pour le financement de leurs activités, des services tel que les emprunts et crédits.

Avant de parler sur les types de crédits qu'une banque peut offrir à sa clientèle entreprise il y a lieu de définir le crédit.

D'après l'article 112 de la loi 90-10 du 14 Avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, le crédit se définit comme étant tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne et prend dans l'intérêt de celle-ci un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie. Sont assimilées les opérations de crédit, les opérations de locations assorties d'opérations d'achat notamment le crédit-bail.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

2.1.1 Le financement de l'actif immobilisé

L'actif immobilisé ou l'actif stable correspond au cycle d'investissement des entreprises. Les immobilisations ont donc vocation à rester durablement dans l'entreprise (pour une période supérieure à un exercice comptable) et ne sont pas consommées dès leur première utilisation.

Traditionnellement, nous distinguons trois types d'immobilisations :

- **Les immobilisations corporelles** qui correspondent à l'ensemble des actifs physiques acquis par l'entreprise pour une longue période (terrains, bâtiments, machines, véhicules, etc.) ;
- **Les immobilisations incorporelles** qui correspondent aux actifs non physiques destinés à servir l'activité de l'entreprise de façon durable (les frais de R&D, le fonds de commerce, les brevets, les marques, etc.) ;
- **Les immobilisations financières** qui correspondent aux sommes engagées par l'entreprise pour acquérir des participations dans d'autres entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise par ce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Elle inclue également les actions ou les obligations que l'entreprise n'envisage pas de revendre à bref délai.

L'actif immobilisé peut être financé par deux formes de crédit :

- L'emprunt indivis ;
- L'emprunt obligataire ;
- Le crédit-bail.

A. Les emprunts indivis

Un emprunt indivis est un emprunt où il existe un prêteur et emprunteur. Il s'oppose donc à l'emprunt obligataire qui se caractérise par un emprunteur mais potentiellement par de très nombreux prêteurs.

a. Définition

Un emprunt est une avance de fonds ou un engagement d'avancer des fonds accordé avec ou sans garanties (garanties réelles ou personnelles) **voir annexe n° 03**, à un débiteur qui est tenu de rembourser, sur demande, dans un délai fixe ou à déterminer, les fonds avancés ainsi que les frais et les intérêts payables.

Le montant emprunté dépend des besoins de l'entreprise et de l'évaluation du risque de l'opération par l'organisme prêteur. On distingue par ailleurs trois échéances :

- Le court terme (moins de deux ans) ;
- Le moyen terme (de deux à sept ans) ;
- Le long terme (plus de sept ans).

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Le crédit peut être à **taux fixe** (c'est-à-dire que le taux est déterminé à la réalisation du prêt et reste identique pour la durée) ou à **taux variable** (c'est-à-dire qui peut changer périodiquement en fonction de l'évaluation des taux des marchés).

b. Les conditions de banque

La facturation par les banques des services qu'elles rendent à leur client s'opère à l'aide de trois outils : le taux d'intérêts, les commissions et frais fixes, les jours de valeur⁷⁹ et jour de banque⁸⁰. L'ensemble de ces éléments constitue ce qu'on appelle les conditions de banque. Les agios quant à eux correspondent uniquement à la somme des intérêts et des commissions et frais.

c. Les modalités de remboursement

Le remboursement d'un emprunt s'opère par le versement d'un certain nombre d'échéances de périodicité variable (mois, trimestre, semestre, année). C'est échéances ou annuités sont composées de l'amortissement du capital et des intérêts.

Soit :

i , le taux d'intérêt ;

A_t , l'amortissement du capital de l'année t ;

a_t , l'annuité de l'année t ;

C_t , le capital restant dû au début de l'année t ;

I_t , les intérêts à payer pour l'année t , se calcule sur la base du capital restant dû au début de l'année t . Ils s'élèvent à :

$$I_t = C_t \times i \text{ et } A_t = a_t - I_t \quad \Longrightarrow \quad A_t = a_t - C_t \times i$$

Pour présenter synthétiquement le remboursement (les annuités, le capital restant dû, etc.) de l'emprunt à ses clients, le banquier utilise un tableau d'amortissement qui se présente fréquemment sous la forme suivante :

Tableau n°3 : *Le tableau d'amortissement.*

Période	Capital restant dû en début de période	Intérêts $I_t = C_t \times i$	Amortissements A_t	Annuité $a_t = A_t + I_t$
0				
1				
....				

Source : CHARLES A ; REDOR E., « *le financement des entreprises* », édition Economica, 3^{ème} Edition. Paris, 2009, p. 50.

⁷⁹ La date de valeur est la date de prise en compte au débit ou au crédit d'une opération effectuée sur un compte bancaire.

⁸⁰ Les jours de banque permettent à cette dernière d'allonger un certain nombre de jours la durée du crédit servent de base au calcul des intérêts.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

➤ **Comment peut-on rembourser un emprunt indivis ?**

Le remboursement d'un emprunt indivis peut s'effectuer à partir de :

Le remboursement par amortissement constant : comme son nom l'indique, dans un remboursement par amortissement constant, on rembourse une partie identique du capital initialement emprunté à chaque annuité. Pour calculer la valeur de l'amortissement constant, il suffit de diviser le montant initialement emprunté par le nombre d'annuité (durée de l'emprunt). Puisqu'une partie du capital emprunté est remboursé à chaque période, les intérêts diminuent avec le temps. L'amortissement étant constant, l'annuité est elle aussi décroissante.

Le remboursement par annuité constante : dans le cadre d'un remboursement par annuités constantes, l'emprunteur s'engage à verser une somme identique comprenant les intérêts et le remboursement du capital à chaque échéance contre le prêt d'une somme disponible immédiatement pour l'emprunteur.

Le remboursement in fine : dans le cadre d'un remboursement in fine, l'emprunteur paye les intérêts et uniquement les intérêts à chaque période et la totalité du capital emprunté est remboursé en une fois à l'échéance. Les intérêts sont donc constants puisqu'ils portent à chaque période sur la totalité du capital initialement emprunté.

B. L'emprunt obligataire

Lorsque le bien de financement porte sur des sommes très importantes, il peut s'avérer difficile de recourir à un seul prêteur. L'emprunt obligataire est dans ce cas le mode de financement adéquat.

a. Définition

« Les emprunts obligataires sont émis par les sociétés de capitaux, les entités du secteur public ou l'Etat, d'un montant généralement élevé. Ils sont divisés en fractions égales appelées obligations et proposés au public par l'intermédiaire du Système bancaire. Ils peuvent être remboursés par annuités constantes ou par amortissements constants ».⁸¹

Un emprunt obligataire est une forme d'emprunt à long terme lancé par une entreprise, une banque, un Etat ou une organisation gouvernementale matérialisé sous forme d'obligations⁸² qui sont achetées par des investisseurs. Ces obligations sont, le plus souvent, négociables et d'un montant unitaire, compris, qui prévoit le versement d'un intérêt, le plus souvent annuel, et un remboursement au terme de plusieurs années. Par rapport à un prêt bancaire avec lequel il est en concurrence au niveau de l'émetteur, l'emprunt obligataire permet à l'entreprise de diversifier ses sources de financement, en particulier, lorsque les banques ont des difficultés à prêter.

b. Les caractéristiques de l'emprunt obligataire

L'obligation est un titre de créance qui se caractérise par :

⁸¹ JOUABERT K. S; RIGOBERT M. J., Op. Cit; p. 172.

⁸² Voir deuxième point de la même section.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

- Une valeur nominale (ou valeur faciale) : c'est la valeur pour laquelle est calculée l'intérêt ;
- Un prix d'émission : c'est le prix auquel l'obligataire (le prêteur) devra payer le titre ;
- Un taux d'intérêt nominal (ou facial) : qui est généralement fixe et qui permet de déterminer le montant des coupons annuels versés aux obligataires ;
- Un prix de remboursement : c'est la somme qui sera remboursée à l'obligataire.

C. Le crédit-bail (Leasing)

Le crédit-bail (ou leasing) est simultanément un contrat ou un procédé d'investissement et de financement, par les sociétés spécialisées à la demande d'une entreprise, un bien d'équipement professionnel ou un immeuble, il peut être défini comme suite :

a. Définition

Le crédit-bail est « une technique de financement d'une immobilisation par laquelle une banque ou une société financière acquiert un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise, cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien loué pour une valeur résiduelle généralement faible en fin du contrat »⁸³.

Aussi, selon D'HOIR LAUPRETE⁸⁴ le crédit-bail permet d'acquérir de nouveaux moyens de production et cela sans épuiser sa trésorerie ni accroître son degré d'endettement.

Par ailleurs ; nous pouvons dire que le crédit-bail (ou leasing) est simultanément un contrat ou un procédé d'investissement et de financement, par les sociétés spécialisées à la demande d'une entreprise, un bien d'équipement professionnel ou un immeuble, qu'elle lui loue pour une période au terme de laquelle le locataire peut opter entre :

- La restitution du bien au bailleur ;
- Le renouvellement de la location ;
- L'achat à une valeur de rachat prédéterminée dans le contrat.

A l'échéance, le locataire a la possibilité, moyennant un prix convenu (valeur résiduelle) de racheter le bien. Le contrat de crédit-bail s'analyse donc comme une location avec option d'achat à terme. Pour l'entreprise, c'est un moyen de financement des investissements.

En effet, elle choisit un bien mobilier ou immobilier que la société de crédit-bail lui loue. Au terme du contrat, elle peut soit acquérir le bien, soit renouveler la location, soit restituer le bien⁸⁵.

b. Les caractéristiques du contrat crédit-bail

L'entreprise peut recourir au crédit-bail en effectuant un contrat de location avec une institution spécialisée, qui achète les biens spécialement en vue de cette location par des sociétés de financement appelées organismes de crédit-bail(OCB)⁸⁶.

⁸³ BERNET- ROLLANDE L., Op. Cit ; p. 90.

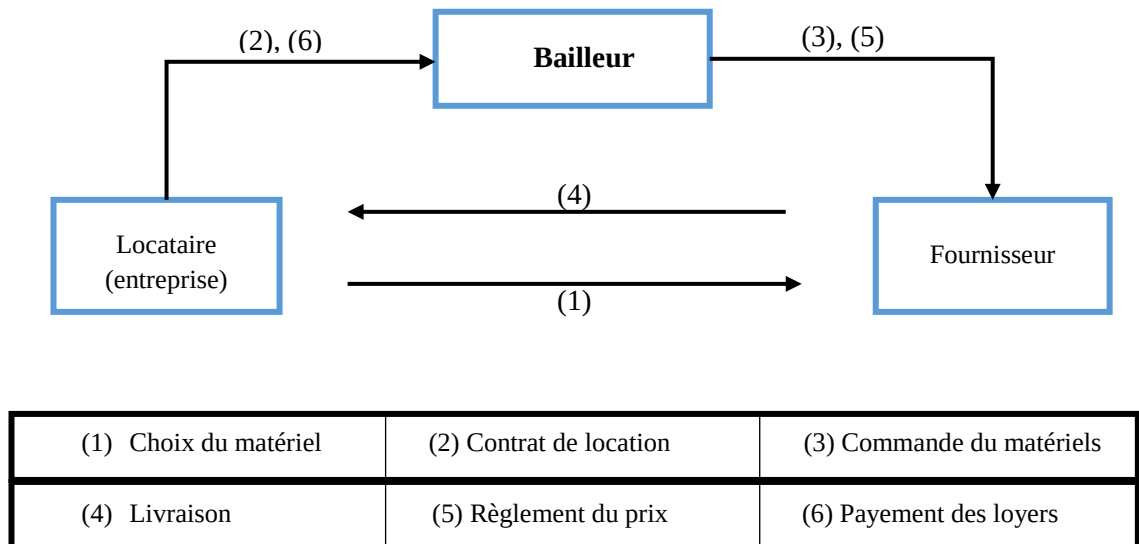
⁸⁴ D'HOIR LAUPRETE C., « *Droit du crédit* », édition Ellipses, Paris, 2000, p. 80.

⁸⁵ BURG Y P; DERRAY A., « *Les fondements de l'entreprise* », édition Ellipses, Paris, 1992, p. 129.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Nous pouvons résumer le fonctionnement de cette opération selon le schéma suivant :

Figure n°7 : Représentation d'une opération de crédit-bail.



Source : GERVAIS J.F., « les clés du leasing », édition d'Organisation Paris, 2004, p. 06.

Nous pouvons déduire de ce schéma que l'opération de crédit-bail fait intervenir trois parties :

- Le fournisseur du bien, représenté en général par une entreprise industrielle ou commerciale qui fournit le bien ;
- Le locataire : c'est l'entreprise qui veut disposer du bien, pour son projet d'investissement ;
- Le bailleur, qui est l'établissement financier qui achète le bien du fournisseur, et demeure propriétaire du bien pendant toute la durée de l'opération ou il reçoit périodiquement une redevance appelé 'loyer', ces loyers sont en fonction de la durée de l'opération, la valeur résiduelle appliqué au bien qui correspond à la partie non amortie du bien en question, elle peut être calculé en fonction de la valeur de revente prévisible par le bailleur à la fin de période de location.

c. Typologie du crédit-bail

- **Le crédit-bail immobilier** : il s'applique aux biens immobiliers tels que les terrains, les constructions, l'acquisition d'immeuble anciens..., sa durée est entre douze et quinze ans.⁸⁷

⁸⁶ ABDELJALIL N. I., « Evaluation et financement des investissements de l'entreprise: manuel & études de cas », édition Consulting, 2002.

⁸⁷ YVES B ; COLI, J. C., « Dictionnaire économique et financier », édition Seuil, Paris, 1996, p. 447.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

- **Le crédit-bail mobilier** : il concerne le financement d'équipements, outillages et de matériel roulant, il comporte des équipements qui n'ont pas le caractère d'immeuble et qui sont à usage professionnel, sa durée est de sept ans.⁸⁸
- **Le leasing financier** : est la formule la plus courante et la plus assimilable au crédit-bail. C'est un accord sans clause d'annulation qui prévoit le transfert au locataire de tous les avantages et inconvénients et risques inhérents à la propriété du bien.⁸⁹
- **Le leasing opérationnel** : est une formule de financement qui accompagne une offre de service complémentaire (assurance, maintenance, remplacement...). Elle est généralement pratiquée par des loueurs professionnels éventuellement associés à des sociétés financières spécialisées dans le leasing.⁹⁰
- **Le crédit-bail international**: on parle de crédit-bail international ou cross-border leasing lorsque le bailleur et le locataire résident dans des pays différents.⁹¹
- **La cession bail**: la cession bail ou lease-back est une forme particulière du crédit-bail immobilier. Dans cette opération, l'entreprise vend un bien immobilier ou d'équipement qu'elle possède à une société de crédit-bail. Le bailleur lui propose alors un contrat de crédit-bail afin que l'entreprise puisse continuer à utiliser ce bien.⁹²

2.1.2 Le financement du cycle d'exploitation

Le crédit d'exploitation est un crédit à court terme, il permet le financement des besoins courants et d'exploitations de l'entreprise, il est d'une durée inférieure à deux ans⁹³. Il a pour objet, le financement d'une insuffisance de fonds de roulement ou un accroissement du besoin de fonds de roulement.

Afin de faire face aux frais d'exploitations et aux ralentissements saisonniers des affaires, ou encore financer des comptes clients. On distingue deux grandes catégories de crédits d'exploitation :

- Les crédits par caisse qui se traduisent par une immobilisation immédiate de capitaux ;
- Les crédits par signature qui s'engagent que la signature du banquier.

A. Les crédits par caisse

Les crédits par caisse sont utilisés pour la réalisation d'un équilibre entre les encaissements et des décaissements qui demeurent l'objectif de toute les l'entreprises.

Les crédits par caisse peuvent être divisés en deux catégories :

⁸⁸ CONSO P ; LAVAUD R ; COLASSE B ; FOUSSE J. L., « Dictionnaire de gestion financière », Edition Dunod, Paris, 1986, p. 402.

⁸⁹ ZELLEG L ; SEBA A., « le crédit-bail : un nouveau mode de financement des PME ». Mémoire de licence. Bejaia : Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2009. p. 09.

⁹⁰ Idem. p. 09.

⁹¹ CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit; p. 67.

⁹² CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit; p. 60.

⁹³ ABDELJALIL N. I., Op. Cit. p. 118.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

- Crédits par caisse globaux ;
- Crédits par caisse spécifiques.

a. Les crédits par caisse globaux

Les crédits d'exploitation globaux sont sollicités par l'entreprise sans qu'elle explique la cause exacte du besoin. Ils permettent à l'emprunteur de pallier l'insuffisance du fonds de roulement et de compléter momentanément sa trésorerie devenue insuffisante. Les crédits d'exploitation globaux, se composent essentiellement de : la facilité de caisse, le découvert, le crédit de campagne et le crédit relais.

➤ La facilité de caisse

La facilité de caisse est accordée à l'entreprise lorsqu'elle a besoin de faire face à une gêne momentanée de trésorerie, elle répond aux besoins de financement dus au décalage des entrées et sorties de fonds, et son remboursement est assuré chaque mois par les rentrées décalées. Elle est le financement par excellence de la partie fluctuante des besoins en fonds de roulement. Son montant dépasse rarement un mois de chiffre d'affaires.⁹⁴

➤ Le découvert

Le découvert résulte d'une convention entre le banquier et l'entreprise, qui ne fait pas toujours l'objet d'un écrit. Il est souvent accordé sans précision de durée. N'étant pas obligatoirement fondé sur un écrit, le découvert peut être dangereux pour l'entreprise, surtout s'il devient trop important ou si l'entreprise commence à avoir de sérieuses difficultés. C'est, en général, dans le cas où le besoin deviendrait de plus en plus crucial pour l'entreprise que la banque aura tendance à se retirer en réduisant ou en supprimant son découvert.⁹⁵

➤ Le crédit de campagne

Pour différentes raisons, une entreprise peut subir un important décalage entre les dépenses qu'elle règle et les rentrées qu'elle doit avoir. Elle peut avoir ce que l'on appelle une activité saisonnière. C'est ainsi qu'elle peut fabriquer toute l'année et vendre sur une période très courte (ex. : distillerie), ou bien qu'elle ne peut acheter que sur une période très courte (ex. : conserverie) pour vendre toute l'année. Le crédit accordé par la banque sera déterminé sur la base du besoin le plus élevé en montant et le remboursement se fera au fur et à mesure des ventes.⁹⁶

➤ Le crédit relais

« Comme son nom l'indique, le crédit relais est une forme de découvert qui permet d'anticiper une rentrée de fonds qui doit se produire dans un délai déterminé et pour un montant précis ».

Appelé aussi crédit de soudure, le crédit relais est lié à une opération ponctuelle hors exploitation et destiné à permettre à l'entreprise d'anticiper une rentrée de fonds (cession d'un

⁹⁴ BERNET-ROLLANDE L., Op. Cit ; p. 287.

⁹⁵ Idem. p. 287-288.

⁹⁶ BERNET-ROLLANDE L., Op. Cit ; p. 288.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

bien, augmentation du capital, emprunt obligataire...) qui assurera son remboursement. Du fait des risques que comporte cette forme de crédit (retard dans la cession, prix net des actifs inférieurs aux prévisions...), le banquier doit s'assurer de la réalisation de l'opération et limiter son aide à un certain pourcentage de son montant, le reste lui permettant de calculer les intérêts censés le rémunérer. Les banques ont tendance à limiter l'octroi de ce type de crédit à des opérations pour lesquelles un compromis de vente a déjà été signalé, ce qui limite les risques de l'opération.⁹⁷

b. Les crédits par caisse spécifiques

Contrairement aux crédits d'exploitation globaux, les crédits d'exploitation spécifiques financent des postes de l'actif circulant bien spécifiques dont le poids pourrait être lourd pour l'entreprise.

➤ L'escompte commercial

L'escompte est une opération qui consiste pour le banquier à racheter à une entreprise les effets de commerce dont elle est porteuse (bénéficiaire final) avant l'échéance et ce moyennant le paiement d'agios, le cédant restant garant du paiement. L'escompte fait donc intervenir trois parties : l'entreprise bénéficiaire de l'escompte, appelée le cédant, le débiteur de l'effet, appelé le cédé et le banquier qui est, lui, le cessionnaire. Pratiquement, le cédant va remettre l'effet à sa banque soit en l'endossant si le nom du bénéficiaire est déjà indiqué, soit en portant comme bénéficiaire le banquier.⁹⁸

➤ Le crédit de mobilisation des créances commerciales (CMCC)

Le principe du CMCC est identique à celui de l'escompte. Mais contrairement à l'escompte qui permet d'escompter des créances commerciales individualisées, le CMCC permet d'escompter un ensemble de créances commerciales ayant des échéances proches (environ 10 jours) regroupées sur un bordereau émis à l'ordre de la banque. La banque escompte ce bordereau à la demande de son client et crédite le compte du client après prélèvement des agios. À l'échéance, le fournisseur encaisse le paiement des créances commerciales, et rembourse la banque du montant du bordereau.⁹⁹

➤ La cession Dailly

La cession Dailly repose sur le principe de l'escompte. Mais à la différence du CMCC, il est désormais possible pour une entreprise d'escompter des créances professionnelles et non plus uniquement des créances commerciales. Une entreprise peut ainsi choisir de mobiliser une créance sur un client, une subvention obtenue mais non versée, un crédit de TVA, etc.

La cession s'opère par la remise d'un bordereau reprenant les caractéristiques des créances cédées (date, nom du bénéficiaire, désignation des créances cédées, échéance, etc.).

⁹⁷ ZOURDANI S., Cours publié d'analyse des crédits. 1^{ère} année Master. Option : Finance et Banque. Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2018/2019. p. 18.

⁹⁸ BERNET-ROLLANDE L., Op. Cit; p. 292.

⁹⁹ CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit; p. 75.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

À la différence du CMCC, la cession de ce bordereau implique un transfert de propriété des créances au profit de l'établissement financier ce qui constitue ainsi une garantie du crédit.¹⁰⁰

➤ L'affacturage

L'article 543 du code de commerce stipule : « le contrat d'affacturage ou factoring est un acte aux termes duquel une société spécialisée, appelée factor, devient subrogée aux droits de son client, appelé adhérent, en payant ferme à ce dernier le montant intégral d'une facture à échéance fixe résultant d'un contrat et en prenant à sa charge, moyennant rémunération, les risques de non-remboursement ».

L'affacturage ou le « factoring » est une technique qui permet à l'entreprise d'obtenir un financement immédiatement après la facturation de ses clients¹⁰¹.

L'affacturage est un contrat par lequel un établissement de crédit spécialisé, appelé factor, achète ferme les créances détenues par un fournisseur, appelé vendeur, sur ses clients (français ou étrangers) appelés acheteurs ou bénéficiaires de services et ce moyennant rémunération.¹⁰²

➤ L'avance sur marchandises

« L'avance sur marchandises est un crédit par caisse qui finance un stock, financement garanti par des marchandises remises en gage au banquier. »¹⁰³ Cette avance accordée aux entreprises fait l'objet d'une dépossession du gage, lequel est remis soit directement entre les mains du banquier, soit plus généralement entre les mains d'un tiers détenteur. Ce dernier assure la conservation du gage pendant toute la durée et s'engage à ne pas se dessaisir de la marchandise sans l'accord de la banque créancière.

Le crédit est le plus souvent consenti à l'entreprise pour lui permettre de régler son fournisseur et d'avoir suffisamment de temps pour revendre la marchandise dans de bonnes conditions.

➤ L'avance sur délégation de marché

Selon B. AMMOUR, « les marchés publics sont des contrats passés entre l'Etat, les collectivités publiques, les établissements publics à caractère administratif et les entrepreneurs ou les fournisseurs en vue de l'exécution de travaux ou la livraison de fournitures ». Les marchés sont passés soit sous la forme dite « adjudication », soit sous la forme dite « de gré à gré » :

▪ L'adjudication générale

Elle consiste à mettre en concurrence les entrepreneurs ou les fournisseurs qui sont intéressés par le marché, à leur demander de proposer leur prix dans un document appelé «

¹⁰⁰ BERNET-ROLLANDE L., Op. Cit; p. 77.

¹⁰¹ CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit; p. 79.

¹⁰² BERNET-ROLLANDE L., Op. Cit; p. 305.

¹⁰³ BOUYACOU B., « l'entreprise et le financement bancaire », édition Casbah, Alger, 2000, p 17.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

soumission » et à retenir celui d'entre eux qui a proposé les meilleures conditions. Le principe est l'adjudication au « moins offrant » c'est-à-dire celui soumissionnant au moindre prix.

▪ L'adjudication restreinte

Elle consiste à publier un appel d'offre spécifiant certaines conditions particulières que devront remplir les soumissionnaires. On prendra pour exemple une spécialisation dans le domaine concernant le marché, une expérience, ou encore des qualifications techniques poussées.

▪ Le marché de gré à gré

Dans cette forme de marché, l'administration passe directement le marché avec un entrepreneur ou un fournisseur choisi. Le règlement des marchés intervient après de longues périodes et entraîne pour le titulaire des charges de trésoreries très lourdes. Pour cela, l'entrepreneur est amené à solliciter de son banquier des crédits qui seront justifiés par des garanties. La formule susceptible de satisfaire l'un et l'autre est « le nantissement des créances sur l'administration et autres entreprises publiques ».

➤ L'avance sur factures

« L'avance sur facture est un crédit par caisse consentie contre remise de factures visées par des administrations ou des entreprises publiques généralement domiciliées aux guichets de la banque prêteuse ».¹⁰⁴ C'est une opération qui consiste, pour la banque à mobiliser le poste clients des entreprises qui travaillent avec les administrations même en absence de l'effet de commerce.

B. Crédit par signature

Les crédits par signature sont connus généralement sous le nom d'engagement par signature. Ce dernier est un prêt de signature de la part du banquier, qui par sa signature garantie l'engagement de son client envers un tiers. Le banquier n'avance pas de fonds mais, il soutient par son propre engagement la confiance qu'inspire son client. Cependant, un engagement par signature peut donner lieu à un décaissement si le débiteur s'avère défaillant à l'échéance.¹⁰⁵

a. La caution

L'article 644 du code civil stipule : « le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même ». Le cautionnement résulte dans tous les cas d'un écrit dont les formes sont juridiquement libres (pour leur part, les administrations imposent leurs propres textes normalisés). Le banquier qui s'engage par

¹⁰⁴ BOUKROUS D., « Les circuits de financement des petites et moyennes entreprises en Algérie ». Mémoire de magister en sciences économiques. Option : Economie International. Oran : FSEGC, université d'Oran, 2007, p. 112.

¹⁰⁵ ZOURDANI S., Op. Cit, p. 25.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

signature est subrogé aux droits du créancier bénéficiaire de la caution. Une fois qu'il a honoré les engagements de son client, il bénéficie donc des droits du bénéficiaire de l'engagement. Cette subrogation est particulièrement intéressante dans le cadre des cautions fiscales. Les cautions sont divisées selon leurs objets en quatre catégories :

- les cautions pour différer un paiement ;
- les cautions pour éviter des décaissements ;
- les cautions en vue d'accélérer une rentrée de fonds ;
- autres cautions.

b. L'aval bancaire

Selon l'article 409 du code de commerce : « le paiement d'une lettre de change peut-être garanti pour tout ou partie de son montant, par un aval ». Ce dernier est un engagement, donné par un tiers ou même par un signataire de la lettre de change, de payer tout ou une partie du montant de l'effet de commerce en cas de défaillance du principal engagé. L'aval bancaire est l'engagement fourni par la banque qui se porte garante de payer tout ou partie du montant d'un effet de commerce au cas où le principal engagé serait défaillant à l'échéance. L'aval est donné soit sur l'effet de commerce soit par un acte séparé.

L'article 409 du code de commerce le définit alors : « Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval apposée au recto de la lettre de change, sauf quand il s'agit de la signature tirée ou de celle du tireur ». Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant. Quand il paye la lettre de change, le donneur d'aval acquiert les droits résultant de la lettre de change contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu de la lettre de change.

c. L'acceptation

L'article 405 du code de commerce stipule que : « l'acceptation est écrite sur la lettre de change. Elle est exprimée par le mot "accepté " ou tout autre mot équivalent ; elle est signée par le tiré. La simple signature du tiré apposée au recto de la lettre vaut acceptation ». L'acceptation d'une banque est l'engagement du banquier à payer à son échéance une traite tirée sur lui. Elle se traduit par l'apposition de la mention « Bon pour acceptation », « acceptée » ou une forme équivalente au recto de l'effet de commerce suivie de la signature du banquier. L'acceptation diffère de l'aval du fait que le banquier accepteur devient le principal obligé vis-à-vis du créancier.

L'acceptation est donnée par le banquier à son client dans le cadre du commerce international et dans le commerce interne lors, par exemple, d'une acceptation d'une traite qui sera escomptée chez les banques confrères. Le banquier accepteur court le risque, dans ce cas, de non-remboursement, mais laisse aux autres banquiers confrères le soin de supporter la charge de trésorerie.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

2.1.3 Le financement du commerce extérieur

Pour assurer la continuité de leur activité, soit en s'approvisionnant en matières premières ou bien pour marchander leurs produits, certaines entreprises sont, parfois, amenées à effectuer des transactions avec des partenaires étrangers. Elles seront, par conséquent, tantôt en position d'importatrices, tantôt en position d'exportatrices. Ces opérations effectuées avec l'étranger, appelées opérations du commerce extérieur.

A. Les crédits à l'importation

Les techniques de financement des importations utilisées dans les transactions commerciales internationales sont multiples et dépendent des négociations commerciales entre les deux parties (importateur/exportateur) et de réglementation qui régit les opérations du commerce extérieur de ces derniers, nous pouvons distinguer deux techniques les plus récurrentes:

a. Crédit documentaire (CREDOC)

Le crédit documentaire est « une promesse donnée par un banquier de l'importateur à un exportateur étranger, selon laquelle le montant de sa créance lui sera réglé, pourvu qu'il apporte – à l'aide des documents énumérés – la preuve de l'expédition des marchandises à destination des pays importateurs, ou la preuve que les prestations ou services ont été accomplis » (Source: Crédit Lyonnais).

Il s'agit donc d'un engagement irrévocable de paiement donné par une banque (la banque émettrice), en faveur du vendeur (le bénéficiaire), et délivré à ce dernier à la demande et conformément aux instructions de l'acheteur (le donneur d'ordre). L'engagement est limité dans le temps et il est conditionné à la présentation par le vendeur d'un ensemble précis de documents conformes aux conditions et termes du crédit documents et ceci dans un délai déterminé.¹⁰⁶

Le crédit documentaire est :¹⁰⁷

- **Révocable** : lorsque le banquier peut revenir sur son engagement avant l'expédition des marchandises.
- **Irrévocable** : lorsque le banquier ne peut revenir sur son engagement, sauf accord de toutes les parties.
- **Notifier** : lorsque le banquier de l'importateur est seul engagé.
- **Confirmé** : lorsque l'engagement du banquier de l'importateur est conforté par un banquier correspondant dans le pays de l'exportateur. Le crédit documentaire est « une promesse donnée par le banquier de l'importateur à l'exportateur étranger, selon laquelle le montant de sa créance lui sera réglé, pourvu qu'il apporte à l'aide des

¹⁰⁶ LEGRAND G; MARTINI H., « Commerce international, gestion des opérations imports/exports », Edition Dunod, Paris, 2008. p. 135.

¹⁰⁷ BOUKROUS D. J., Op. Cit ; p. 115/116.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

documents énumérés, la preuve de l'expédition des marchandises à destination des pays importateur, ou la preuve que les prestations ou services ont été accomplis ». ¹⁰⁸

b. La remise documentaire (REMDOC)

La remise documentaire est une procédure de recouvrement dans laquelle une banque a reçu mandat d'un exportateur (le vendeur) d'encaisser une somme due par un acheteur contre remise des documents. Le vendeur fait établir les documents de transport à l'ordre d'une banque. Cette banque doit remettre les documents commerciaux et de transport à l'acheteur, contre paiement ou acceptation d'effets de commerce. La remise documentaire est soumise à des règles et usances uniformes. ¹⁰⁹

B. Les crédits d'exportation

Les crédits d'exportations sont des crédits accordés par l'exportateur à son importateur étrangers sous forme d'un délai de paiement en dégageant l'importateur étrangers des problèmes de crédit, nous pouvons distinguer trois types de crédit importateur :

a. Le crédit acheteur

Une banque ou un pool bancaire se substitue à l'exportateur en accordant directement un crédit à l'acheteur étranger et règle le fournisseur français pour le compte de ce dernier au fur et à mesure de la réalisation du contrat selon la convention prévue. Le crédit acheteur repose sur deux contrats autonomes : le contrat commercial et le contrat de crédit.

- **Le contrat commercial** est conclu entre l'exportateur et l'acheteur étranger ; il a pour but de définir les obligations respectives des deux parties : prestations à fournir, prix, délai de livraison...
- **Le contrat de crédit** est signé entre la banque prêteuse et l'acheteur étranger. La banque s'engage à payer le fournisseur, tandis que l'acheteur accepte de rembourser à la banque les sommes réglées au fournisseur selon des modalités précisées dans le contrat (période de remboursement, taux, durée, garanties...). ¹¹⁰

b. Le crédit fournisseur

L'acheteur de biens d'équipement demande à son fournisseur un délai de paiement sur plusieurs années. Le fournisseur doit alors escompter la ou les traites qu'il détient sur son acheteur étranger. Nous parlons de crédit fournisseur. Il est évident que le montant facturé reflète le coût de ce financement. ¹¹¹

c. Le forfaiting

Consiste à céder des créances commerciales à court ou moyen terme à un forfaitier (un banquier) qui les rachète sans recours. Les créances sur l'acheteur étranger sont souvent matérialisées par des lettres de change relatives à la livraison de biens ou de prestations de

¹⁰⁸ GEORGE F ; BERTRAND J., « *Finance Internationale* », édition Dalloz, 1982, p. 26.

¹⁰⁹ LEGRAND G; MARTINI H., Op. Cit; p. 131.

¹¹⁰ LEGRAND G; MARTINI H., Op. Cit. p. 252.

¹¹¹ Idem. p. 244.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

services. Cette technique peut remplacer un crédit fournisseur classique ou un crédit acheteur. Les traites tirées sur l'acheteur sont avalisées ou garanties par une banque locale de premier rang.¹¹²

2.2 Le financement direct (via le marché des capitaux)

Il existe plusieurs sortes de marchés qui se différencient par l'objet de l'échange, parmi eux nous pouvons citer : Le marché monétaire et le marché financier.

2.2.1 Le marché monétaire

Le marché monétaire est un marché formel où les institutions financières, trésors nationaux, banques centrales, banques commerciales, gestionnaires des fonds, assureurs des grands entreprises...etc.; placent leurs avoirs à court terme (excédents de trésorerie) ou se procurent des financements courts (déficits de financement).

Il existe donc deux compartiments du marché monétaire : marché interbancaire, sur lequel les banques échangent des liquidités et la banque centrale exerce sa fonction de régulation ; et le marché monétaire incluant les transactions sur les titres de créance négociables (TCN) avec les agents non financiers.¹¹³

A. Le marché des titres de créances négociables

Le marché des titres de créances négociables est créé dans le cadre des réformes du marché monétaire et constitue dans ce cadre le second compartiment du marché monétaire, il peut être défini comme l'une des composantes du marché monétaire. Les titres de créance négociable (TCN) sont des titres émis au gré de l'émetteur, négociable sur un marché réglementé, et correspondant à un droit de créance pour une durée déterminée.

❖ Les titres négociés sur le marché des titres de créances négociable

Il existe deux types de titres négociés sur le marché de TCN, et peuvent être présentés comme suite :

➤ Les billets de trésorerie à court terme (BT)

Les billets de trésorerie constituent une alternative au financement bancaire car ils permettent aux entreprises de se financer en émettant des titres. Leur création a ainsi offert aux entreprises la possibilité de se financer à court terme sans avoir recours à l'intermédiation financière.¹¹⁴

➤ Les bons à moyen terme négociable (BMTN)

Lorsque l'entreprise dispose d'un besoin de financement à moyen terme elle peut émettre un titre de créance négociable appelé « BMTN ». Puisque ce titre possède de nombreuses

¹¹² LEGRAND G; MARTINI H., Op. Cit. p. 251.

¹¹³ Revue., « *Le marché monétaire et son rôle dans le financement de l'économie* », Banque édition.

¹¹⁴ CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit ; p. 104.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

caractéristiques communes avec le billet de trésorerie (en termes de valeur nominal, notation, etc.).¹¹⁵

2.2.2 Le marché financier

Le marché financier est définie comme étant le lieu d'émission, de négociation et d'échange des valeurs mobilières principalement les actions et les obligations, mobilisant l'épargne nationale et internationale. Nous pouvons dire également, contrairement au marché monétaire qui est un marché à court terme le marché financier est par excellence un marché de capitaux à long terme.

Le marché financier est alors un lieu d'échange des capitaux à long terme ayant pour support une valeur mobilière, il se compose de deux compartiments :

- Le marché primaire ;
- Le marché secondaire.

A. Le marché primaire

Le marché primaire est appelé aussi « **le marché des neufs** » c'est-à-dire, l'émissions de nouveau titres.

Sur ce marché, les entreprises et le gouvernement vendent au épargnants et aux intermédiaires financiers (actions, obligation) et reçoivent, en retour des fonds qui serviront à l'acquisition d'actifs réels.

Sa fonction est alors de drainer des capitaux à long terme pour participer au financement de l'économie nationale.

B. Marché secondaire (la bourse)

Le marché secondaire est le marché des titres ou la bourse des valeurs mobilières, il est appelle aussi « **le marché d'occasion** » c'est à dire un lieu de rencontre des propriétaires de titres déjà émis et d'acheteurs souhaitant acquièrent ces mêmes titres.

La bourse des valeurs mobilières a pour fonction d'assurer la liquidité du marché financier, car les détenteurs ont la perspective de pouvoir vendre leur titre à tous moments. Nous pouvons alors dire que l'efficacité de la bourse consolide le marché primaire et son dynamisme.

❖ Les titres négociés sur le marché financier

Il existe sur le marché financier plusieurs types de titres qui sont émis sur le marché primaire, puis négociés sur le marché secondaire. Nous trouvons :

➤ Les actions

Les actions sont des titres de propriétés qui représentent une fraction du capital de la société émettrice elles sont émises soit au moment de la création de la société, on parle alors

¹¹⁵ CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit. p. 115.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

d'apport en fonds propre, soit lors d'une augmentation du capital¹¹⁶. Les actions sont considérées comme des instruments financiers à durée de vie indéfinie dont les flux futurs de revenus, appelés dividendes, sont inconnus. Nous parlons de valeur à revenu incertain.¹¹⁷

➤ Les obligations

Les obligations sont des titres de créances permettant aux agents économiques de répondre à leur besoin de financement à moyen-long terme. Ces derniers peuvent être émis par des entreprises ayant minimum deux années d'existence.¹¹⁸

➤ Les titres hybrides

Les marchés financiers ont créé de nombreux produits hybrides. Un produit hybride « est dit hybride lorsqu'il n'est ni tout à fait de type action ni tout à fait de type obligation »¹¹⁹.

Les produits hybrides représentent un groupe de titres qui combinent entre les actions et les obligations. En fait, il s'agit de produits élaborés pour contourner les inconvénients des actions ou ceux de l'obligation.

➤ Les produits dérivés

Les produits dérivés « sont des instruments financiers dont le prix dépend de l'évolution du cours d'un autre actif financier appelé sous-jacent. Ils sont employés principalement en tant qu'instrument d'assurance (de couverture) ou en tant qu'instrument spéculatifs »¹²⁰.

Ces titres négociés précédemment cités contiennent plusieurs types et peuvent être classés selon plusieurs catégories en termes de nature et de temps.

Section 03 : Critères de choix d'une structure financière

Enfin, dans cette dernière section, nous allons aborder la manière dont l'entreprise prend sa décision et les facteurs qu'elle doit prendre en considération pour établir sa structure financière.

3.1 Définition de la structure financière

Le terme de structure financière est un ensemble de concepts qui revêt plusieurs sens : Dans son sens large, lorsqu'on parle de la structure financière de l'entreprise, nous faisons allusion à l'ensemble des ressources qui financent l'entreprise, qu'il s'agisse de capitaux propres, de dettes à long terme, de dettes à court terme ou de ressources d'exploitation¹²¹.

¹¹⁶ Voir section 1 du chapitre

¹¹⁷ CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit ; p. 157.

¹¹⁸ CHARLES A ; REDOR E., Op. Cit. p. 129.

¹¹⁹ SPIESER P., « *La bourse* », édition Vuibert, 2^{ème} édition, Paris, p. 69.

¹²⁰ LE SAOUT E., « *Introduction aux marchés financiers* », édition Economica, 2^{ème} édition, Paris, 2008, p. 71.

¹²¹ DEPALLENS G; JOBARD J. J., « *Gestion financière de l'entreprise* », édition Dunod, 11^{ème} édition. Paris, 1997, p. 811.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Dans cette acception, il ressort que l'étude de la structure financière d'une entreprise consiste à comprendre les emplois d'une entreprise et leur mode de financement, ce qui implique une notion d'équilibre entre l'origine des fonds et leur utilisation, c'est-à-dire l'adaptation des emplois aux ressources qui les ont financées. Des économistes comme J. BARREAU et J. DELAHAYE abordent dans la même optique en affirmant que l'analyse de la structure financière est de porter un jugement sur les équilibres financiers fondamentaux.¹²²

Dans un sens plus étroit, la structure financière peut être définie comme l'ensemble des proportions qui existent à un moment donné entre les différentes ressources (propres ou empruntées, permanentes ou provisoires) de l'entreprise.

C'est ainsi que, selon E. COHEN, « le concept de structure financière procède essentiellement de l'idée selon laquelle le bilan d'une entreprise ne constitue pas une simple juxtaposition d'encours, la superposition contingente de différents éléments. Elle constitue bien des relations significatives et des ajustements favorables entre les composants du patrimoine »¹²³.

3.2 Les objectifs de la structure financière

L'analyse de la structure financière d'une entreprise est motivée par les objectifs suivants à savoir :

- La mise en lumière des quatre masses bilancielle et leur appréciation à partir de l'équation financière minimum et des éléments qui influent sur l'équilibre du bilan ;
- La possibilité de porter un diagnostic sur la santé financière de l'entreprise en examinant son équilibre financier, son aptitude à faire face à ses engagements à court et à long termes.

La structure financière constitue une source d'informations aussi bien pour les opérateurs économiques que pour l'ensemble des parties prenantes (internes : dirigeants, salariés et syndicats ; externes : clients, fournisseurs, actionnaires et créanciers) de l'entreprise. En ce sens, la structure financière est nécessaire :

- Pour les responsables vus qu'elle leur permet d'évaluer la santé financière de l'entreprise afin d'orienter leurs décisions vers l'utilisation rationnelle des ressources ;
- Pour les bailleurs de fonds, la structure financière constitue un indicateur fiable avant d'accorder un crédit ou de prêter de l'argent à une entreprise ;
- Pour l'Etat dans la mesure où l'impôt est fonction du bénéfice, ce dernier est tributaire de la bonne situation financière de l'entreprise.

Pour cerner concrètement la portée de la structure financière, l'analyse porte d'une part, sur les masses économiques du bilan et d'autre part, sur les ressources financières qui ont servi à les acquérir ou à les produire.

¹²² BARREAU J. N ; DELAHAYE J., « Gestion financière », édition Dunod, 12^{ème} édition. Paris, 1985, p. 400.

¹²³ COHEN E., « Analyse Financière », édition Economica, 6^{ème} édition. Paris, 2006, p. 2003.

3.3 Les critères de choix d'une structure financière

Le choix d'une structure financière d'une entreprise résulte de la confrontation de plusieurs facteurs tels que les facteurs subjectifs (la volonté des dirigeants et des associés) et les facteurs objectifs (en fonction des possibilités). La structure financière est le fruit de la politique financière de l'entreprise. La politique financière permet de hiérarchiser les priorités, sélectionner les décisions et définir les objectifs.¹²⁴

Selon P.VERNIMMEM¹²⁵, la structure financière est le résultat d'un compromis complexe déterminé par :

- **Le souci de garder une flexibilité financière**, c'est-à-dire conserver une capacité de financement si des événements positifs (opportunités d'investissement) ou négatifs (crise) surviennent ;
- **La volonté de garder une notation financière** (rating) ; minimum ;
- **Les caractéristiques économiques du secteur de l'entreprise**, son niveau de développement, le partage coûts fixes/ coûts variables ou la nature de l'actif à financer ;
- **La position des actionnaires** en termes d'aversion au risque de volonté de contrôle ;
- **L'existence d'opportunités ou de contraintes** sur les marchés de financement à un moment donné ;
- **La structure financière des concurrents** ;
- **Et enfin le caractère des dirigeants.**

3.3.1. La flexibilité financière

La recherche de la flexibilité financière est une préoccupation forte des directeurs financiers car un problème de choix de financement ne s'apprécie pas uniquement à un moment donné, mais dans le temps. En effet, un choix d'aujourd'hui peut réduire les possibilités pour un autre choix de financement à faire dans le futur.

Ainsi, s'endetter aujourd'hui contribue à réduire la capacité d'endettement de demain où un investissement important prévisible ou non sera à réaliser. Si la capacité d'endettement est atteinte, l'entreprise n'aura pas d'autres choix que de se financer par capitaux propres. Or, le marché des capitaux propres est parfois fermé pour cause de déprime boursière, ce qui peut contraindre, dans ce cas, l'entreprise à renoncer à son investissement.

A l'inverse, se financer aujourd'hui par les capitaux propres n'interdit pas de se financer de nouveau de la même façon. De surcroît, un financement par capitaux propres aujourd'hui accroît la capacité d'endettement qui pourrait être mobilisée dans le futur.

Cette recherche de flexibilité financière pousse l'entreprise à être moins endettée que le niveau maximum qu'elle juge supportable, de sorte à pouvoir à tout moment, être en mesure

¹²⁴ HUTIN H., « *Toute la finance d'entreprise en pratique* », édition d'Organisation, Paris, 2003, p. 253.

¹²⁵ VERNIMMEM P., « *Finance d'entreprise* », édition Dalloz, 16^{ème} Edition, Paris, 2016, p. 791.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

de saisir des opportunités d'investissement inattendues. On retrouve le concept d'option appliqué au financement de l'entreprise.

La flexibilité financière n'est pas uniquement liée au niveau d'endettement. Afin de le garantir, le directeur financier prend soin de négocier avec sa banque des lignes de financement non utilisées, maintien des liquidités ou quasi-liquidités à l'actif de son bilan, a toutes les autorisations nécessaires de ses actionnaires pour émettre de nouveaux titres (actions, obligations) et communique régulièrement et efficacement avec les agences de notation¹²⁶, les analystes financiers et les investisseurs.

Si les montants à lever le permettent, la multiplication des sources de financement permettra d'accroître la flexibilité financière de l'entreprise.¹²⁷

3.3.2. Un niveau minimum de notation financière

La notation financière est devenue une des préoccupations premières de leur directeur financier qui prendrons ou pas une décision de financement, l'investissement ou désinvestissement en fonction de l'impact quelle auront sur le *rating*.

3.3.3. Les caractéristiques économiques du secteur de l'entreprise et le type d'actif à financer¹²⁸

Une start-up aura beaucoup de mal à se financer par endettement pour cause elle n'a pas de passé et donc pas d'historique de crédits remboursés, ni généralement d'actifs corporels qui pourraient servir de garantie. L'environnement concurrentiel, voire technologique dans lequel elle évolue est probablement très mouvant et ses flux de trésorerie disponibles sont négatifs pour quelques temps. Son niveau de risque spécifique pour un prêteur est très élevé. Elle n'a donc pas d'autres choix que de se financer par capitaux propres.

A l'opposé, une entreprise établie sur son marché depuis quelques années et qui arrive à maturité n'aura pas de difficulté à « séduire » des prêteurs. Son historique de crédit est établi, ses actifs sont bien réels, elle génère des flux de trésorerie (sur lesquels le risque de prévision est faible) d'autant plus élevés que les gros investissements ont déjà été réalisés.

De la même façon, dans un secteur à coûts fixes élevés, une entreprise cherche plutôt à se financer par capitaux propres de sorte à ne pas ajouter aux coûts fixes d'exploitation, des coûts fixes de l'endettement (les intérêts) et à réduire sa sensibilité aux à-coups conjoncturels. Mais les secteurs à coûts élevés (sidérurgie, énergie, télécoms, etc.) sont généralement très capitalistiques et requièrent des investissements importants qui impliquent un inévitable recours à l'endettement. A l'inverse, un secteur à coûts variables forts (la distribution, par exemple) pourra faire le pari de l'endettement, les frais financiers s'ajoutent alors à des coûts fixes faibles.

¹²⁶ Agence de notation est une société dont la mission est de noter les sociétés, les banques ou des investisseurs émettant des titres de dettes. Elle note la solvabilité de l'émetteur, la capacité de l'entreprise à rembourser l'ensemble de ses dettes à leurs échéances. Chaque émetteur reçoit une notation.

¹²⁷ VERNIMMEM P., Op. Cit. p. 792.

¹²⁸ Idem. p. 793.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Enfin la nature de l'actif peut avoir une influence sur la disponibilité du financement. Un actif extrêmement spécifique, c'est-à-dire qui a peu de valeur en dehors d'un processus de production donné sera difficilement finançable par endettement. En effet, Les prêteurs craindront qu'en cas de défaillance de l'entreprise, la valeur du marché de l'actif ne soit pas suffisante pour rembourser leurs encours.

3.3.4. La position des actionnaires

Si l'actionnariat de l'entreprise est composé d'actionnaires influents (majoritaires ou minoritaires), leur point de vue aura certainement un impact sur le choix de financement. Certains refuseront des augmentations de capital qu'ils ne pourraient pas suivre et qui dilueraient leur participation menaçant leur contrôle actuel. L'entreprise est alors conduite à s'endetter fortement. D'autres auront une aversion marquée pour l'endettement ne voulant pas accroître leur niveau de risque.¹²⁹

3.3.5. Les opportunités

Les marchés n'étant pas systématiquement à l'équilibre, des opportunités peuvent surgir à un moment donné. Une flambée des cours de bourse permettra de réaliser à bon compte une augmentation de capital en vendant des actions à un prix élevé. Par ailleurs, si l'entreprise bénéficie à un moment donné d'un coût de financement exceptionnellement favorable, des investisseurs auront en contrepartie fait une mauvaise affaire.¹³⁰

3.3.6. La structure financière des concurrents

Avoir plus d'endettement nette plus que ses concurrents, c'est prendre position, en particulier sur les espérances de rentabilité de l'entreprise c'est-à-dire sur la conjoncture, sur la stratégie etc. C'est donc être plus vulnérable en cas de dégradation de conjoncture, ce qui risque de traduire par un assainissement du secteur et par la disparition du plus faible etc.

L'expérience montre que les chefs d'entreprises rechignent à mettre en péril industrielle par une politique financière substantiellement différente de celle de leurs concurrents. Ils considèrent que s'ils ont des risques à prendre c'est au niveau industriel ou commercial pas au niveau financier.¹³¹

3.3.7. Le caractère des dirigeants

Le caractère des dirigeants influe également significativement sur le niveau d'endettement de l'entreprise. Les dirigeants averses au risque choisissent une structure avec peu de levier alors que ceux qui sûrs d'eux et confiants dans l'avenir adoptent une structure financière plus agressive. U. Malmendier, G. Tate et J. Yan ont ainsi montré que les dirigeants ayant connu la Grande Dépression favorisent l'autofinancement et sont très prudents lorsqu'il s'agit de lever de la dette.

¹²⁹ VERNIMMEN P., Op. Cit ; p. 795.

¹³⁰ Idem. p. 795.

¹³¹ Idem. p. 796.

Chapitre 02 : Modalités de financement des entreprises.

Tout ceci peut paraître évident mais nous rappelle que les choix en finance d'entreprise peuvent être éminemment subjectifs et que la finance comportementale n'est pas accessoire.¹³²

Conclusion

Toute entreprise sera confrontée au cours de sa vie à investir, reste pour elle à savoir quel investissement choisir et de quelle manière le financer. En effet, cette décision de financement est une décision risquée mais elle est indispensable pour assurer la pérennité de l'entité.

Ainsi, Une entreprise a donc à sa disposition plusieurs moyens de financement qui se répartissent en deux catégories. D'une part, il s'agira de faire appel à un financement interne (l'autofinancement, cession d'actif et les opérations de capital) en ayant recours à son propre argent et ceci grâce à la CAF, aux apports de ses associées et même aux plus-values de cessions réalisées sur les éléments d'actifs.

D'autre part, l'entreprise est tenue de ne pas négliger le principe fondamental de la gestion financière qui est de « travailler avec l'argent des tiers », d'où la possibilité de l'entreprise à recourir au financement externe qui peut se faire via le marché des capitaux (en émettant des titres de créances négociables, des actions, obligations, produits dérivés etc....) ou via le canal bancaire en octroyant des crédits (crédits d'investissement, crédits d'exploitation crédits qui finance le commerce extérieur).

Les théories abordant les problèmes de financement de l'entreprise précédemment citées ont mis l'accent sur les variables qui peuvent influencer son efficacité, et elles ont démontré qu'il n'existe aucun financement parfait, ni une structure financière idéale et que la décision de financement ne peut être que la recherche d'une combinaison idéale, qui minimise les coûts du capital et maximise la valeur de l'entreprise.

¹³² VERNIMMEN P., Op. Cit. p. 796.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

2.2.1. Introduction

L'objectif de ce chapitre est d'approfondir les différents points étudiés dans les deux premiers chapitres et d'apporter de nouveaux éléments d'explication à notre problématique de recherche et aux différentes questions que nous avons posées au début de notre travail. Pour ce faire, nous avons mené une enquête sur le terrain auprès de la **SARL MEIA PLUS** ce qui nous permettra d'étudier empiriquement les points abordés.

Ce chapitre porte d'une part, sur la présentation de l'entreprise **MEIA PLUS**, ses activités, sa structure organisationnelle ainsi que ses principaux collaborateurs et clients; d'autre part, il met en lumière l'analyse financière de l'entité en utilisant ses états financiers (bilan et TCR) ainsi que les ratios de structure relatifs à cette dernière qui aide à prendre une décision financière, et en dernier ; nous allons déduire les différents critères de choix et les modes de financement utilisés au sein de l'entreprise grâce à l'analyse des données de l'entretien.

Les questions de l'entretien effectué avec la directrice commerciale et administrative¹²⁷ de l'entreprise **MEIA PLUS** ont porté sur la présentation, la structure organisationnelle et financière de l'entreprise et les différentes sources de financement utilisées.

La liste des questions que nous avons posées sont les suivantes :

- Type d'objectifs que vous vous êtes fixés ?
- Quels sont les paramètres que vous avez choisis pour mesurer la rentabilité de l'entreprise **MEIA PLUS**?
- Quels sont les décisions et les critères d'aide à la prise de décision que vous avez choisi ?
- Comment l'entreprise **MEIA PLUS** arrive-elle à se financer sans avoir recours aux crédits bancaire ?
- L'entreprise **MEIA PLUS** a-t-elle rencontré des difficultés pour financer ses activités durant la crise sanitaire **COVID-19**?
- Durant l'année de 2020 ; a-t-elle eu besoin de fonds étrangers pour se financer ?
- A-t-elle des grands projets au niveau national en cours de réalisation ?
- Parmi ses sous-secteurs, qu'elle est le plus rentable ?
- Quelles sont les perspectives de développement de l'entreprise ?

Ce chapitre est divisé en trois sections :

- La présentation et l'organisation de l'entreprise **MEIA PLUS**.
- L'analyse de la structure financière de l'entreprise **MEIA PLUS**.
- Les sources de financement et les critères d'aide à la décision financière de l'entreprise **MEIA PLUS**.

¹²⁷ TERZI Yamina ; exerce la fonction de Directrice commerciale et administrative au sein de la SARL MEIA PLUS depuis sa création en 2017 jusqu'à présent.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Section 01 : Présentation et organisation de l'entreprise MEIA PLUS

Cette section est consacrée à la présentation générale de l'entreprise d'accueil « **MEIA PLUS** » et son organisation ainsi que ses activités.

1.1 Historique

SARL MEIA PLUS acronyme de **Mécanique Electrique Industriel Algérie** créée en janvier 2005 situé à Khraicia à Alger, est une entreprise spécialisée dans la production mécanique, électrique et industrielle ainsi que dans le soudage et montage tuyauterie industrielle, et installation en tout genre de pompes et installation Hydro mécanique. Après 13 ans de service et à cause d'un conflit avec son ancien associé, le gérant et l'associé majoritaire de la SARL MEIA « **Mr KACED** » décide de créer une filiale qui se nomme « SARL MEIA PLUS » avec lui comme seul propriétaire et son épouse « **HAMDANI** » comme seule associé. Le siège social la SARL se trouve au village Talbent commune Zekri situé au nord-est de la wilaya de Tizi-Ouzou, à environ 70km à l'est de Tizi-Ouzou.

1.2 Activités

Elle exerce plusieurs activités tel que :

- Grands travaux publics et hydrauliques ;
- La production d'ensembles des constructions métalliques et des travaux d'électricité ;
- Entreprise d'étude et de réalisations d'ouvrages électriques ;
- Chaudronnerie ;
- Revêtement et traitement des métaux ;
- Construction métallique (fabrication d'éléments et pose associées ou fabrication seule);
- Ferronnerie et menuiserie métalliques ;
- L'étude et la réalisation de toutes branches d'activités du B.T.P.H. ¹²⁸

1.3 Opérations

MEIA PLUS exerce plusieurs opérations¹²⁹ dans le but de rentabiliser ses investissements en réalisant des bénéfices et en améliorant ses performances, tel que :

- **Bureau D'Ingénierie Et D'Etudes Techniques:** Toutes sortes d'études techniques et d'ingénierie dans le domaine industriel (génie minier, chimique, mécanique, etc.), Génie logistique, lutte contre la pollution, génie civil, etc...

¹²⁸ B.T.P.H (Bâtiments, Travaux public et hydraulique) : Ces activités précitées ont été recensées d'après la nomenclature figurant dans le registre de commerce du 20 juin 2018

¹²⁹ <https://www.adresse-algerie.com/annuaire/sarl-meia-plus/> consulté le 09/02/2020. A 18h30min.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

- **Entreprise De Traitement Des Eaux Potables:** Toute activité de filtrage et d'épuration des eaux potables. Fourniture de matériel de filtrage des eaux, c'est l'ADE qui fait le filtrage
- **Installations Electriques Industrielles Et Maintenance:** Tous travaux d'installation en électricité industrielle, entretien et réparation. Les armoires électriques
- **Réparation De Matériels Hydromécaniques :** Réparation spécialisée de pompes à injection, cardans, amortisseurs organes de freinage, organes de direction et organes d'embrayage, vérins hydrauliques et tous autres organes assistés par l'utilisation de fluides,
Réparation de compresseurs industriels
- **Epuration Des Eaux Usées :** Tous travaux d'épuration des eaux usées, Gestion et entretien des égouts (réseaux unitaires ou séparatifs), Evacuation des eaux usées, Traitement des boues, vidange et nettoyage des fosses septiques.
- **Installation, Maintenance Et Réparation De Pompes Destinées A Tout Usage :** Tous travaux de réparation et d'entretien de pompes hydrauliques destinés à l'utilisation agricole et autres.

1.4 Structure organisationnelle

L'organisation mise en place consiste en la mobilisation des ressources humaines matérielles et financières pour atteindre les objectifs demandés par le groupe.

L'entreprise est composée de 101 employés en y retrouve :

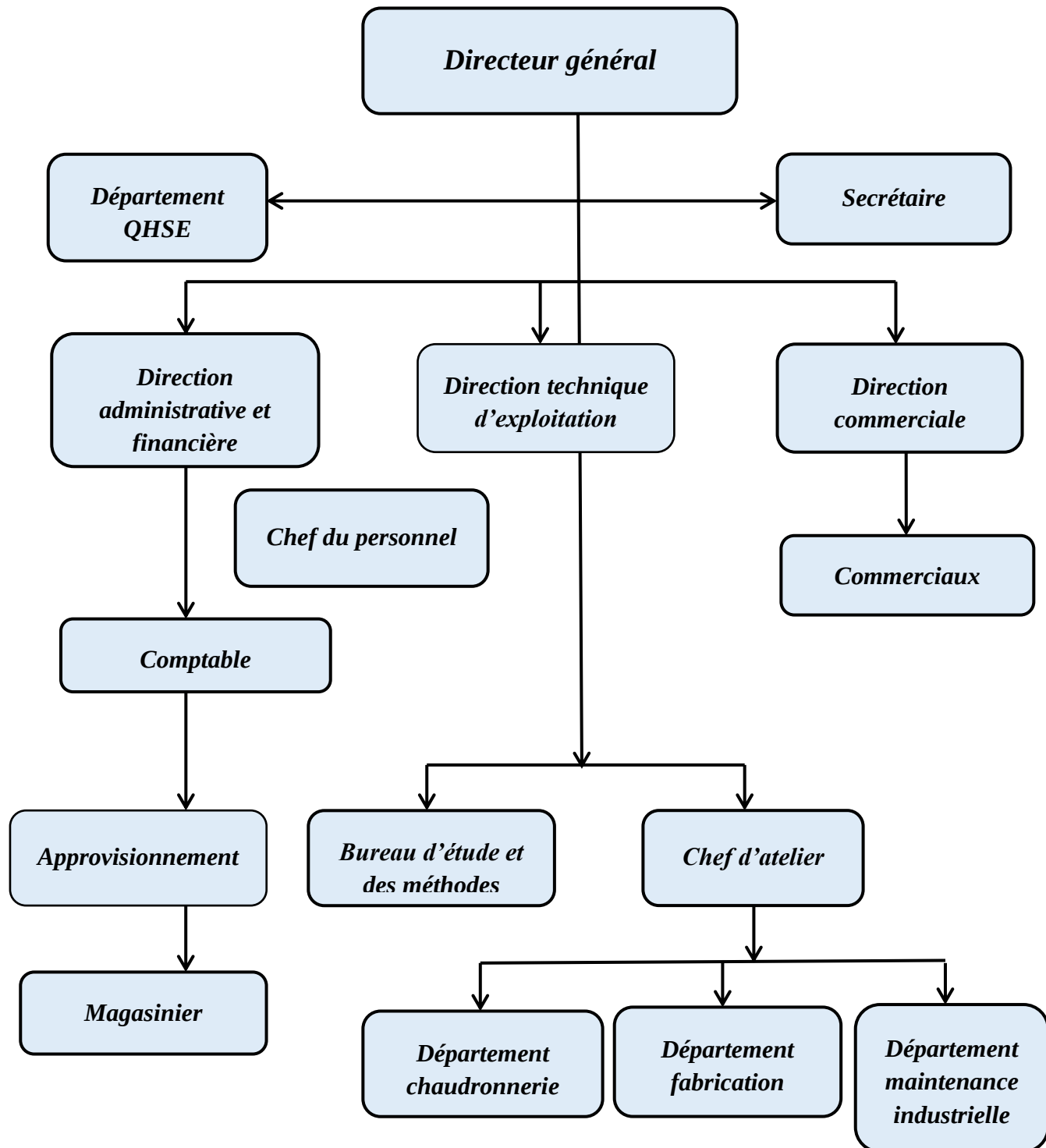
- Des techniciens supérieurs industriels,
- Chef de projet,
- Chef de chantier,
- Chef d'équipe, des électriciens industriels, Soudeur industriels, tuyauteurs et Monteurs...

D'après notre étude on a constaté, que la SARL MEIA PLUS à deux services les plus actifs et qui mènent l'entreprise à avoir une bonne rentabilité qui sont :

- Département fabrication ;
- Département maintenance industriels.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Figure n°8 : Organigramme de l'entreprise MEIA PLUS.



Source : élaboré par nos soins à partir des documents de la direction finance et comptabilité.

D'après la structure organisationnelle de la SARL MEIA PLUS nous pouvons déduire qu'elle est fondée sur une structure hiérarchique, car elle repose sur le principe **d'unicité de commandement**, dont chaque salarié ne dépend que d'un seul supérieur hiérarchique.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

1.5 Principaux domaines d'activité de l'entreprise

L'entreprise MEIA PLUS possède deux secteurs d'activité, industrielle et commerciale.

1.5.1 Domaine industriel

L'entreprise MEIA PLUS s'engage à travers ses sous-secteur à offrir une panoplie de services dans le secteur industriel concernant la fabrication le soudage et montage tuyauterie industrielle, et installation en tout genre de pompes et installation Hydro mécanique ; ainsi que plein d'autre opérations comme le montre le tableau suivant :

Tableau n°4 : *Les ateliers de la SARL MEIA PLUS.*

Les ateliers	Les opérations
Atelier 01	Soudure ; coupure des tubes pipe et les coudes de différents ongle 45°; 90° Raccordements des pièces, perçage
Atelier 02	Spécialiser dans 3 choses : Sablage ; galvanisation ; et peinture alimentaire

Source : Elaboré par nos soins sur la base des informations collectés à partir de l'entretien effectuée avec la directrice commerciale et administrative de la Sarl MEIA PLUS, Janvier 2021.

1.5.2 Domaine commercial

Dans le but de diversifier ses activités, la SARL MEIA PLUS en addition à son action sur le secteur industriel, a un secteur commercial ou elle procède à la vente de certains produits importés à une clientèle bien précise.

En effet, certains clients préfèrent avoir recours à la SARL MEIA PLUS pour l'achat de certains marchandises et produits en vue de la facilité des procédures de vente car Contrairement aux fournisseurs fabriquant qui exigent des contrats de ventes avec paiement effectué par chèque certifié, l'entreprise MEIA PLUS leur permet une vente plus avantageuse (rapport qualité/prix) avec des paiements à long terme.

Le tableau ci-dessous représente quelques produits commercialisés par MEIA PLUS:

Tableau n°5 : *Tableau des produits de l'entreprise MEIA PLUS.*

Produits	Origine	Utilité
POMPES	Allemagne entreprise « BAYER »	Il s'agit d'une pièce mécanique permettant de faire circuler un fluide sous pression
Tuyauterie inox	Allemagne entreprise « BAYER »	Tubes en aciers inoxydable utilisés pour véhiculer un liquide (eau, Gaz...etc.)
Tuyauterie en PHD	Allemagne entreprise « BAYER »	Tuyaux en matériaux de synthèse qui, par ses qualités, assurera l'acheminement d'un fluide pour tout

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

		type d'installation.
Régularisateur pression	Allemagne entreprise « BAYER »	Cet appareil réduit la pression de l'eau qui traverse une conduite, et permet d'obtenir à sa sortie une valeur réglée et constante.
Coudes	Alger Usine « ANABIB »	Raccordement utilisé entre les parties horizontales des tuyauteries
Vanne	Alger Usine « ANABIB »	Organe de réseau qui sert à ouvrir ou fermer complètement la section d'une conduite d'eau par exemple.
Pipe	Alger Usine « ANABIB »	Tuyau de section tubulaire, généralement mais pas nécessairement de section transversale circulaire, utilisé principalement pour transporter des substances qui peuvent s'écouler liquides et gaz (fluides), boues, poudres et masses de petits solides.

Source : Elaboré par nous-même à partir des informations obtenues de l'entretien avec la directrice commerciale et administrative de MEIA PLUS, Janvier 2021.

1.6 Collaborateurs de l'entreprise MEIA PLUS

L'entreprise MEIA PLUS réalise ses projets en collaboration avec deux entreprises allemandes: **MECSAL & MES**

1.6.1 MECSAL

L'entreprise MECSAL (sa dénomination est l'abréviation de : Mécanique Electrique Chimique Solution Algérie) dont le siège social est située au 09 Rue Marcello Fabri les Sources B.M.R Alger, représentée par THORSTEN DREYER, en sa qualité de Gérant, dûment habilitée à l'effet des présentes. Elle exerce plusieurs activités dans le domaine Concernant la tuyauterie et matériel hydraulique, Constructions hydrauliques, Travaux maritimes, hydrauliques et fluviaux.

MECSAL est une entreprise qui obtient les grands marchés nationaux dans l'industrie hydraulique et qui se charge de leurs études, elle s'engage avec la Sarl MEIA PLUS dans tous ses projets pour la fabrication, prés fabrication, montage, installation et la mise en service.

Afin de soutenir MEIA PLUS dans la réalisation du projet, MECSAL s'engage à lui verser une contribution de 50% à l'avance. Cette somme sera versée par virement ou chèque bancaire à l'ordre de Sarl MEIA PLUS à chaque début du projet.

la responsabilité de la SARL MECSAL est limitée au soutien apporté à la Sarl MEIA PLUS dans les conditions prédéfinies dans la convention, la Sarl MEIA PLUS conserve en conséquence l'entière responsabilité de la réalisation du Projet ainsi que, dans cette

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

perspective, de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.¹³⁰

1.6.2 MES

L'entreprise Allemande URBAIN représentée en France par la Société M.E.S, est SARL implantée à Bischwiller en Alsace, qui propose des machines-outils destinées à la menuiserie PVC.

Cette société a pour but de conseiller et proposer une gamme de machines et matériels destinée aux projets dans le domaine de la menuiserie PVC, bois, aluminium et mixte de la production artisanale à la production industrielle.

1.7 Grands clients de la Sarl MEIA PLUS

D'après notre étude on a constaté que chaque année, l'entreprise signe plus de 10 contrats avec plusieurs clients et parmi eux nous pouvons distinguer deux plus grands qui sont :

- COSIDER CANALISATION
- SONATRACH

1.7.1 COSIDER CANALISATION

COSIDER Canalisation, entreprise publique à aspect économique et la filiale la plus importante du Groupe COSIDER Spa de par son activité. Issue de la scission de la filiale COSIDER Travaux Publics, elle a été créée en janvier 2004.

Depuis, la filiale COSIDER Canalisation s'est spécialisée et a développé son savoir-faire jusqu'à devenir leader national et rivalisant avec les entreprises internationales dans la pose de canalisations. Elle s'est développée autour de trois axes majeurs stratégiques et particulièrement porteurs. Les principales missions de COSIDER Canalisations consistent en la prise en charge de projets de :

- Construction d'ouvrages destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou gazeux par oléoducs,
- Réalisation de tous types de canalisations hydrauliques,
- Réalisation d'installations de traitement d'eau potable et d'épuration des eaux usées.

Le principal défi de COSIDER Canalisation est de maintenir ses hauts standards de performance dans la pose de canalisations, avec à son actif la réalisation de plus de 2500 km de linéaire en 48 pouces, record mondial détenu depuis 2006.¹³¹

¹³⁰ Documents internes à l'entreprise MEIA PLUS (convention).

¹³¹ <http://www.cosider-groupe.dz/fr/cosider-canalisations>. Consulté le 09/02/2021

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

1.7.2 SONATRACH

SONATRACH (acronyme de « Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation et la Commercialisation des Hydrocarbures ») son siège social est situé à Djenane El Malik, Hydra, Alger, Algérie.

C'est une entreprise pétrolière et gazière algérienne (100% Etatique) créé le 31 décembre 1963 sous forme juridique de société par action (SPA).

C'est un acteur majeur de l'industrie pétrolière surnommé LA MAJORE AFRICAINE. SONATRACH est classée la première entreprise d'Afrique et dans le bassin méditerranéen, avec un chiffre d'affaire de 67,8 Milliards de Dollars et un résultat net de 207 Milliards de Dinars en 2016, douzième groupe pétrolier au niveau mondiale, quatrième exportateur de GNL¹³², et le troisième exportateur de GPL¹³³, ainsi que le cinquième exportateur de gaz naturel.

SONATRACH est une compagnie nationale algérienne (générant 30% de PNB de l'Algérie) d'envergure internationale, et la clé de voûte de l'économie algérienne.

1.8 Grandes réalisations de MEIA PLUS

Depuis son ouverture, la Sarl MEIA PLUS a réalisé plusieurs projets avec plusieurs clients, nous pouvons résumer ses plus grandes réalisations dans le tableau ci-dessous:

132 GNL : Gaz Naturel Liquéfié ; est un gaz de qualité commerciale condensé à l'état liquide, qui se compose essentiellement de Méthane mais comprend aussi jusqu'à 10% d'Ethane et de petite quantité d'autre gaz (Propane et Butane).

133 GPL : Gaz de Pétrole Liquéfié ; est un mélange d'hydrocarbures légers, stocké à l'état liquide et issu du raffinage du pétrole pour 40% et de traitement du gaz naturel pour 60%.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°6 : Tableau résumant les principaux projets de MEIA PLUS.

Année	2017	2018	2019
Réalisations	-Réalisation des transferts d'eau vers les hauts plateaux, notamment Sétif, à partir des deux wilayas de Jijel et Bejaia ; -Réalisation d'une bache flottante en faveur de COSIDER à Ain DEFLA; -Réalisation mécanique industrielle pour plusieurs pôles de COSIDER canalisation (pôle h22 siège à BATNA, pôle h27 siège à TEBESSA, pôle h35 siège à SETIF, pôle h34 siège à ORAN).	- MEIA PLUS a été félicité par le premier ministre Nouredine BEDOUI suite à la réalisation d'une station d'eau potable dans un délai qui n'a pas dépassé 15 jours à SETIF « MAHOUANE » ; -Réalisation d'un groupe électrogène pour COSIDER à Ain SALEH pour une durée de 25jours.	-MEIA PLUS a signé un contrat avec SONATRACH afin de réaliser la fabrication et montage des plaques solaires sur des MATS¹³⁴ dans le but de réaliser deux stations de panneaux solaires : • À ADRAR (durée du projet est de 5ans) ; • À Ain AMINAS (durée du projet est de 4ans). Notant bien que 80% de l'électricité produite par ces stations sera exportée à l'Afrique.

Source : Elaboré par nos soins sur la base des informations collectés à partir de l'entretien effectuée avec la directrice commerciale et administrative de la Sarl MEIA PLUS, Janvier 2021.

Section 02 : Analyse de la situation financière de MEIA PLUS

Une bonne situation financière d'une entreprise se caractérise par l'aptitude à conserver un degré de liquidité suffisant afin d'assurer en permanence sa solvabilité et de financer ainsi son cycle d'exploitation, réaliser ses investissements et régler ses fournisseurs dans un délai préfixé. Celle-ci résulte donc de l'opposition entre la liquidité des actifs et l'exigibilité de l'endettement. A ce titre ; après avoir présenté l'établissement d'accueil, nous allons donc tenter de :

- Analyser la situation financière de l'entreprise à moyen et long termes à travers les bilans et tableaux de comptes de résultats (TCR) ;
- Mettre en lumière comment les besoins financiers (liés à l'investissement ou à l'exploitation) sont financés à travers l'étude de l'équilibre financier par le fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie (FR, BFR et TN) ;

¹³⁴ Mât : est un long poteau dressé généralement sur le pont d'un navire pour porter à bord des voiliers mais aussi à bord d'autres bâtiments et installations radioélectriques.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

- Faire ressortir les ratios de structure et de rentabilité qui nous permettront de mieux comprendre sa situation financière ainsi que ses choix de financement.

2.1 Analyse des documents comptables de l'entreprise MEIA PLUS

Afin d'effectuer une analyse financière d'une entreprise nous allons tout d'abord analyser ses documents comptables tel que les bilans comptables et le tableau de compte de résultat.

2.1.1 Présentation des bilans de l'entreprise MEIA PLUS

Dans les tableaux suivants, nous allons présenter l'évolution des principales rubriques des bilans de l'entreprise MEIA PLUS durant quatre premières années d'exercices (2017/2018/ 2019/2020) ; Pour les bilans détaillés **voir les annexes n° 03, 04, 05 et 06** représentant successivement les exercices de 2017, 2018, 2019 et 2020.

✓ Bilans comptables

Les tableaux suivants représentent l'actif et le passif pour quatre années d'exercice (2017/2018/ 2019/2020)

Tableau n°7 : Actifs du bilan comptable.

Brut DA				
Libellé	Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020
Immobilisations incorporelles	-	65 000,00	65 000,00	89 730,00
Immobilisations corporelles	12 648 000,00	15 559 044,10	60 806 691,67	75 757 043,00
Total Actifs non courants	12 648 000,00	15 624 044,10	60 871 691,67	75 846 773,00
Stocks et encours	1 083 756,94	-	-	-
Créances et emplois assimilés	1 931 155,81	9 741 505,80	5 016 384,40	5 698 331,00
Disponibilités et assimilés	2 798 633,72	3 572 041,19	14 245 522,56	454 595,00
Total Actifs courants	5 813 546,47	13 313 546,99	19 261 906,96	6 152 927,00
Total Actifs	18 461 546,47	28 937 591,09	80 133 598,63	81 999 700,00

Source: Elaborer par nous-même sur la base des bilans comptables de l'entreprise MEAI PLUS, Janvier 2021.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°8 : Passifs du bilan comptable.

Brut DA				
Libellé	Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020
Capitaux propres	2 049 394,77	8 838 594,34	11 821 255,12	27 433 483,00
Total Passifs non courant	-	-	-	-
Total Passifs courant	16 156 468,36	18 872 794,22	63 257 535,79	44 099 528,00
Total Passifs	18 205 863,13	27 711 388,56	75 078 790,91	71 533 011,00

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Janvier 2021.

✓ **Bilans financiers**

Après les retraitements et les reclassements de certains comptes du bilan comptable nous avons pu obtenir le bilan financier avec des montants nets.

Tableau n°9 : Présentation du bilan financier (Emplois).

Net DA				
Emplois	Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020
Valeurs immobilisés	12 392 316,66	14 397 841,57	55 816 883,95	65 380 084,00
Valeurs d'exploitation	1 083 756,94	-	-	-
Valeurs réalisables	1 931 155,81	9 741 505,80	5 016 384,40	5 698 331,00
Valeurs disponibles	2 798 633,72	3 572 041,19	14 245 522,56	454 595,00
Total Emplois	18 205 863,13	27 711 388,56	75 078 790,91	71 533 011,00

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Février 2021.

Les montant en nettes sont obtenus par la formule suivantes :

Montant Net = Montant Brut – Amortissement / Provisions

Exemple : Pour l'année 2017

VI Net = VI Brut – Amort/Prov $\Rightarrow$ 12 392 316,66 = 12 648 000,00 – 255 683,34

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°10 : Présentation du bilan financier (Ressources).

Net DA

Ressources	Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019	Montant 2020
Capitaux propres	2 049 394,77	8 838 594,34	11 821 255,12	27 433 483,00
Dettes à long et moyen terme	-	-	-	-
Dettes à court terme	16 156 468,36	18 872 794,22	63 257 535,79	44 099 528,00
Total Ressources	18 205 863,13	27 711 388,56	75 078 790,91	71 533 011,00

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans de l'entreprise MEIA PLUS, Février 2021.

✓ Bilans financiers en grande masse

Les bilans obtenus après les reclassements des postes de l'actif et du passif nous a permis d'élaborer le bilan en grande masse :

Tableau n°11 : Bilan financier en grande masse de l'année 2017.

Emplois	Montant	%	Ressources	Montant	%
Valeurs Immobilisés	12 392 316,66	68,06	Capitaux propres	2 049 394,77	11,25
Valeurs d'Exploitation	1 083 756,94	5,95			
Valeurs Réalisables	1 931 155,81	10,60	Dettes à long et moyen terme	-	00
Valeurs Disponibles	2 798 633,72	15,37	Dettes à court terme	16 156 468,36	88,74
Σ Emplois	18 205 863,13	100%	Σ Ressources	18 205 863,13	100%

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Février 2021.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°12 : Bilan financier en grande masse de l'année 2018.

Emplois	Montant	%	Ressources	Montant	%
Valeurs Immobilisés	14 397 841,57	51,95	Capitaux propres	8 838 594,34	31,89
Valeurs d'Exploitation	–	00			
Valeurs Réalisables	9 741 505,80	35,15	Dettes à long et moyen terme	–	00
Valeurs Disponibles	3 572 041,19	12,89	Dettes à court terme	18 872 794,22	68,10
Σ Emplois	27 711 388,56	100%	Σ Ressources	27 711 388,56	100%

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Février 2021.

Tableau n°13 : Bilan financier en grande masse de l'année 2019.

Emplois	Montant	%	Ressources	Montant	%
Valeurs Immobilisés	55 816 883,95	74,34	Capitaux propres	11 821 255,12	15,74
Valeurs d'Exploitation	-	00			
Valeurs Réalisables	5 016 384,40	6,68	Dettes à long et moyen terme	-	00
Valeurs Disponibles	14 245 522,56	18,97	Dettes à court terme	63 257 535,79	84,25
Σ Emplois	75 078 790,91	100%	Σ Ressources	75 078 790,91	100%

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Février 2021.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°14 : Bilan financier en grande masse de l'année 2020.

Emplois	Montant	%	Ressources	Montant	%
Valeurs Immobilisés	65 380 084,00	91,39	Capitaux Propres	27 433 483,00	38,35
Valeurs d'Exploitation	-	-			
Valeurs Réalisables	5 698 331,00	7,96	Dettes à long et moyen terme	-	-
Valeurs Disponibles	454 595,00	0,63	Dettes à court terme	44 099 528,00	61,64
Σ Emplois	71 533 011,00	100%	Σ Ressources	71 533 011,00	100%

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Février 2021.

Interprétation des résultats obtenus des bilans financiers en grande masse

A la lecture des bilans des quatre années 2017, 2018, 2019 et 2020 nous constatons que l'entreprise MEIA PLUS réalise comme toute entreprise performante, un équilibre remarquable entre l'actif et passif qui s'explique par la bonne gestion des opérations commerciales pendant les quatre années étudiées.

➤ **Valeurs Immobilisés (VI)**

Les valeurs immobilisées de l'entreprise sont constituées principalement des immobilisations corporelles (bâtiments, autres immobilisations) et des immobilisations incorporelles.

La VI connaît une augmentation continue de 2017 à 2020. A la fin de l'année 2020 les montants des immobilisations représentent en moyenne 91,39% du total des actifs et cela est dû à l'achat de divers immobilisations corporelles et incorporelles (achat de logiciels et matériels de bureau,) ainsi que divers matériels nécessaires au bon fonctionnement de l'activité de l'entreprise notamment les véhicules de transport et matériels industriels (exemple : charriot élévateur).

➤ **Valeurs d'Exploitation (VE)**

Nous estimons que les valeurs d'exploitation sont constituées principalement des stocks et en-cours.

À l'année 2017, nous constatons une valeur de 10 837 556,94 DA équivalent à 5,95% du total des actifs qui ont été dégagés par la suite.

Cependant, durant les années qui suivent, nous remarquons que l'entreprise n'a pas constaté de stocks et ceci est dû au fait que l'entreprise n'achète pas pour stocker,

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

En effet, que ce soit pour la production ou pour la vente aux particuliers, l'entreprise n'achète que sur bon de commande.

➤ Valeurs Réalisables (VR)

Nous constatons que les valeurs réalisables de l'entreprise sont généralement constituées des créances clients ; autres débiteurs ; impôts et assimilés.

Les valeurs réalisables ont augmenté de l'année 2017 à 2018 de 10,60% à 35,15% suite à une augmentation des créances clients alors que de l'année 2019 à 2020 nous remarquons une baisse des créances clients suite à la récupération de ses créances.

➤ Valeurs Disponibles (VD)

Nous constatons que les valeurs disponibles de la SARL sont constituées uniquement de la trésorerie, dont les valeurs correspondent à 15,37% en 2017 ; 12,89% en 2018 ; 18,97% en 2019, et donc ; nous déduisons que l'entreprise garde trop de liquidité en trésorerie.

Notant bien, qu'une bonne gestion de cette dernière ne doit impérativement pas dépasser les 5%, c'est ce que l'entreprise a réussi à réaliser en 2020 en réduisant sa trésorerie jusqu'à 0,63%.

➤ Capitaux propres (CP)

Les capitaux propres de MEIA PLUS sont composés du capital émis, de prime et réserve consolidé, d'un résultat net et d'un report à nouveau.

Les associés de l'entreprise ont mis à sa disposition des fonds à long terme lors de sa création, cependant nous remarquons que les valeurs de capitaux propres sont insuffisantes durant les trois années d'exercice respectivement 11,25% ; 31,89% ; 15,74% ; 38,35%

En effet, cette situation est une conséquence de la décision des associés de garder la stagnation des capitaux propres en comptant sur le financement à court terme pour couvrir les emplois à long ainsi qu'à court terme de l'entreprise.

L'entreprise a donc eu recours aux fonds personnels des associés pour son financement et cette opération a été comptablement enregistré comme une dette au niveau du compte courant associé et assimilé d'où la hausse au niveau du passif circulant et la stagnation des capitaux propres.

➤ Dettes à long et moyens terme (DLMT)

Nous constatons l'absence des dettes à long et moyen terme durant ces quatre années d'exercice (2019/ 2018/ 2019/ 2020) car suite à diverses difficultés des procédures d'octroi de crédit concernant les entreprises naissantes en Algérie, l'entreprise a préféré se focaliser sur sa propre autonomie financière.

Cependant, en 2020, l'entreprise MEIA PLUS a contracté un crédit-bail auprès de la société MEGHREB LEASING dans le but d'acquérir une machine (plasma) qui a été enregistré par la suite dans le bilan de 2021.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

➤ Dettes à court terme (DCT)

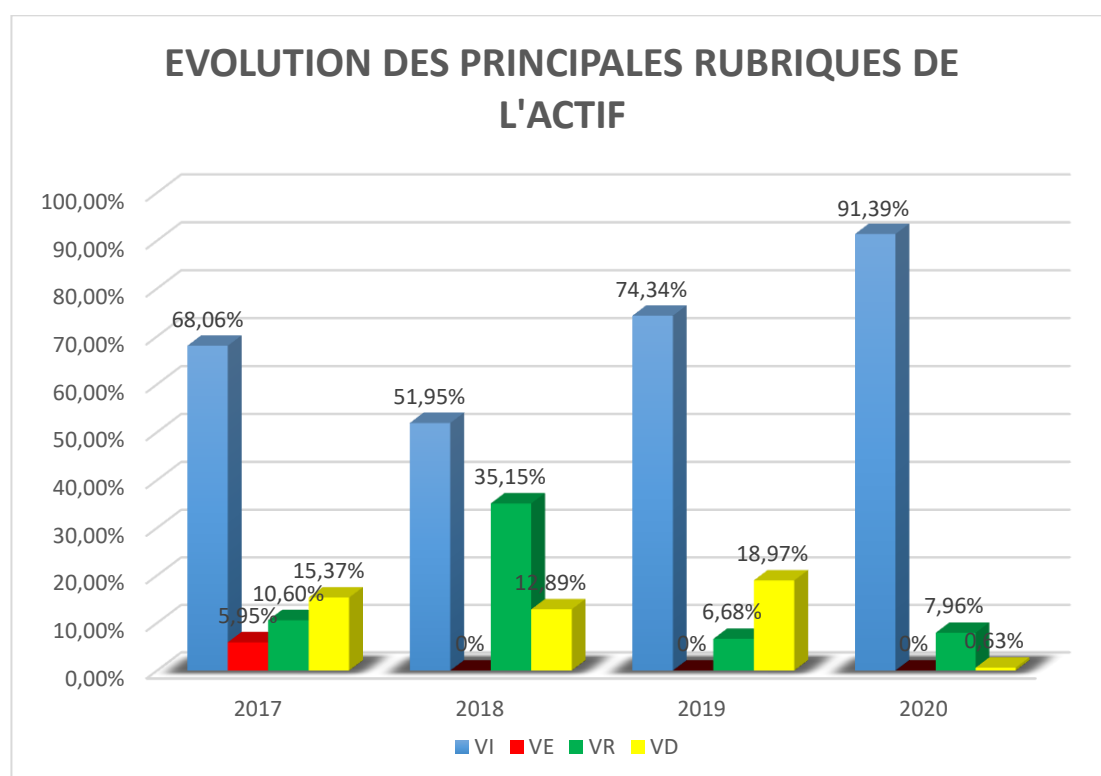
Les DCT de l'entreprise sont représentés principalement par les dettes fournisseurs et comptes rattachés, les impôts et les autres dettes.

Les DCT ont connu une baisse entre 2017 et 2018 essentiellement dû à la diminution des dettes fournisseurs et compte rattachés, d'impôts et autres dettes, résultant du règlement de ces dernières.

De 2018 à 2020 ; une hausse a été constatée dû au prolongement des délais de règlement des fournisseurs, notons bien que cette augmentation excessive des dettes à court terme est dû à l'achat de plusieurs véhicules en ayant recours aux fonds personnels du gérant représentée en comptabilité comme dettes associées.

De nos précédents calculs effectués, nous avons pu résumer les différents résultats obtenus dans les figures ci-dessous :

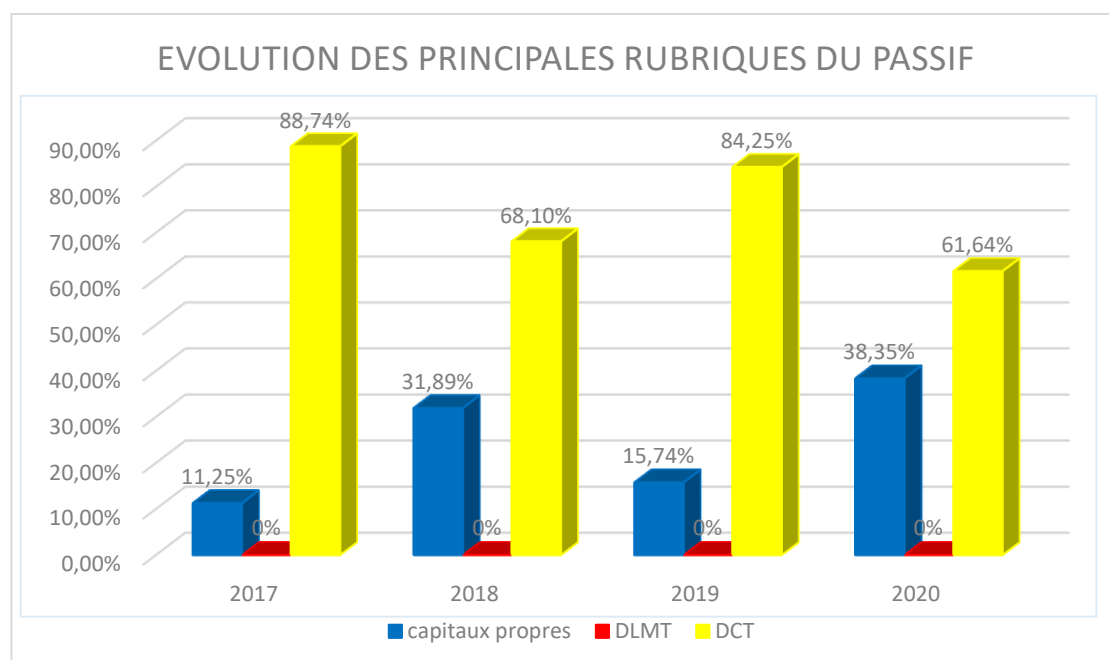
Figure n°9 : Evolution des principales rubriques de l'actif.



Source : Elaboré par nos soins à partir des résultats obtenus de bilan financier en grande masse.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Figure n°10 : Evolution des principales rubriques du passif.



Source : Elaboré par nos soins à partir des résultats obtenus de bilan financier en grande masse.

2.1.2 Présentation du tableau de compte de résultat (TCR)

Le tableau ci-dessous représente les comptes résultat pour les quatre années d'exercices (2017/ 2018/ 2019/ 2020).

Tableau n°15 : Présentation du tableau de compte de résultat pour les quatre années d'exercice.

Tableau de Compte de résultat				
Libellé	2017	2018	2019	2020
Ventes et produits annexes	28 900 815,31	116 328 819,28	119 623 661,36	122 674 786,00
Variation stocks produits finis et en cours				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation				
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE	28 900 815,31	116 328 819,28	119 623 661,36	122 674 786,00
Achats consommés	-8 527 323,82	-43 495 998,85	-37 990 137,93	
Services extérieur et autres consommations	-2 225 508,59	-17 626 331,44	-29 097 696,57	
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE	-10 752 832,41	-61 122 330,29	-67 087 834,50	-60 492 093,00
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I- II)	18 147 982,90	55 206 488,99	52 535 326,86	62 182 692,00
Charges de personnel	-15 920 760,75	-44 253 774,27	-42 856 356,21	-46 392 194,00
Impôts, Taxes et versements assimilés	-553 398,72	-1 686 871,64	-1 409 841,71	-1 354 036,00

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 673 823,43	9 265 843,08	8 269 128,94	14 436 461,00
Autres produits opérationnels		129 530,85	112 409,65	6,00
Autres charges opérationnelles	-39,32		-714746,34	-10 663,00
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	-255 683,34	-970 519,19	-3 828 605,19	-5 411 881,00
Reprise sur perte de valeur et provisions				
V-RESULTAT OPERATIONNEL	1 418 100,77	8 424 854,74	3 838 187,06	9 013 923,00
Produits financiers				
Charges financières		-43 127,04	-155 889,85	-165 926,00
VI-RESULTAT FINANCIER		-43 127,04	-155 889,85	-165 926,00
VII-ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+ VI)	1 418 100,77	8 381 727,70	3 682 297,21	8 847 997,00
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-368 706,00	-1 592 528,13	-699 636,43	-1 535 769,00
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires				
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	28 900 815,31	116 458 350,13	119 735 571,01	
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	-27 851 420,54	-109 669 150,56	-116 752 910,23	
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	1049394,77	6789199,57	2982660,78	
Eléments extraordinaires (produits)				
Eléments extraordinaires (charges)				
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE				
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1049394,77	6789199,57	2982660,78	7 312 228,00

Source : Etablie par nous-même sur la base des comptes résultats de l'entreprise MEIA PLUS, Février 2021.

2.2 Calcul des différents équilibres financiers

L'analyse financière est une approche rigoureuse des problèmes de l'entreprise permettant de rationaliser l'étude des données économiques et comptables. Elle se traduit par le calcul du FRN, du BFR et de la trésorerie nette (TN) de l'entreprise MEIA PLUS.

2.2.2. Equilibre financier à long terme (FRN)

Le FRN est un indicateur de l'équilibre financier à long terme, il représente la différence entre les capitaux permanents (les ressources stables) et les immobilisations (emploi stables) de l'entreprise. (Voir chapitre 01).

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°16 : Calcul du FRN par le haut du bilan.

Années Libellés	2017	2018	2019	2020
Capitaux Propres	2 049 394,77	8 838 594,34	11 821 255,12	27 433 483,00
Passif non courant	-	-	-	-
Actif Immobilisés	12 392 316,66	14 397 841,57	55 816 883,95	65 380 084,00
FRN	-10 342 921,89	-5 559 247,23	-43 995 628,83	-37 946 601,00

Source : Elaboré par nos soins à partir des bilans financiers, Février 2021.

Tableau n°17 : Calcul du FRN par le bas du bilan.

Année Libellés	2017	2018	2019	2020
Actif circulant	5 813 546,47	13 313 546,99	19 261 906,96	6 152 926,00
DCT	16 156 468,36	18 872 794,22	63 257 535,79	44 099 528,00
FRN	-10 342 921,89	-5 559 247,23	-43 995 628,83	-37 946 601,00

Source : Elaboré par nos soins à partir des bilans financiers, Février 2021.

Interprétation des résultats

De 2017 à 2020, l'entreprise est en déséquilibre financier à long terme car le FRN est négatif, ce qui signifie que les ressources permanentes (capitaux propres + DLMT) n'arrivent pas à couvrir ses investissements représentés par les différentes immobilisations, ce qui engendre l'absence d'une marge de sécurité qui lui permet de financer une partie des besoins d'exploitation.

Ainsi, les immobilisations sont financées par des sources de financement à court terme et cela est dû à la décision du gérant de la SARL MEIA PLUS.

2.2.3. Equilibre financier à court terme (BFR)

Le BFR est un indicateur de l'équilibre financier à court terme, il exprime le besoin de financement de l'activité de l'entreprise.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°18 : Calcul du BFR.

Années Libellés	2017	2018	2019	2020
Stocks	1 083 756,94	-	-	-
Créance	1 931 155,81	9 741 505,80	5 016 384,40	5 698 331,00
Passif courant	16 156 468,36	18 872 794,22	63 257 535,79	44 099 528,00
BFR	-13 141 555,61	-9 131 288,42	-58 241 151,39	-38 401 197,00

Source : Elaboré par nos soins à partir des bilans financiers, Février 2021.

Interprétation des résultats

Le BFR est négatif durant les quatre années, ce qui signifie que l'entreprise est déséquilibrée financièrement à court terme ce qui est traduit par l'incapacité de l'entreprise à assurer le remboursement de ses DCT par la transformation des valeurs d'exploitations et réalisables.

Le déséquilibre financier à court terme constaté sur les quatre années (2017/ 2018/ 2019/ 2020) est dû à la constante évolution du BFR.

2.2.4. Equilibre financier immédiat : Trésorerie Nette (TN).

La trésorerie nette correspond à la différence entre les FRN et le BFR ou bien à la différence entre la trésorerie active et la trésorerie passive.

Tableau n°19 : Calcul de la TN par la première méthode.

Année Libellés	2017	2018	2019	2020
Trésorerie Active	2 798 633,72	3 572 041,19	14 245 522,56	454 595,00
Trésorerie Passive	0	0	0	0
Trésorerie Nette	2 798 633,72	3 572 041,19	14 245 522,56	454 595,00

Source : Elaboré par nos soins sur la base des bilans financiers, Février 2021.

Tableau n°20 : Calcul de la TN par la deuxième méthode.

Années Libellés	2017	2018	2019	2020
FRN	-10 342 921,89	-5 559 247,23	-43 995 628,83	-37 946 601,00
BFR	-13 141 555,61	-9 131 288,42	-58 241 151,39	-38 401 197,00
Trésorerie Nette	2 798 633,72	3 572 041,19	14 245 522,56	454 596,00

Source : Elaboré par nos soins sur la base des bilans financiers, Février 2021.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

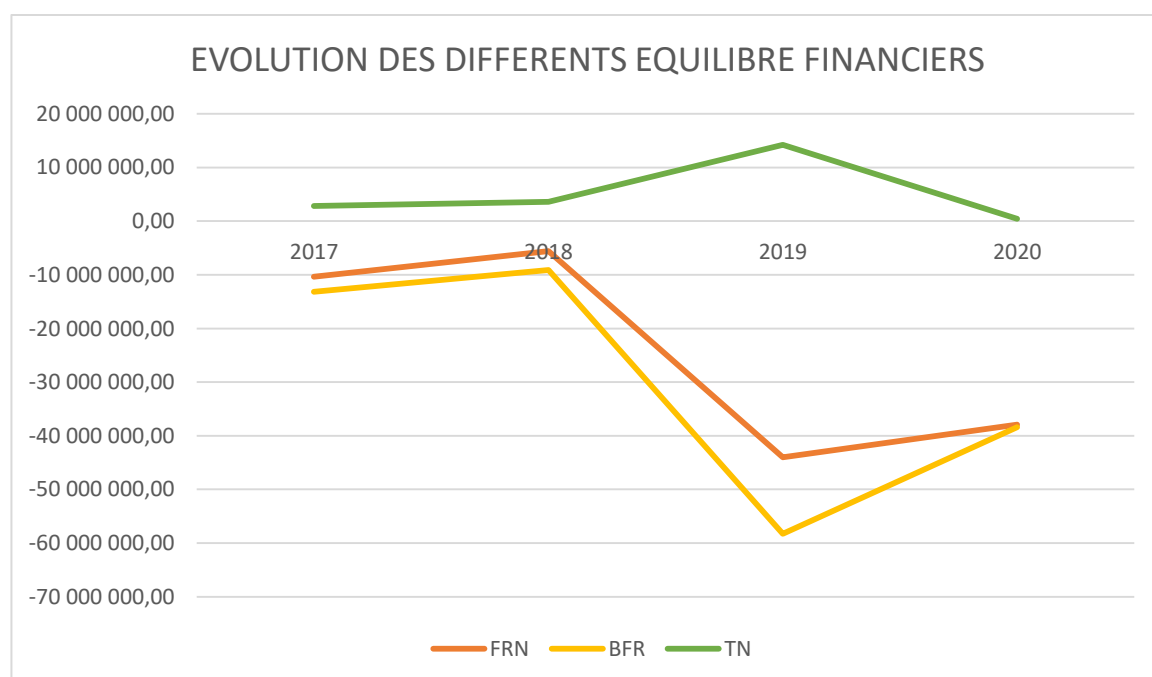
Interprétations

La trésorerie de l'entreprise MEIA PLUS durant les quatre années est positive ce qui signifie qu'elle dégage un excédent de liquidité durant les quatre années (2017/2018/2019/2020), dans ce cas la situation financière de l'entreprise traduit une essence de trésorerie puisqu'elle dispose de liquidité suffisante qui lui permet de rembourser ses dettes à l'échéance.

D'après tout ce qui précède, nous pouvons conclure que la MEIA PLUS est en situation d'équilibre financier immédiat.

De nos précédents calculs effectués, nous avons pu résumer les différents résultats obtenus dans les figures ci-dessous :

Figure n°11 : Présentation de l'évolution des différents équilibres financiers durant quatre années d'exercice.



Source : Elaboré par nos soins à partir des résultats obtenus des calculs précédemment effectués.

2.3 L'analyse de l'activité

2.3.1. Soldes intermédiaires de gestion (SIG)

D'après le tableau de compte de résultat nous pouvons dégager les soldes intermédiaires de gestion (SIG) présenté sous forme de rubriques dans le tableau suivant:

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°21 : Soldes intermédiaire de gestion (SIG).

(En DA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020
Production de l'exercice (X°)	28 900 815,31	116 328 819,28	119 623 661,36	122 674 786,00
Valeur Ajoutée (VA)	18 147 982,90	55 206 488,99	52 535 326,86	62 182 692,00
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	1 673 823,43	9 265 843,08	8 269 128,94	14 436 461,00
Résultat net avant impôts	1 418 100,77	8 381 727,70	3 682 297,21	8 847 997,00
Résultat Net (RN)	1 049 394,77	6 789 199,57	2 982 660,78	7 312 228,00

Source : Elaboré par nous-même sur la base des tableaux de compte de résultat, Février 2021.

Quelques remarques peuvent être dégagées du Tableau précédent:

➤ Production de l'exercice

L'entreprise a réalisé une production importante d'environ 28 millions de dinars en 2017 sachant que c'est sa première année d'exercice, en 2018 elle a connu une augmentation remarquable de 116 millions et cela est dû à la rentabilité de ses multiples projets au niveau national surtout celui réalisé à Sétif (réalisation d'une station d'eau potable en 15 jours). Tant dis qu'en 2019 et 2020, l'entreprise réalise approximativement la même production.

➤ Valeur Ajoutée

La VA dégagée par l'entreprise MEIA PLUS a enregistré une progression croissante entre 2017 et 2018 dû à l'augmentation de la production de l'exercice, et une faible diminution constatée en 2019 dû à l'augmentation des consommations de l'exercice, tant dis qu'en 2020 ; une évolution de la VA a été marqué suite à l'augmentation de la production et la diminution de la consommation de l'exercice.

➤ Excédent Brut d'Exploitation

C'est la part de la valeur ajoutée qui revient à l'entreprise, cet indicateur est positif durant les quatre années ce qu'on appelle excédent brut d'exploitation suffisant.

Nous avons remarqué une forte augmentation de l'EBE de l'année 2017 à 2018 passé de 1 673 823,43 DA à 9 265 843,08 DA ; et cela s'explique par l'augmentation de la valeur ajoutée et la diminution des montants des impôts et taxes.

En contrepartie une diminution insignifiante a été marquée durant l'année 2019 d'un montant de 8 269 128,94 DA. En 2020 ; l'EBE a évolué d'un montant de 14 436 461,00.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

➤ **Résultat Net**

Le résultat net de l'entreprise est positif grâce à l'importance du chiffre d'affaire réalisé et la réduction des charges de l'entreprise pendant les années au cours desquelles elle a engendré des résultats assez significatifs.

A partir de l'entretien effectué avec la directrice commerciale et administrative pour connaître la raison ou bien la stratégie qui pousse l'entreprise à réaliser un résultat net positif ; elle nous a bien expliqué et démontré que l'entreprise dispose d'une bonne condition financière avec ses clients.

En effet ; la SARL MEIA PLUS exige de ses clients une avance de 40% et ceci avant d'entamer n'importe quel projet, ceci explique donc la raison pour laquelle l'entreprise n'est pas exposée à un manque de liquidité.

2.3.2. La capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF peut être calculée selon deux méthodes précédemment citées (chapitre 2, section 1) :

Tableau n°22 : Calcul de la CAF par la méthode du Résultat Net de l'exercice.

Eléments	2017	2018	2019	2020
Résultat net de l'exercice	1 049 394,77	6 789 199,57	2 982 660,78	7 312 228,00
(+) Dotations aux amortissements et provisions	255 683,34	970 519,19	3 828 605,19	5 411 881,00
(-) Reprises sur amortissements et provisions	0	0	0	0
(+) Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	0	0	0	0
(-) Produits de cessions	0	0	0	0
(-) Subvention d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	0
=CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 305 078,11	7 759 718,76	6 811 265,97	12 724 109,00

Source : Elaboré par nos soins à partir du TCR.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°23: *Calcul de la CAF par la méthode de l'Excédent Brut de l'Exploitation.*

Eléments	2017	2018	2019	2020
Excédent brut d'exploitation	1 673 823,43	9 265 843,08	8 269 128,94	14 436 461,00
(+) Transferts de charges d'exploitation	0	0	0	0
(+) Autres produits d'exploitation		129 530,85	112 409,65	6
(-) Autres charges d'exploitation	-39,32	0	-714 746,34	10 663,00
(+) Produits financiers (sauf reprises sur provisions)	0	0	0	0
(-) Charges financières (sauf dotations)	0	-43 127,04	-155 889,85	-165 926,00
(+) Produits exceptionnels (sauf reprises et produits de cession)	0	0	0	0
(-) Charges exceptionnelles (sauf dotations et valeur nette comptable des éléments d'actif cédés)	0	0	0	0
(-) Participations des salariés	0	0	0	0
(-) Impôts sur les bénéfices	-368706,00	-1 592 528,13	-699 636,43	-1 535 769,00
=CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 305 078,11	7 759 718,76	6 811 265,97	12 724 109,00

Source : Elaboré par nos soins à partir du TCR.

Interprétation

Nous constatant que la SARL MEIA PLUS a réalisé une capacité d'autofinancement nettement positive durant les quatre années (2017/ 2018/ 2019/ 2020), ça signifie que l'entreprise dégager un surplus monétaire et dispose des possibilités de financement de la croissance de l'activité financière des nouveaux investissements et de remboursement de ses crédits.

La CAF exprime la capacité de l'entreprise MEIA PLUS à financer :

- L'acquisition d'immobilisation ;
- L'augmentation du fonds de roulement ;
- Le renouvellement de ses actifs immobilisés.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

2.4 Analyse par méthode des ratios

Les ratios du bilan qui évaluent la structure, la gestion et la rentabilité de l'entreprise sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau n°24 : Présentation des Ratios de structure.

Nature	Ratios	Formule	2017	2018	2019	2020
Structure	Ratios relatifs à l'actif	$\frac{\text{Immobilisations}}{\text{Total Actif}}$	68,06	51,95	74,34	91,39
		$\frac{\text{V. d'exploitation}}{\text{Total Actif}}$	5,95	00	00	00
		$\frac{\text{V. réalisables} + \text{V. disponibles}}{\text{Total Actif}}$	25,97	48,04	25,65	8,59
	Ratios relatifs au passif	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total Passif}}$	11,25	31,89	15,74	38,35
		$\frac{\text{Capitaux étrangers}}{\text{Total passif}}$	00	00	00	00
		$\frac{\text{Dettes à court terme}}{\text{Total passif}}$	88,74	68,10	84,25	61,64
	Ratio de financement	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Investissement (+stocks outil)}}$	16,53	61,38	21,17	41,95
	Ratio d'autonomie financière	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\Sigma \text{ Dettes}}$	12,68	46,83	18,68	62,20
	Ratios de liquidité de l'actif	$\frac{\text{Actif circulant}}{\text{Total Actif}}$	31,93	48,04	25,65	8,60
Gestion	Ratio de liquidité	$\frac{\text{Actif circulant}}{\text{DCT}}$	35,98	70,54	30,44	13,95
	Ratio de trésorerie relative	$\frac{\text{V. réalisables} + \text{V. disponibles}}{\text{DCT}}$	29,27	70,54	30,44	13,95
Rentabilité globale	Ratio de trésorerie immédiat	$\frac{\text{Disponibilité}}{\text{DCT}}$	17,32	18,92	22,51	1,03
	Ratio de rentabilité des capitaux	$\frac{\text{Chiffre d'affaire net}}{\text{Capitaux propres}}$	14,10	13,16	10,11	4,47
Rentabilité globale	Ratio de rendement financier	$\frac{\text{Résultat net} \times 100}{\text{Capitaux propres}}$	51,20	76,81	25,23	26,65

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Rentabilité économique	Ratio de rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat net} + \text{Intérêts des capitaux empruntés} \times 100}{\text{Capitaux propres} + \text{capitaux étrangers}}$	51,20	76,81	25,23	26,65
------------------------	---------------------------------	---	-------	-------	-------	-------

Source : Etablie par nos soins en s'inspirant de l'ouvrage de LOTMANI N¹³⁵, Février 2021.

Commentaires

- **Ratio d'autonomie financière :** nous remarquons à première vue que ce ratio varie de 12,68% en 2017 à 46,83 en 2018 ; durant les deux premières années l'entreprise a donc réussi à se stabiliser financièrement et d'augmenter son autonomie financière.

En 2019, le ratio a diminué à 18,68%, en effet, durant cette année l'entreprise à augmenter son actif non circulant en achetant des immobilisations par le biais du passif circulant, ceci est donc apparu par la hausse des DCT et ainsi la réduction du ratio d'autonomie financière.

En 2020, l'entreprise a procédé à une augmentation du capital par la conversion des dettes, et ceci dans le but de régulariser son autonomie financière ce qui a fait augmenter le ratio à 62,50% et donc supérieur à 50% ;

L'entreprise est ainsi donc considérée comme indépendante financièrement, autrement dit, que ses capitaux propres arrivent à couvrir ses dettes.

Section 3: Sources de financement de l'entreprise MEIA PLUS et critères d'aide à la décision financière.

Le choix des moyens de financement ne se fait pas dans l'absolue, mais toujours par rapport aux besoins. La SARL MEIA PLUS traite de manières différentes le financement de son exploitation courante et le financement de son investissement. Une bonne gestion financière doit permettre une adéquation parfaite entre besoins et moyens de financement. La maîtrise des coûts de financement est un critère déterminant d'une gestion saine. L'entreprise doit s'adapter continuellement à l'évolution de son environnement et définir les moyens et actions nécessaires pour atteindre ses objectifs. Elle doit donc prendre de multiples décisions influencées par de nombreux facteurs. (Voir chapitre2)

¹³⁵ LOTMANI N., « Introduction à l'Analyse Financière », édition Pages bleues, Algérie, 2008, p. 70-71- 72-73.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Les sources de financement choisies par l'entreprise MEIA PLUS permettent-elles de préserver son indépendance, sa sécurité et son efficacité ?

Nous précéderons à l'analyse des sources de financement choisie par l'entreprise MEIA PLUS à court et à long termes, qui sont les suivants :

- ✓ A long terme : Autofinancement / Augmentation du capital ;
- ✓ A court terme : dettes associées /Crédit fournisseur.

3.1. Analyse des sources de financement choisies par l'entreprise MEIA PLUS

Notre analyse sera basée sur l'étude des éléments qui composent les fonds propres et les DMLT de l'entreprise MEIA PLUS à long terme et les DCT à court terme afin de pouvoir déterminer les types de financement auxquels elle a eu recours.

3.1.1. Les capitaux Propres (CP)

A partir du bilan de l'entreprise MEIA PLUS, les CP sont constitués des éléments qui sont donnés dans le tableau ci-après :

Tableau n°25 : Structure des capitaux de l'entreprise MEIA PLUS.

(En DA)

Année	2017	2018	2019	2020
Eléments				
Capital émis	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	20 000 000,00
Primes et réserves	/	52 469,70	100 000,00	100 000,00
Résultat net	1 049 394,77	6 789 199,57	2 982 660,78	7 312 228,00
Report à nouveau	/	996 925,07	7 738 594,34	21 255,00
Total capitaux propre	2 049 394,77	8 838 594,34	11 821 255,12	27 433 483,00

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptable de MEIA PLUS, Mars 2021.

- Le montant des fonds propres connaît une évolution soutenue entre 2017 et 2020, ce qui lui procure une autonomie financière.

$$\text{Ratio d'indépendance financière} = \frac{\text{Capitaux Propres}}{\text{Total des Passif}}$$

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°26 : Ratio d'indépendance financière (IF).

(En %)

Années	2017	2018	2019	2020
Capitaux Propres	2 049 394,77	8 838 594,34	11 821 255,12	27 433 483,00
Total Passif	18 205 863,13	27 711 388,56	75 078 790,91	71 533 011,00
IF%	11,25	31,89	15,74	38, 35

Source : Elaboré par nos soins à partir des bilans financiers, Mars 2021.

Ce ratio mesure le degré d'indépendance financière de l'entreprise, il permet de donner un aperçu général sur la dépendance de l'entreprise vis-à-vis de ses créanciers. Autrement dit, le ratio IF nous permet d'apprécier la solvabilité de l'entreprise, la capacité de remboursement des créanciers en cas de liquidation de l'entreprise. Ce ratio est normé à 50%.

En faisant référence aux données du tableau n°21, nous remarquons que l'entreprise n'est pas indépendante financièrement.

En effet, les résultats du ratio sont inférieurs à la norme prescrite (50%), ce qui démontre la non-indépendance financière de l'entreprise,

Cependant, en procédant à une recherche plus approfondie au sein de l'entreprise, nous avons constaté qu'en réalité l'entreprise n'est pas dépendante envers ses créanciers puisque la SARL MEIA PLUS n'a pas de retard de paiement pour ce qui concerne ses fournisseurs,

La raison donc de cette non-indépendance financière réside dans les dettes associées énorme que possède l'entreprise envers ses associées, comme nous l'avons déjà expliqué. (Voir chapitre 3, section 2)

3.1.2. Les dettes à long et moyen termes (DLMT)

D'après la lecture des bilans des quatre années d'exercice de l'entreprise MEIA PLUS ainsi que les résultats obtenus des ratios précédemment calculés nous avons constaté que cette dernière n'a pas contracté aucun emprunt à long terme et ceci en raison des procédures bancaires non favorables.

En effet, pour apprécier financièrement une entreprise, la banque doit faire une étude de bilan qui est essentiellement portée sur l'utilisation des ratios, c'est-à-dire des rapports et des coefficients types qui facilitent une étude plus précise et plus rationnelle, de la santé économique et financière de l'entreprise.

L'étude de la structure financière et de la situation de trésorerie d'une entreprise se font sur **le bilan le plus récent**, mais pour apprécier les résultats et la gestion, il est toujours recommandé de disposer de **plusieurs bilans et de plusieurs comptes de résultats**.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Une situation de trésorerie est l'aptitude d'une entreprise à faire face à ses échéances. Certaines entreprises règlent facilement, nous disons alors que leur trésorerie est large ou à l'aise.

D'autres ont plus de peine à honorer leurs dettes et leur situation de trésorerie est dite étroite ou difficile. L'étude d'une situation de trésorerie consiste à rechercher dans quelles conditions une entreprise peut faire face à ses échéances¹³⁶.

A ce titre nous pouvons constater que le moyen le plus efficace qu'utilise une banque pour limiter ses risques, demeure l'étude attentive et pertinente de la situation de l'entreprise à financer. Et cela à travers l'analyse de ces derniers **bilans respectifs à ses dernières années d'exercices** chose que MEIA PLUS ne pouvait pas s'approprier vu que cette dernière était encore une nouvelle entreprise.

Rappelons que durant la fin de l'année 2020 l'entreprise MEIA PLUS a pu enfin contracter un crédit-bail auprès de MAGHREB leasing afin d'acquérir une machine (plasma) et cela dans le but d'améliorer sa production.

3.1.3. Les dettes à court terme (DCT)

Les DCT de l'entreprise MEIA PLUS peuvent être présentées à travers le tableau ci-après :

Tableau n°27 : *Les dettes à court terme contractées par l'entreprise MEIA PLUS.*

(En DA)

Année	2017	2018	2019	2020
Eléments				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 988 438,96	6 454 867,35	36 694 560,16	26 282 973,00
Impôts	2 274 711,94	3 956 665,36	6 848 100,52	13 513 869,00
Autres dettes	893 317,46	8 461 261,51	19 714 875,11	4 302 685,00
Total Dette à Court Terme	16 156 468,36	18 872 794,22	63 257 535,79	44 099 528,00

Source : Elaboré par nous-même sur la base des bilans comptable de MEIA PLUS, Mars 2021.

- **Les dettes fournisseurs :** consiste en les factures reçues par l'entreprise de la part de ses fournisseurs qui ne sont pas encore payées mais qui devraient l'être sans tarder. Elles connaissent une augmentation sur la période (2017 à 2019) et cela s'explique par l'importance des matières premières ainsi que des matériels industriels achetés pour la réalisation des travaux et ceci en raison des nombreux marchés et contrat détenus par l'entreprise,

¹³⁶ HADJ SADOK T., « Les risques de l'entreprise et de la banque », édition DAHLAB, Alger, 2007, p 100

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Les impôts : Pour l'entreprise MEIA PLUS les impôts ont connu une évolution continue au cours de la période étudiée (sauf entre 2017 et 2018).

En effet, ce montant représente pour les quatre années des dettes fiscales relatives au paiement de la Taxe sur l'activité professionnelle (TAP), la TVA à payer, l'IRG sur Salaire et l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) concernant les mois de décembre,

Suivant la réglementation fiscale algérienne, cette dette sera réglée entre le 01 janvier et le 20 janvier de l'année suivante.

➤ **Autres dettes :** il s'agit des dettes autres que les dettes fournisseurs.

Dans notre cas, ces dettes représentent les salaires nets à payer pour le mois de décembre ainsi que les charges sociales relatives tels que les déclarations CNAS et CACOBATPH, Ces dettes seront réglées au cours du mois de janvier de l'année suivante.

3.2. Origine du financement de l'entreprise

3.2.1. Le financement à long terme

Pour financer ses activités à long terme, l'entreprise MEIA PLUS recourt à diverses sources de financement telles que l'autofinancement et l'augmentation de capital.

✓ L'autofinancement

L'entreprise MEIA PLUS dégage une capacité d'autofinancement qui résulte de la différence entre ses produits encaissables (chiffre d'affaire) et ses charges décaissables (divers frais). Pour investir et augmenter son fonds de roulement, l'entreprise utilise la CAF.

L'autofinancement correspond à la partie de la CAF qui reste à la disposition de l'entreprise après distribution des dividendes.

$$\text{L'autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes distribués}$$

Tableau n°28 : *L'autofinancement de MEIA PLUS entre 2017 et 2020.*

Années	2017	2018	2019	2020
CAF	1 305 078,11	7 759 718,76	6 811 265,97	12 724 109,00
Dividendes distribués	-	-	-	-
Autofinancement	1 305 078,11	7 759 718,76	6 811 265,97	12 724 109,00

Source : Elaboré par nos soins à partir des calculs précédemment effectués, Mars, 2021.

L'entreprise MEIA PLUS dégage une capacité d'autofinancement, généralement utilisés pour augmenter son fonds de roulement. L'autofinancement est un surplus monétaire, qui assure l'indépendance financière.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

✓ **L'augmentation de capital**

Grâce aux informations données dans les bilans étudiés, l'entreprise MEIA PLUS procède à l'augmentation de son capital pour financer son développement, par :

- L'augmentation du capital par conversion de dettes associées;
- Augmentation du capital par affectation du résultat des exercices antérieurs.

Tableau n°29 : L'affectation du résultat net d'exercice de 2017 à 2020.

(En DA)

Désignation (2017)	Origine	Désignation (2018)	Affectation
Résultat de l'exercice	1 049 394,77	Réserves légale	52 469,70
		Report à nouveau	996 925,07
Total	1 049 394,77	Total	1 049 394,77
Désignation (2018)	Origine	Désignation (2019)	Affectation
Résultat de l'exercice	6 789 199,57	Réserves légale	100 000,00
		Report à nouveau	7 738 594,34
Primes et réserves	52 469,70		
Report à nouveau	996 925,07		
Total	7 838 594,34	Total	7 838 594,34
Désignation (2019)	Origine	Désignation (2020)	Affectation
Dettes associés	9 200 000,00	Capital émis	19 900 000,00
Résultat de l'exercice	2 982 661,00	Réserves légale	100 000,00
		Report à nouveau	21 255,00
Réserve légale	100 000,00		
Report à nouveau	7 738 594,00		
Total	20 021 255,00	Total	20 021 255,00

Source : Elaborer par nos soins à partir des documents comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Mars 2021.

Commentaires

De 2017 à 2019 la SARL MEIA PLUS a affecté ses résultats nets en apports à nouveaux et en réserve légale, ce qui a permis de transformer ce même résultat en capital émis en procédant à une augmentation de son capital social.

Ainsi, l'entreprise MEIA PLUS s'est procuré de nouvelles ressources dans l'objet est de développer son activité.

En plus de l'augmentation par affectation des résultats, l'entreprise MEIA PLUS a converti en capital une partie de ses dettes associés (pourcentage KACED et HAMDANI) ce qui lui a permis :

- D'augmenter ses capitaux propres sans avoir recours à l'endettement ;
- Diminuer ses coûts de financement ;

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

- Assainir la situation financière de l'entreprise.

3.2.2. Les sources de financement à court terme

Sur le court terme, l'entreprise MEIA PLUS cherche à équilibrer les entrées et sorties d'argent par opérations courantes d'exploitation, c'est-à-dire par les encaissements des produits des ventes et les décaissements des charges de commercialisation.

Pour assurer sa solvabilité à court terme et optimiser son résultat financier, la SARL MEIA PLUS choisie :

- Le financement des produits et machines industrielle importer à travers L'Agence nationale de développement de l'investissement (A.N.D.I)
- Le financement à court terme par des dettes associe et crédit fournisseurs.

✓ État des lieux de la relation de la SARL MEIA PLUS avec l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (A.N.D.I)

La SARL MEIA PLUS s'est dirigé vers les services de l'ANDI en Octobre 2020 dans le but d'acquérir du matériel industriel inscrit dans la liste des biens **voir annexe n°07** comme par exemple les coupes PLASMA en hors taxe (sans TVA).

La raison pour laquelle la relation MEIA PLUS / ANDI est récente s'explique par les multiples conditions fixées par l'ANDI dont la plus exigée est les montants assez importants de l'investissement fixé à un seuil prédéfini (cinq milliards de dinars).

✓ Le financement à court terme par les dettes associées

Le compte associe de MEIA PLUS contient des sommes très importantes et disponibles pendant les quatre années d'exercice.

En effet, durant les quatre années d'activités, l'entreprise a financé diverses opérations de son activité d'exploitation en ayant recours aux fonds personnels du gérant, ce qui représente en une façon un moyen de financement à court terme en le comptabilisant comme dettes envers l'associé.

En 2020, le gérant a renoncé au recouvrement de sa dette et de ce fait cette dernière a été intégrée dans le capital de l'entreprise. Une fois intégrés dans les fonds propres, la dette envers les associés a été annulée.

En d'autre terme, cette conversion de dette peut être considérée comme un don que Mr. KACED a accordé à sa propre entreprise.

Ce type de financement est très répandu dans les sociétés à responsabilité limité et société anonyme et il a l'avantage d'assurer une certaine indépendance financière tout en gardant le contrôle de l'entreprise.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

✓ Le financement à court terme par le crédit fournisseurs

MEIA PLUS a contracté un crédit auprès d'un fournisseur durant l'année 2018(la commande) qui a été livré en 2020 pour l'achat d'un clarque télescopique.

Les caractéristiques de ce crédit sont les suivantes :

- ❖ **La durée** : est de 6mois
- ❖ **Le paiement** : La première tranche est de 30% du montant du qui a été payé le jour de conclusion du contrat. La deuxième tranche est de 70% payé chaque mois pour une durée de 6 mois.

3.3. Les sources de financement et les critères d'aide à la décision financière de l'entreprise MEIA PLUS

Lorsqu'il s'agit de prendre une décision, plusieurs facteurs sont mis en échec, pour ce qui est de la SARL MEIA PLUS il est évidents que le facteur « **dirigeant propriétaire** » a une grande influence sur la structure de cette dernière ainsi que sur l'origine de ses sources de financement.

En effet, le fait que le dirigeant de l'entreprise Mr KACED soit en même temps un de ses propriétaires majoritaires a influencé en grande partie la manière dont cette dernière se finance et c'est pour cela qu'elle est moins endettée car un dirigeant propriétaire a tendance à recourir à ses propres moyens pour couvrir certaines charges de l'entreprise lorsqu'il voit que la situation l'exige.

Les outils d'aide à la prise de décisions utilisées par l'entreprise MEIA PLUS, représentent les méthodes et les techniques qui permettent de présenter sa situation financière et cela pour prévoir les moyens financiers nécessaires au financement de ses activités de travaux industriel.

Par ailleurs l'analyse de ces grands équilibres financiers et comptables est préalable à toute action commerciale ou technique. Pour cela, il est nécessaire de maîtriser un certain nombre d'outils d'analyse pour évaluer au mieux la situation financière.

Afin de mieux évaluer l'entreprise MEIA PLUS et répondre à notre problématique ; nous avons opter pour le calcul des ratios suivant :

❖ Ratio de rendement des capitaux propres

Ce ratio mesure la rentabilité des capitaux propres, c'est-à-dire le bénéfice après impôts obtenu pour chaque dinar de capitaux propres investi :

$$\text{Ratio de Rendement des Capitaux Propres} = \frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux Propres}}$$

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Tableau n°30 : Ratio de rendement des capitaux propres.

(En %)

Année	2017	2018	2019	2020
Résultat net	1 049 394,77	6 789 199,57	2 982 660,78	7 312 228,00
Capitaux propres	2 049 394,77	8 838 594,34	11 821 255,12	27 433 483,00
Résultat des CP	0,51	0,76	0,25	0,27

Source : Calculs effectués par nos soins sur la base des documents internes à l'entreprise, Mars 2021.

Commentaire

Nous remarquons une forte rentabilité des capitaux propres en 2018 grâce à une croissance du résultat net, en même temps on constate une baisse entre 2019 et 2020 suite à une diminution du résultat net et une augmentation des primes et réserves. La norme de ce ratio doit être inférieure à 1.

❖ Ratio de solvabilité

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes. Plus ce ratio est supérieur à 1 ou à 100%, plus l'entreprise est en mesure de respecter ses engagements.

$$\text{Ratio de solvabilité} = \frac{\text{Total Actif}}{\text{Dettes globales}}$$

Tableau n°31 : Ratio de solvabilité.

(En %)

Année	2017	2018	2019	2020
Total actif	18 205 863,13	27 711 388,56	75 078 790,91	71 533 011,00
Dettes globales	16 156 468,36	18 872 794,22	63 257 535,79	44 099 528,00
Solvabilités	1,12	1,46	1,18	1,62

Source : Calculs effectués par nos soins sur la base des documents internes à l'entreprise, Mars 2021.

Commentaire

Dans le cas de l'entreprise MEIA PLUS, l'entreprise dispose d'une très grande solvabilité, c'est-à-dire qu'elle est en mesure de respecter ses échéances sur toute la période (2017- 2020). Mais nous constatant une diminution entre la période qui s'étend de 2018 à 2019 et cela est dû à l'augmentation des dettes financières malgré l'évolution du total des actifs.

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

❖ Liquidité générale

Appelé aussi ratio de fonds de roulement. Ce ratio mesure le montant des liquidités (en caisse et éléments d'actif facilement convertibles), c'est-à-dire la capacité de l'entreprise à respecter ses engagements ou ses échéances à court terme. Quand le ratio est supérieur à 1, cela indique que l'entreprise est solvable.

$$\text{Liquidité générale} = \frac{\text{Actif circulant}}{\text{Passif circulant}}$$

Tableau n°32 : Ratio de liquidité générale.

(En DA)

Années	2017	2018	2019	2020
Actif circulant	5 813 546,47	13 313 546,99	19 261 906,96	6 152 926,00
Passif circulant	16 156 468,36	18 872 794,22	63 257 535,79	44 099 528,00
Liquidité générale	0,35	0,70	0,30	0,13

Source : Calculs effectués par nos soins à partir des bilans comptables de l'entreprise MEIA PLUS, Mars 2021.

Commentaire

Dans le cas de l'entreprise MEIA PLUS, le ratio de liquidité générale est inférieur à 1 ce qui signifie que les dettes à court terme dépassent les actifs à court terme.

L'entreprise est donc insolvable à court terme, nous constatons une légère hausse de 2017 à 2018 puis une baisse continue à partir de 2018 jusqu'à 2020 à cause d'une augmentation de tous les éléments du passif circulant tels que les dettes associées, dettes fournisseurs, fiscales et sociales et cela comme nous avons expliqué bien avant est dû à la décision prise par le dirigeant : « le financement de ses activités par le biais de ses ressources à court terme ».

CHAPITRE 03 : Etude empirique sur l'analyse des ressources financières de l'entreprise MEIA PLUS

Conclusion

Après l'étude de la structure financière de l'entreprise MEIA PLUS et l'analyse de ses documents comptables (bilans comptables ; TCR) durant les quatre années d'exercice ; ainsi que les différents calculs effectués (les équilibres financiers, les ratios de structure, la CAF et l'autofinancement), nous avons constaté que :

- La quasi-totalité de ses financements est assurée par ses dettes à court terme suite à la décision prise par le dirigeant Mr KACED. Ce choix lui a permis de réaliser une forte rentabilité et cela depuis la création de l'entreprise (2017) jusqu'à l'Année 2020.
- Au cours de l'année 2020 Mr KACED procède à l'augmentation de son capital par la conversion de ses dettes associées, ainsi qu'un octroi d'un crédit-bail.
- L'autofinancement est le mode de financement principal de l'entreprise MEIA PLUS suite à l'importance des fonds propres qui confortent son autonomie financière au cours de la période étudiée (2017-2020).
- La SARL MEIA PLUS dispose d'une capacité d'autofinancement positive durant les quatre exercices étudiés, ce qui est un bon signe de santé financière et qui va garantir sa pérennité.
- L'entreprise MEIA PLUS assure le financement de ses besoins d'exploitation et d'investissement d'une façon autonome. En effet, l'entreprise dégage une trésorerie positive, ce qui signifie qu'elle possède des liquidités qui lui permettent de financer toutes sortes d'opérations nécessaires au bon développement de son Activité.
- L'entreprise MEIA PLUS dispose d'une liquidité générale relative aux actifs d'exploitation, ce qui équivaut à de l'argent accumulé. Cet excédent de liquidité permet à l'entreprise d'améliorer sa situation de trésorerie.

Conclusion générale

Avant de conclure et synthétiser les résultats auxquels a abouti notre recherche, il nous est nécessaire de rappeler l'ensemble des étapes que nous avons suivies.

Dans notre première étape de travail, nous avons traité de l'évaluation des besoins de financement des entreprises et les différents documents permettant de les identifier (bilans comptable et financier; TCR ; SIG), ainsi que les différents équilibres financiers et les déterminants du choix de financement. Ensuite ; nous avons présenté les différents modes de financement qu'une entreprise peut y avoir accès afin de réaliser une structure financière optimale et une meilleure rentabilité.

Nous sommes passés ensuite à une vérification empirique de la recherche de moyens de financement en étudiant le cas de la SARL MEIA PLUS où nous avons effectué notre étude empirique, qui nous a permis de mettre en application les connaissances acquises au cours de notre formation.

Afin de concrétiser notre travail nous avons exploité les documents comptables de l'entreprise à savoir : les bilans comptables, les tableaux de comptes des résultats (TCR) et les annexes pour connaître la situation financière de l'entreprise durant les exercices (2017, 2018, 2019 et 2020), celle-ci constitue la deuxième étape de notre recherche.

Les notions d'équilibre financier et de risque de déséquilibre peuvent être définies et saisi selon deux analyses complémentaires du bilan, la lecture du bilan est une lecture patrimoniale en termes de liquidité des actifs et d'exigibilité des dettes.

Le fonds de roulement constitue le financement stable des besoins en fonds de roulement. Le montant de la trésorerie, positif ou négatif, qualifie l'équilibre financier fonctionnel de l'entreprise : une entreprise, pour être viable, ne doit pas en principe avoir une trésorerie structurellement négative.

Les sources et les modalités de financement sont extrêmement variées et parmi ceux qui sont internes nous pouvons distinguer « l'autofinancement » qui est un financement dégagé par cette dernière à partir de ses propres ressources (réserve, résultat, amortissement, provisions) indépendamment de tout concours de ses associés ou capitaux d'emprunts. Ainsi, nous pouvons dire que l'autofinancement n'est pas meilleur que les autres modes de financement mais dans la réalité, le recours à ce moyen est en raison du coût de la ressource et principalement de la démarche à suivre pour son obtention.

En se référant à l'étude de notre objet d'étude qui est la SARL MEIA PLUS, implantée à Zekri Azazga Tizi-Ouzou et activant dans le domaine de l'industrie et production mécanique, les besoins de financement sont liés aux besoins de financement à court terme de l'exploitation, **ceci est la réponse à la première question secondaire de notre travail.**

Après l'identification des besoins de financement, la recherche de moyens de financement constitue la deuxième étape dans l'élaboration d'une politique et stratégie financières. A cet effet, diverses sources de financement sont mises à la disposition de l'entreprise et le choix d'un tel ou tel moyen de financement se base sur un certain nombre de paramètres tels que le coût de la source de financement et du besoin à financer.

Conclusion générale

Dans le cas de la SARL MEIA PLUS et pour répondre à **la deuxième question de notre travail de recherche**, la constitution de ses ressources permanentes et l'étude de la structure financière de cette entreprise font ressortir l'utilisation de deux sources de financement, à savoir : l'autofinancement et l'augmentation du capital. Ainsi, l'entreprise pour renforcer ses fonds propres, recours à l'augmentation de son capital par incorporation des réserves et conversion des dettes associées. Ceci nous permet affirmer notre deuxième objectif de recherche.

Par ailleurs, dans un souci de rentabiliser les moyens de financement utilisés, l'entreprise met en place des politiques et des stratégies financières de manière à coordonner ses décisions, hiérarchiser ses priorités et réaliser ses objectifs. L'objectif de ces politiques et stratégies financières est : de saisir les opportunités de l'environnement ; de réaliser une meilleure allocation des ressources ; de faire face aux aléas environnementaux.

Toutefois, **pour répondre à la troisième question de notre travail**, il est important de noter que chaque entreprise choisit son financement en fonction de : ses besoins liés à son activité ; sa situation financière ; ses objectifs ; sa capacité de financement et d'endettement.

A ce titre, il existe aussi d'autres facteurs de choix de financement comme les enjeux stratégiques et les ajustements financiers prise par le dirigeant qui permettent à l'entreprise d'ajuster ses moyens à ses besoins de telle sorte à garder son autonomie financière.

De ce fait, nous pouvons confirmer que la rentabilité est un facteur majeur du choix de financement mais ne constitue pas le seul critère. Il s'agit aussi de l'importance de l'étude de la structure financière de l'entreprise.

En effet, le choix de la structure financière est aussi un facteur déterminant pour le choix du financement et par conséquent, pour la survie et la stabilité de l'entreprise. Une structure financière non équilibrée ou non adaptée peut nuire, à l'avenir de l'entreprise. **Ceci constitue la réponse à la quatrième question de notre travail** de recherche est que l'entreprise MEIA PLUS opte pour une politique et stratégie financières basées sur l'autofinancement.

Il ressort des résultats obtenus après évaluation, que la structure financière de la SARL MEIA PLUS est en déséquilibre et cela est dû à la une mauvaise affectation des ressources financières par celle-ci. En effet l'étude de cette dernière a montré que l'entreprise fait face à ses besoins par des sources de financement de même nature, c'est-à-dire (ce sont des sources de financement interne de l'entreprise) mais qui comprennent juste les capitaux propre sans les emprunts à long terme, donc nous pouvons constater que cette dernière finance le long terme par le court terme (dettes associés) tandis que la règle d'or en matière de ressources global affirme que le financement du long terme doit se faire par le long terme.

Ceci nous permet ainsi de répondre à notre question principale de recherche et avancer que « **le choix des sources de financement dans le cas de l'entreprise MEIA PLUS ne lui permet pas de réaliser l'équilibre entre les besoins de financement et les ressources financières dont elle dispose** ».

Ouvrages

1. ABDELJALIL, N.-I. (2002). *Evaluation et financement des investissements de l'entreprise: manuel & études de cas*. Consulting.
2. ALBOY, M. (1991). *Financement et coût du capital des entreprises*. Paris: Eyrolles.
3. BANCEL, F. (1995). *Les choix d'investissement, méthodes traditionnelles*. Paris: Economica.
4. BARREAU, J.-N. D. (1985). *Gestion financière*. Paris: Dunod.
5. BERNET-ROLLANDE, L. (2015). *De l'analyse financière*. Paris: Dunod.
6. BOUBKEUR, A. (2009). *Comptabilité générale*. Alger: Berti.
7. BOUGHABA, A. (2005). *Analyse et évaluation de projets*. Alger: Berti.
8. BOUYAKOUB, F. (2000). *L'entreprise et le financement bancaire*. Alger: Casbah.
9. BRUNO, S. (2001). *Gestion financière*. Paris: Dunod.
10. BRUSLERIE, H. (2010). *Analyse financière*. Paris: Dunod.
11. BURGEY, P., & DERRAY, A. (1992). *Les fondements de l'entreprise*. Paris: Ellipse.
12. BURG, P., & DERRAY, A. (1992). *Les fondements de l'entreprise*. Paris: Ellipses.
13. CHAMBOSTI, I., & CUYAMBERE, T. (2008). *Gestion financière*. Paris: Dunod.
14. CHARLES, A., & REDOR, E. (2009). *Le financement des entreprises*. Paris: Economica.
15. COHEN, E. (1991). *Gestion financière de l'entreprise et développement financier*. Edicef.
16. COHEN, E. (2006). *Analyse financière*. Paris: Economica.
17. CONSO, P., & HEMICI, F. (2002). *Gestion financière de l'entreprise*. Paris: Dunod.
18. DARBELET, M., IZAR, L., & SCARAMUZA, M. (2007). *L'essentiel sur le management* (éd. 5 ème). Alger, Algérie: Berti.
19. DE LA BRUSLERIE, H. (2010). *Analyse financière*. Paris: Dunod.
20. DEGOS, J.-G., & GRIFFITHS, S. (2011). *Gestion financière de l'analyse à la stratégie*. Erolles.
21. DEPALLENSNS, J., & JOBARD, J. (1997). *Gestion financière de l'entreprise*. Paris: Dunod.
22. D'HOIR LAUPRETE, C. (2000). *Droit du crédit*. Paris: Ellipse.
23. DORIATH, B., LOZATO, M., & NICOLLE, P. (2008). *Comptabilité et gestion des organisations*. Paris: Dunod.
24. DORIATH, B., LOZATO, M., MENDES, P., & NICOLLE, P. (2010). *Comptabilité et gestion des organisations*. Paris: Dunod.

25. DUPLAT, C.-A. (2004). *Analyse de la situation financière de l'entreprise* . Paris: Librairie Vuibert.
26. GARDES, N. (2006). *Finance d'entreprise*. Paris: Organisation.
27. GEORGE, F., & BERTRAND, J. (1982). *Finance Internationale*. Dalloz.
28. GERVAIS, J.-F. (2004). *Les clés du leasing*. Paris: Organisation.
29. GRANDGUILLOT, B., & Francis. (2006). *L'essentiel des opérations de fin d'exercice en comptabilité*. Paris: Gualino.
30. GRANDGUILLOT, B., & Francis. (2008). *Analyse financière*. Paris: Gualino.
31. GRANGUILLOT, B., & F. (2002). *Analyse financière, outils de diagnostic financière* . Paris.
32. HADJ SADOK, T. (2007). *Les risques de l'entreprise et de la banque* . Alger: Dahleb.
33. HUBERT, B. (2010). *Analyse financière* . Paris: Dunod.
34. HUTIN, H. (2003). *Toute la finance d'entreprise en pratique*. Paris: Organisation.
35. JOUABERT, K.-S., & RIGOBERT, M.-J. (2007). *Finance d'entreprise* . Paris: Dunod.
36. LANGOS, G., & MOLLET, M. (2011). *Manuel de gestion financière*. Alger: Berti.
37. LASARY. (2001). *Economie de l'entreprise*.
38. LAUPRETE, D. (2000). *Droit du crédit* . Paris: Ellipse.
39. LE SAOUT, E. (2008). *Introduction aux marchés financiers*. Paris: Economica.
40. LEGRAND, G., & MERTINI, H. (2008). *Commerce international, gestion des opérations imports/exports*. Paris: Dunod.
41. LEGROS, G. (2010). *Le mini manuel de finance d'entreprise: Cours+ Exo*. Paris: Dunod.
42. LELARGE, G. (1989). *Organisation et gestion de l'entreprise*. Paris.
43. LOTMANI, N. (2008). *Introduction à l'analyse financière*. Alger: Pages Bleues.
44. LOUIS, C. (1974). *Les finances des entreprises publiques*. Paris: Librairie générale des droits et jurisprudence.
45. MANCHON, E. (2001). *Analyse bancaire de l'entreprise* . Paris: Economica.
46. MARTINET, A.-C., & SILEM, A. (2005). *Lexique de gestion et de management*. Paris: Dalloz.
47. MARTINET, A.-T., & SILEM, A. (2003). *Lexique de gestion*. Paris: Dalloz.
48. MELYON, G. (2007). *Gestion financière*. France : Bréal.
49. PIERRAT, C. (2006). *Gestion financière de l'entreprise*. Paris: La découverte.
50. RAMAGE, P. (2001). *Analyse et diagnostic financier* . Paris: Organisation.

51. RIVET, A. (2003). *Gestion financière*. Paris: Ellipse.
52. SADI, N.-E. (2011). *Innovations comptables internationales et analyse des états financiers*. France: PUD.
53. SPIESER, P. (s.d.). *La bourse*. Paris: Vuibert.
54. VERNIMMEN, P. (2002). *Finance d'entreprise*. Paris: Dalloz.
55. VERNIMMEN, P. (2016). *Finance d'entreprise*. Paris: Dalloz.
56. Y, A., & D, C. (2004). *Finance d'entreprise: du diagnostic à la création de valeur*. Paris: Hachette supérieur.
57. Y-A, A., & D, C. (2004). *Finance d'entreprise: du diagnostic à la création de valeur*. Paris: Hachette supérieur.

Dictionnaires

1. CHEHRIT, K. (2006). *Dictionnaire des termes de finance*. Alger: Grand-Alger livres.
2. COHEN, E. (1997). *Dictionnaire de gestion*. Paris: La découverte.
3. CONSO, P., LAVAUD, R., COLASSE, B., & FOUSSE, J.-L. (1986). *Dictionnaire de gestion financière*. Paris: Dunod.
4. YVES, B., & COLI, J.-C. (Paris). *Dictionnaire économique et financier*. 1996: Seuil.

Mémoires et thèses

1. ACHOUR, N ; HAMMOUDI, S. « *Le financement des investissements* ». Mémoire de master en science et gestion, Bejaia : Université Abderrahmane MIRA, Bejaia, 2017.
2. BALAHOUANE, K ; BEKTACHE, F. « *Evaluation d'un projet d'investissement* ». Mémoire de master en science de gestion, Bejaia : Université Abderrahmane MIRA de Bejaia.
3. BEN ALI, L; BENALI MOHAMED, L. « *La problématique de choix des sources de financement des investissements dans l'entreprises : cas de ENIEM* ». Mémoire de master en Sciences commerciales, Option : Finance. Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2017.
4. BOUKROUS, Dj. « *Les circuits de financement des petites et moyennes entreprises en Algérie* ». Mémoire de magister en sciences économiques. Option : Economie International. Oran : FSEGC, université d'Oran, 2007.
5. BOUMESSEHEL, R. « *La gestion de trésorerie dans une entreprise* ». Mémoire de master en finance d'entreprise, Bejaia: Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2016-2017.
6. CHIBOUT, A; DJADDA, K. « *Essai d'analyse de l'impact de la politique de financement sur l'efficacité de l'entreprise* ». Mémoire de master en science de gestion. Option : Finance d'entreprise. Bejaia : Université Abderrahmane Mira de Bejaia. 2014.

7. KHEMMAR, K; LOUIFI, Z. « *Le Financement D'une Entreprise En Phase de Création Cas de La BADR De Tizi-Ouzou* ». Mémoire de master; Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, FSEGC, 2018.
8. LESLOUDJI, L ; MEROUANE, F-Z. « *La création et le financement des entreprises : cas des petites et moyennes entreprises de la commune de Draa Ben Khedda* ». Mémoire de fin d'étude en Finance. Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou.2015.
9. SEBA, A ; ZELLEG, L. « *Le crédit-bail : un nouveau mode de financement des PME* ». Mémoire de licence. Bejaia : Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2009.

Lois et Ordonnances

1. Ordonnance n 01-03 correspondant au 20 aout 2001 relative au développement de l'investissement journal officiel n°47 P4.
2. Ordonnance N° 06-08 du 15 juillet 2006 modifiant et complétant l'ordonnance n° 01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement (JORA N° 47-2006).
3. ¹ Ordonnance N° 75-59, du 26 Septembre 1975, modifié et complété par l'ordonnance N° 96-27 du 07 Décembre 1997, comprenant le code de commerce.
4. Article 405-409 du code commerce.
5. Article 644 du code civil.
6. Article 112 de la loi 90-10 du 14 Avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.
7. Article 543 du code de commerce.

Cours

ZOURDANI, S. Cours d'analyse des crédits. 1ère année Master, option : Finance et Banque. Tizi-Ouzou : Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou,2018/2019.

Site Internet

1. <http://www.tifawt.com/Analyse-financière/besoin en fonds de roulement>.
2. <https://www.adresse-algerie.com/annuaire/sarl-meia-plus/>.
3. <http://www.cosider-groupe.dz/fr/cosider-canalisations>.
4. <http://www.mdipi.gov.dz/?Agence-Nationale-de-Developpement>.
5. https://fr.wikipedia.org/wiki/Cr%C3%A9dit_fournisseur.

Résumé

Depuis sa création et tout au long de son développement, l'entreprise a besoin de ressources financières. Ce travail met l'accent sur les types de besoins de financement d'une entreprise, les différents modes de financement utilisés pour couvrir ses besoins et enfin l'étude des facteurs influant sa structure financière. Dans le souci de rentabiliser les investissements et faire face à la concurrence, les entreprises cherchent à mettre en place des stratégies financières de manière à ajuster leurs ressources aux besoins financiers, dans le but de disposer d'une structure financière optimale lui permettant de répondre à ses objectifs.

Nous avons illustré la problématique posée à travers l'analyse d'un cas réel à savoir : les sources de financement de l'entreprise **MEIA PLUS**. La question principale traitée dans ce travail de recherche : le choix des sources de financement dans le cas de l'entreprise **MEIA PLUS** lui permettent-ils de réaliser l'équilibre entre les besoins de financement et les ressources financières dont-elle dispose ?

Mots clés: Besoins financiers, ressources financières, modes de financement, structure financière optimale, investissements.

Summary

Since its creation and throughout its development, the company needs financial resources. This work focuses on the types of financing needs of a company, the different financing methods used to cover its needs, and finally the study of factors affecting its financial structure. In the interest of making investments profitable and facing competition, companies are seeking to put in place financial strategies for in order to adjust their resources to financial needs, in order to have an optimal financial structure to meet its objectives.

We have illustrated the problem raised by the analysis of a real case namely: the sources of financing of the company **MEIA PLUS**. The main question dealt with in this research work: does the choice of sources of financing in the case of **MEIA PLUS** enable it to balance the financing needs with the financial resources it has at its disposal?

Keywords: Financial requirements, financial resources, financing methods, Structure Optimal Financial, Investments.

الملخص

تحتاج الشركة منذ إنشائها وطوال فترة تطورها، إلى موارد مالية. يركز هذا العمل على أنواع الاحتياجات التمويلية للمؤسسة، وطرائق التمويل المختلفة المستخدمة لتغطية احتياجاتها، وأخيرا دراسة العوامل المؤثرة في هيكلها المالي. ومن أجل تحقيق أرباح الاستثمارات ومواجهة المنافسة، تتطلع الشركات إلى تنفيذ استراتيجيات مالية لتكييف مواردها مع الاحتياجات المالية لكي يكون لديها هيكل مالي أمثل لتحقيق أهدافها.

لقد عملنا على توضيح المشكلة المطروحة من خلال تحليل حالة حقيقية والمتمثلة في مختلف مصادر تمويل الشركة **MEIA PLUS** السؤال الرئيسي الذي يتناوله هذا البحث: هل يسمح اختيار مصادر التمويل في حالة شركة **MEIA PLUS** بتحقيق التوازن بين الاحتياجات التمويلية والموارد المالية المتاحة لها؟

الكلمات الرئيسية: الاحتياجات المالية، والموارد المالية، وأساليب التمويل، والبنية المالية المثلى، والاستثمارات.